



PARTAGER LA RICHESSE AVEC CELLES ET CEUX QUI LA CRÉENT

Pour mettre un terme à la crise des inégalités, il est indispensable de construire l'économie autour des citoyen-ne-s ordinaires, et non des riches et des puissant-e-s.

www.oxfam.org

À ÉGALITÉ! |  OXFAM

Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. Leur richesse a augmenté de 762 milliards de dollars en douze mois. Ce boom incroyable équivaut à sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres.

Les travailleuses et travailleurs pauvres s'échinent sur des tâches dangereuses et mal rémunérées pour alimenter l'extrême richesse d'une minorité. Les femmes occupent les postes les plus difficiles tandis que la quasi-totalité des grandes fortunes sont entre les mains d'hommes. Les États doivent créer une société plus équitable en privilégiant la main-d'œuvre ordinaire et les petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires, et non les riches et les puissant-e-s.

Ce rapport est dédié aux femmes et aux hommes qui luttent contre les inégalités et les injustices, s'exposant souvent à des risques de taille, face à une répression croissante dans la plupart des pays du monde.

© Oxfam International, janvier 2018

Ce document a été rédigé par Diego Alejo Vázquez Pimentel, Iñigo Macías Aymar et Max Lawson. Oxfam tient à remercier Deborah Hardoon, Alex Maitland, Nick Bryer, Milena Dovali, Erinch Sahan, Franziska Mager, Rowan Harvey, Francesca Rhodes, Diana Sarosi et Helen Bunting pour leur participation. Les auteurs remercient un panel d'experts pour leur généreuse contribution : Christoph Lakner, Branko Milanovic, Brina Seidel, Jason Hickel, Danny Dorling, Jessica Woodroffe, Abigail Hunt, Alison Tate, Gemma Freedman, Maura Leary, Kate Pickett, Isabel Ortiz, Mike Savage, Gabriel Zucman, Jonathan Ostry, Lucas Chancel, Patrick Belser, Ana Ines Abelenda, Paul Segal et Chris Hoy. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78748-137-4 en janvier 2018.

DOI : 10.21201/2017.1350

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

Photo de couverture : De jeunes ouvrières dans une usine de confection au Bangladesh. Photo : Jonathan Silvers/Saybrook Productions.

Traduction et relecture : eXceLingua, Barbara Scottu

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam IBIS (Danemark) (http://oxfamibis.dk/)	Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

AVANT-PROPOS

La campagne et l'appel à action d'Oxfam sont très opportuns, car la crise des inégalités est bien réelle. Comme le souligne le rapport, les inégalités de revenus se sont intensifiées dans de nombreux pays et la part de la rémunération du travail dans le PIB a diminué car les bénéficiaires ont augmenté plus rapidement que les salaires. Alors que la part des revenus des 1 % les plus riches a considérablement augmenté, beaucoup d'autres n'ont pas récolté les fruits de la croissance économique. Même dans les pays émergents connaissant une croissance économique rapide, une grande partie de la main-d'œuvre, dont une part disproportionnée de femmes, est engluée dans des salaires de misère ou des revenus bas.

L'étude menée dans le cadre de ce rapport Oxfam confirme qu'une majorité de personnes souhaite vivre dans des sociétés nettement plus égalitaires. Faisant écho à ces préoccupations, la réduction des inégalités n'a pas tardé à figurer en bonne place dans l'agenda des dirigeants mondiaux et des institutions internationales. Cela se reflète surtout dans les Objectifs de développement durable de l'agenda des Nations unies à l'horizon 2030, avec l'objectif n° 10 appelant à « réduire les inégalités au sein et entre les pays » et l'objectif n° 8 qui prône une économie inclusive, ainsi que le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Je ne saurais être plus en accord avec ce rapport d'Oxfam sur le fait que des « emplois décents accompagnés de salaires décents sont indispensables pour créer des sociétés plus justes » et que « des emplois décents et bien rémunérés » sont incontournables pour réduire les inégalités.

– Guy Ryder, Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT)

MESSAGES DE SOUTIEN

Aucun groupe au monde n'a contribué plus qu'Oxfam à mettre en lumière la coexistence de l'extrême richesse et de l'extrême pauvreté ainsi que les mesures nécessaires pour évoluer en direction de la justice sociale, en réduisant les inégalités de revenus et de richesse. Le monde entier s'est engagé en faveur des Objectifs de développement durable, avec l'ODD n° 10 appelant les nations à « réduire les inégalités au sein et entre les pays ». Le nouveau rapport d'Oxfam constitue une lecture indispensable pour remplir l'ODD n°10 et déborde d'idées et d'approches innovantes. Il attirera sans doute l'attention et suscitera la controverse, comme cela devrait être le cas pour un tel sujet. Les plus fortunés reprochent souvent à Oxfam et à d'autres organisations d'alimenter la lutte des classes, mais en réalité dans de nombreuses sociétés, telles que la mienne, aux États-Unis, la plupart des grandes fortunes ont en fait déclaré la guerre aux personnes pauvres. Il faut urgemment retrouver un équilibre, défendre les droits des pauvres et rétablir des sociétés justes qui répondent aux besoins de toutes et de tous conformément aux objectifs mondiaux convenus.

– Jeffrey D. Sachs, professeur à l'Université de Columbia, directeur du réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies, New York

La recette pour réduire les inégalités des familles qui travaillent et garantir un travail décent est simple : un salaire minimum pour répondre aux besoins fondamentaux, une protection sociale et le respect des droits humains et du droit du travail par les entreprises. La liberté d'association et le droit aux négociations collectives sont des vecteurs essentiels. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin de pouvoir s'exprimer collectivement pour faire entendre leur voix. Les États doivent agir. Les entreprises doivent prendre leurs responsabilités.

Oxfam dit vrai : l'économie mondiale risque de chanceler avec un trop grand nombre de milliardaires. Seule une économie construite autour de celles et ceux qui travaillent, et non des riches propriétaires, mettra fin à la crise des inégalités.

– Sharan Burrow, Secrétaire générale, Confédération syndicale internationale

Du fait des inégalités fortes et croissantes au sein des pays, les 1 % les plus riches dans le monde se sont accaparé plus de deux fois plus de croissance que les 50 % les plus pauvres depuis 1980. Les richesses atteignent des niveaux vertigineux en haut de la pyramide et s'y enracinent. L'étude d'Oxfam, qui décrit ces tendances inquiétantes, est une lecture indispensable. Il est vraiment temps de partager la richesse avec celles et ceux qui la créent.

– Gabriel Zucman, Université de Californie, Berkeley

Ce rapport confirme ce que les travailleuses et les travailleurs savent pertinemment depuis de nombreuses années : la majorité des retombées proclamées de la mondialisation est réservée à une élite mondiale qui se considère intouchable. Les mythes entourant le modèle actuel de la mondialisation s'écroulent comme un château de cartes et entraînent dans leur chute la crédibilité des partisan-e-s de ce modèle et la confiance dans les institutions politiques. L'évasion fiscale éhontée des entreprises, la privatisation, les coupes dans les services et des décennies de plafonnement des salaires n'ont rien d'accidentel. Une action urgente et radicale est requise pour financer des services publics universels, garantir un travail décent et redistribuer les richesses. À défaut, nous nous exposons à une montée en puissance du populisme, du racisme et de la culture de la peur infusée par l'extrême droite. Nous sommes prévenu-e-s.

– Rosa Pavanelli, Secrétaire générale, Internationale des services publics (ISP)

« Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent » souligne à quel point les travailleuses et les travailleurs ont plus que jamais besoin des syndicats et du droit aux négociations collectives. Les travailleuses et travailleurs ont besoin de salaires leur permettant de vivre dignement. Hélas, une avidité non régulée des multinationales exacerbe les inégalités et l'insécurité. Une intensification des négociations collectives rééquilibrerait l'économie mondiale afin qu'elle soit au service de tous, et pas seulement des 1 % les mieux lotis. Il est temps pour les États d'agir.

– Frances O'Grady, Secrétaire générale, Trades Union Congress (TUC), Royaume-Uni

Oxfam a changé la manière dont le monde conçoit les inégalités. À Davos, les discours doivent désormais céder la place à l'action pour créer le monde plus égalitaire revendiqué par des millions de personnes.

– Danny Dorling, Université d'Oxford

Oxfam continue de publier des recherches remarquables sur la crise des inégalités dans le monde. Son message est clair : notre économie sert les intérêts des 1 % les plus riches. Pour remédier à l'instabilité et aux multiples fractures dans le monde, il faut changer de cap et ce, rapidement.

– Jason Hickel, Goldsmiths, Université de Londres

RÉSUMÉ

Le dividende annuel versé par la société mère de la chaîne de magasins de vêtements Zara à Amancio Ortega (la quatrième plus grande fortune privée au monde) s'élève à environ 1,3 milliard d'euros¹. Stefan Persson, dont le père a fondé H&M², se place au 43^e rang du classement Forbes des personnes les plus riches du monde et a récolté l'année dernière un dividende de 658 millions d'euros³.

Au Bangladesh, Anju coud des vêtements destinés à l'exportation. Elle travaille souvent 12 heures par jour, jusque tard dans la nuit. Elle doit souvent sauter des repas par manque d'argent. Elle gagne un peu plus de 900 dollars par an⁴.

Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. On dénombre actuellement 2 043 milliardaires en dollars dans le monde. Neuf sur dix sont des hommes⁵. Les milliardaires se sont en outre considérablement enrichis, à hauteur de plus de sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres⁶.

Il est essentiel d'offrir des conditions de travail et des salaires décentes à la main-d'œuvre à travers le monde pour mettre fin à la crise actuelle des inégalités. Partout dans le monde, notre économie au service des 1 % est construite à la sueur de travailleuses et de travailleurs faiblement rémunéré-e-s, souvent des femmes qui reçoivent des salaires de misère et voient leurs droits fondamentaux bafoués. C'est notamment le cas de Fatima, au Bangladesh, qui travaille dans la confection de vêtements destinés à l'exportation. Elle subit régulièrement un mauvais traitement si elle ne parvient pas à atteindre les objectifs et tombe malade car il lui est interdit de se rendre aux toilettes⁷. Mais aussi de Dolores, qui travaillait dans une usine de transformation de volailles aux États-Unis et souffre d'une invalidité permanente qui ne lui permet plus de tenir la main de ses enfants⁸. Ou encore de Myint, femme de ménage immigrée travaillant dans un hôtel en Thaïlande⁹, victime de harcèlement sexuel par des clients de l'hôtel, mais incitée à accepter la situation au risque de perdre son emploi.

Le présent document confronte l'extrême richesse croissante d'une élite à la situation de celles et ceux qui travaillent, mais vivent dans la pauvreté. Il explore les raisons de ces écarts et formule des recommandations pour les corriger.

PLACE AUX ACTES : OFFRONS AUX POPULATIONS LE MONDE PLUS ÉGALITAIRE QU'ELLES RÉCLAMENT

De nos jours, rares sont les responsables politiques ou les chef-fe-s d'entreprise à ne pas se déclarer préoccupé-e-s par les inégalités. Mais plus que les discours, ce sont les actes qui importent. Dans ce domaine hélas, la plupart de nos responsables sont loin du compte. En effet, nombre de ces

« Lorsque je suis tombée enceinte, la direction m'a transférée dans l'entrepôt. Il y avait plein de boîtes de chaussures, que je devais étiqueter. Avec dedans de très belles chaussures idéales pour mon fils. J'aimerais les voir à ses pieds un jour, mais c'est impossible. Je sais qu'il en voudrait, je suis triste pour lui. Ce sont des chaussures vraiment belles. Mais mon salaire mensuel ne couvre même pas le prix d'une paire. »

– Lan, couturière, Vietnam

responsables promeuvent activement des politiques qui aggravent les inégalités. Donald Trump a été élu sur la promesse d'aider les citoyen-ne-s ordinaires, mais il a nommé des milliardaires aux différents ministères et fait tout pour réduire considérablement la fiscalité des 1 % les plus riches¹⁰. Au Nigeria, le président Buhari a déclaré que les inégalités exacerbent la colère et la frustration¹¹, mais les revenus de l'exploitation pétrolière sont détournés par milliards, les inégalités continuent de croître et 10 millions d'enfants sont toujours déscolarisés au Nigeria¹². Oxfam et Development Finance International ont compilé un indice détaillé de 152 actions gouvernementales axées sur la réduction des inégalités. Pour la plupart, ces mesures sont très insuffisantes et échouent honteusement à combler les lacunes¹³.

Encadré 1 : Envie d'un monde plus équitable¹⁴

Pour la réalisation du présent document, Oxfam a interrogé plus de 70 000 personnes dans 10 pays, représentatives d'un quart de la population mondiale :

- Plus de trois quarts des personnes sondées se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle le fossé entre les riches et les pauvres dans leur pays est trop grand (de 58 % aux Pays-Bas à 92 % au Nigeria).
- Près de deux tiers des répondant-e-s dans les 10 pays considèrent qu'il faut combler rapidement ou de toute urgence le fossé entre les riches et les pauvres.
- 60 % des répondant-e-s se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord qu'il incombe à l'État de combler le fossé entre les riches et les pauvres. En Afrique du Sud, 69 % des répondant-e-s se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord.
- 75% des répondant-e-s se disent favorables à une réduction des inégalités de revenus dans leur pays. En fait, plus de la moitié des personnes interrogées souhaitent que les inégalités de revenus dans leur pays soient même inférieures à celles observées n'importe où dans le monde.

METTRE UN FREIN AUX INÉGALITÉS, PAS À LA DÉMOCRATIE

Dans beaucoup de pays où Oxfam intervient, l'espace d'expression des citoyen-ne-s est amoindri et la liberté d'expression supprimée. CIVICUS, une alliance dédiée au renforcement de l'expression des citoyen-ne-s, a constaté que les libertés civiques étaient actuellement menacées dans plus de 100 pays¹⁵.

« Pour ma génération, il est inconcevable de revenir à l'époque d'avant la révolution. Ce fut comme une révélation. Alors que nous sommes opprimés, nous nous réorganisons et nous nous structurons pour combattre l'injustice et les inégalités économiques. »

– Ghouson Tawfik, plateforme pour la justice sociale, Égypte

Comme l'a déclaré Louis D. Brandeis, ancien juge de la Cour suprême aux États-Unis, « nous pouvons établir la démocratie dans ce pays ou alors concentrer les grandes richesses aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois. »¹⁶ Nos responsables le savent, mais plutôt que d'agir pour réduire les inégalités et lutter contre la concentration des richesses, ils

« Nous pouvons établir la démocratie dans ce pays ou alors concentrer les grandes richesses aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois. »

– Louis D. Brandeis, ancien juge de la Cour suprême, États-Unis

préfèrent porter atteinte à la démocratie et étouffer les voix qui s'élèvent pour réclamer une société plus juste.

VUE D'EN HAUT

Encadré 2 : Une aubaine pour les milliardaires¹⁷

Face à cette inaction, la crise des inégalités continue d'empirer, les profits de la croissance économique continuant de se concentrer dans les mains d'une minorité.

- Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. On dénombre actuellement 2 043 milliardaires en dollars dans le monde. Neuf sur dix sont des hommes¹⁸.
- En 12 mois, les richesses de ce groupe d'élite ont augmenté de 762 milliards de dollars, soit plus de sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde¹⁹.
- Au cours des dix dernières années, les travailleurs et travailleuses ordinaires ont vu leurs revenus augmenter de 2 % en moyenne par an²⁰, tandis que la fortune des milliardaires a elle augmenté de 13 % par an, presque six fois plus vite²¹.
- 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde l'année dernière ont profité aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres²².
- Alors que les milliardaires ont vu leur fortune augmenter en une année de 762 milliards de dollars, les femmes ont réalisé l'équivalent de 10 000 milliards de dollars de travail de soin non rémunéré en soutien à l'économie globale²³.
- D'après les nouvelles données du Credit Suisse, 42 personnes détiennent à elles seules autant que les 3,7 milliards de personnes les plus pauvres, et la statistique de l'année dernière a été révisée de 8 à 61 personnes possédant à elles seules autant de richesses que les 50 % les plus pauvres²⁴.
- Les 1 % les plus riches continuent de posséder plus de richesses que le reste de l'humanité²⁵.

On retrouve le même schéma dans de nombreux pays du monde. En 2017, les recherches menées par Oxfam et d'autres ont démontré ce qui suit :

- Au Nigeria, l'homme le plus riche du pays touche assez d'intérêts sur sa fortune sur une année pour extraire deux millions de personnes de l'extrême pauvreté. Malgré près d'une décennie de croissance économique soutenue au Nigeria, la pauvreté s'est intensifiée sur la même période²⁶.
- En Indonésie²⁷, les quatre hommes les plus riches possèdent davantage que les 100 millions d'Indonésiennes et d'Indonésiens les plus pauvres.
- Les trois personnes les plus riches aux États-Unis possèdent autant que la moitié la moins bien lotie de la population américaine (quelque 160 millions de personnes)²⁸.
- Au Brésil, une personne rémunérée au salaire minimum devrait travailler 19 ans pour gagner ce que les 0,1 % les plus riches de la population gagnent en un mois²⁹.

Une extrême richesse qui n'est pas « gagnée »

La justification économique la plus répandue pour les inégalités est qu'elles inciteraient à l'innovation et à l'investissement. Les milliardaires seraient, nous dit-on, l'illustration ultime des fruits du talent, du travail acharné et de l'innovation, et cela profiterait à nous toutes et tous³⁰.

« Les inégalités s'intensifient de jour en jour. La main-d'œuvre est frustrée, car les salaires ne correspondent pas au coût de la vie. Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse, ce qui restreint les perspectives de prospérité. »

– Tariq Mobeen Chaudray, Center for Finance for Development, Indus Consortium, Pakistan

Il apparaît toutefois de plus en plus clairement³¹ que les niveaux actuels d'inégalités extrêmes dépassent de loin ce que le talent, le travail et la prise de risque peuvent justifier. Les grandes fortunes sont bien plus souvent le produit d'un héritage, d'un monopole ou de relations de connivence avec les gouvernements.

Environ un tiers de la fortune des milliardaires provient d'héritages. Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes parmi les plus riches au monde transmettront plus de 2 400 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants³².

Les monopoles assurent des rendements excessifs aux propriétaires et aux actionnaires aux dépens du reste de l'économie. La capacité des monopoles à générer des richesses extrêmes est illustrée par la fortune de Carlos Slim, le sixième homme le plus riche au monde. Il doit sa fortune au monopole quasi total qu'il est parvenu à établir au niveau des services de communication pour les lignes fixes, la téléphonie mobile et l'Internet haut débit au Mexique. L'OCDE a démontré l'impact très négatif de ce monopole sur les consommateurs et l'économie³³.

Le pouvoir monopolistique est décuplé par la connivence et la capacité des intérêts privés et puissants à manipuler les politiques publiques pour enraciner les monopoles existants et en créer de nouveaux. Des intérêts privés s'appuyant sur de bonnes relations peuvent s'enrichir aux dépens de l'intérêt public par le biais de privatisations, de ressources naturelles cédées à des coûts inférieurs à leur juste valeur, de marchés publics corrompus ou d'exemptions fiscales et autres échappatoires fiscales.

Au total, Oxfam a déterminé qu'environ les deux tiers de la fortune des milliardaires est le produit d'héritages, de monopoles et de situations de connivence³⁴. D'après l'étude menée par Oxfam dans 10 pays, plus de la moitié des répondant-e-s estiment qu'il est difficile, voire impossible pour les citoyen-ne-s ordinaires de gagner plus d'argent même en s'échinant au travail.

Les retombées économiques se concentrent de plus en plus aux mains d'une élite. Alors que des millions de travailleuses et travailleurs ordinaires doivent se contenter de salaires de misère, les retombées pour les actionnaires et hauts dirigeants ont grimpé en flèche³⁵. En Afrique du Sud, les 10 % en haut de la pyramide se partagent la moitié des revenus salariaux, tandis que les 50 % les plus pauvres de la main-d'œuvre se partagent 12 % de tous les salaires³⁶. En un peu plus d'une journée de travail, un PDG aux États-Unis gagne autant qu'une travailleuse ou un travailleur ordinaire en un an³⁷. Les hommes sont toujours majoritaires parmi les personnes les mieux rémunérées³⁸. En moyenne, un PDG de l'une des cinq plus grandes entreprises du secteur de la confection gagne en un peu plus de quatre jours ce qu'une ouvrière bangladaise ordinaire gagne pendant toute sa vie active³⁹.

Très souvent, des sommes toujours plus importantes sont reversées aux actionnaires fortunés, exerçant une pression constante sur la main-d'œuvre. La revalorisation des salaires des 2,5 millions d'ouvrières et d'ouvriers de la confection vietnamien-ne-s d'un niveau moyen à un niveau décent coûterait 2,2 milliards de dollars chaque année. Cela équivaut à un tiers des sommes versées aux actionnaires par les cinq plus grandes entreprises du secteur de la confection⁴⁰.

La fortune des plus riches est souvent optimisée par des pratiques d'évasion fiscale (par des personnes fortunées et les entreprises qu'elles possèdent ou dont elles sont actionnaires). En s'appuyant sur un réseau mondial de paradis fiscaux et tel que révélé dans les Panama Papers et les Paradise Papers, les grandes fortunes dissimulent au moins 7 600 milliards de dollars aux autorités fiscales⁴¹. Une nouvelle étude menée par l'économiste Gabriel Zucman dans le cadre du présent document a révélé que le montant de l'évasion fiscale des 1 % les plus riches atteint 200 milliards de dollars⁴². Pour les pays en développement, le manque à gagner fiscal auprès des grandes fortunes et des grandes entreprises est d'au moins 170 milliards de dollars chaque année⁴³.

Même les milliardaires qui ont fait fortune sur des marchés concurrentiels y parviennent souvent en tirant sur les salaires et les conditions de travail de la main-d'œuvre, contraignant les pays à s'engager dans un nivellement vers le bas suicidaire sur les salaires, le droit du travail et les exonérations fiscales.

Parallèlement, les enfants les plus pauvres, notamment les filles, sont condamnés à mourir dans la pauvreté, car les perspectives d'avenir sont réservées aux enfants des familles les plus aisées⁴⁴.

« Les rêves naissent et meurent ici »

– Mildred Ngesa de FEMNET (le réseau du développement et de la communication des femmes africaines) au sujet du bidonville de Dandora à Nairobi, à proximité du lieu où elle a grandi.

VUE D'EN BAS

Inégalités et pauvreté

Entre 1990 et 2010, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (à savoir avec moins de 1,90 dollar par jour) a été divisé par deux, et continue de décroître depuis⁴⁵. Le monde peut être fier de cette prouesse. Toutefois, si les inégalités n'avaient pas augmenté parallèlement sur la même période, 200 millions de personnes supplémentaires auraient pu sortir de la pauvreté⁴⁶. Ce chiffre pourrait même atteindre 700 millions si les populations pauvres avaient bénéficié de la croissance économique de la même façon que leurs concitoyen-ne-s mieux loti-e-s⁴⁷. Dans une perspective d'avenir, la Banque mondiale a clairement indiqué qu'à moins de combler le fossé entre les riches et les pauvres, nous serons loin d'éradiquer l'extrême pauvreté. Même si l'objectif de réduction de la pauvreté de 3 % était atteint, environ 200 millions de personnes vivraient toujours avec 1,90 dollar par jour en 2030⁴⁸.

Souvent, les personnes qui sortent de l'extrême pauvreté restent néanmoins très pauvres, endettées et peinent à nourrir leur famille. Il en faudrait peu pour que certaines y replongent. Plus de la moitié de la population mondiale vit avec 2 à 10 dollars par jour⁴⁹.

Cela est dû au fait qu'une part infime de l'augmentation des revenus dans le monde a bénéficié à la moitié la plus pauvre de l'humanité au cours des 25 dernières années. Le rapport sur les inégalités dans le monde publié dernièrement par le Laboratoire sur les inégalités mondiales a révélé que les 1 % les plus riches se sont emparés de 27 % de l'augmentation totale des revenus dans le monde entre 1980 et 2016. Dans le même temps, les 50 % les plus pauvres n'ont profité que de 13 % de cette croissance⁵⁰. Pour les 10 % les plus pauvres, le revenu annuel moyen a augmenté de moins de 3 dollars en un quart de siècle. Il s'agit là d'une manière très inefficace pour éradiquer la pauvreté, car seulement 13 cents par dollar d'augmentation des revenus dans le monde reviennent aux 50 % les plus pauvres, contre 42 cents pour les 10 % les plus riches⁵¹. De plus, étant donné les limites environnementales de notre planète, cette approche n'est pas durable : avec un tel niveau d'inégalités, l'économie mondiale devrait être 175 fois plus conséquente pour que chacun touche plus de 5 dollars par jour, ce qui serait catastrophique sur le plan environnemental⁵².

Inégalités économiques et entre les femmes et les hommes

Les inégalités économiques et entre les femmes et les hommes sont étroitement liées. Alors que, dans la plupart des pays, l'écart salarial entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'une plus grande attention, les écarts de richesses entre les femmes et les hommes sont généralement encore plus importants. Dans le monde, les hommes possèdent davantage de terres, d'actions et d'autres actifs que les femmes⁵³ ; à travail égal, les hommes gagnent davantage que les femmes, et les hommes sont plus nombreux dans les emplois plus prestigieux et mieux rémunérés. Ce n'est pas un hasard si les femmes sont surreprésentées dans les emplois les moins sûrs et les moins bien rémunérés⁵⁴. Partout dans le monde, les normes sociales, les comportements et les croyances dévaluent le statut et les compétences des femmes, justifient les violences et la discrimination à leur encontre et dictent les emplois qu'elles peuvent ou ne peuvent pas occuper.

Les inégalités entre les femmes et les hommes ne sont ni un hasard, ni une nouveauté : nos économies ont été construites par des hommes riches et puissants pour servir leurs propres intérêts. Le modèle économique néolibéral a aggravé la situation : affaiblissement des services publics, réduction d'impôts pour les plus riches, nivellement par le bas des salaires et du droit du travail sont autant d'écueils qui frappent plus durement les femmes que les hommes.

Notre prospérité économique repose également sur l'immense contribution pourtant non reconnue des femmes assurant le travail de soin non rémunéré. Au Pérou par exemple, ce travail représenterait 20 % du PIB⁵⁵. Les femmes pauvres assurent une plus grande part du travail de soin non rémunéré que les femmes plus riches⁵⁶.

Pour lutter contre les inégalités économiques extrêmes, nous devons mettre un terme aux inégalités entre les femmes et les hommes. De même, pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, nous devons réduire radicalement les inégalités économiques. Pour y parvenir, intégrer davantage les femmes dans les structures économiques existantes ne suffira pas. Nous devons définir une vision en faveur d'une nouvelle économie centrée sur l'humain, créée de concert par les femmes et les hommes, pour le bien de toutes et tous (et pas d'une élite privilégiée).

Au travail, mais enlisés dans la pauvreté

Les revenus du travail constituent la principale source de revenus pour la plupart des ménages⁵⁷. Ainsi, accroître l'accès à un travail décent stimule l'égalité.

Pour la plupart des personnes les plus pauvres, ces revenus proviennent de la production alimentaire à petite échelle. Pour de nombreuses autres personnes, ils proviennent de salaires. Le présent document traite principalement des travailleuses et des travailleurs rémunéré-e-s à travers le monde. Oxfam publiera une analyse complémentaire sur les petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires plus tard en 2018.

Encadré 3 : Les travailleuses et travailleurs luttent toujours pour survivre⁵⁸

Au Myanmar, Oxfam œuvre auprès des jeunes ouvrières du textile confectionnant des vêtements pour les grands noms de la mode. Elles sont rémunérées 4 dollars par jour, soit deux fois plus que le seuil d'extrême pauvreté. Pour cela, elles travaillent six ou sept jours par semaine, à raison de 11 heures par jour. Malgré tout ce temps passé à l'ouvrage, elles peinent à répondre à leurs besoins élémentaires (nourriture, médicaments) et se retrouvent fréquemment endettées.

Mais de plus en plus, avoir un travail ne rime pas avec la garantie de sortir de la pauvreté. D'après de récentes estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), près d'un tiers de la main-d'œuvre dans les pays émergents et en développement vit dans la pauvreté, et cette part augmente⁵⁹.

L'esclavage moderne est peut-être le visage le plus choquant du marché du travail dans le monde actuel. D'après l'OIT, l'esclavage aurait concerné 40 millions de personnes en 2016, dont 25 millions de personnes réduites au travail forcé. D'après l'OIT, « les personnes en situation de travail forcé produisent une partie de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons, et nettoient les bâtiments dans lesquels nous vivons ou travaillons. »⁶⁰

Près de 43 % des jeunes personnes actives dans le monde sont soit sans emploi, soit employées mais vivant dans la pauvreté⁶¹. Plus de 500 millions de jeunes survivent avec moins de 2 dollars par jour⁶². Dans les pays en développement, 260 millions de jeunes n'ont ni emploi, ni qualification, ni formation⁶³. Cette situation touche une jeune femme sur trois⁶⁴. Bien que les effets de la crise financière varient grandement d'un contexte à l'autre, une constante se retrouve dans tous les cas : les jeunes sont les plus affecté-e-s⁶⁵.

Quatre millions d'enfants sont victimes de travail forcé. D'après les estimations les plus récentes, il y aurait plus de 150 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans engagés dans une forme de travail⁶⁶, soit près d'un sur dix.

Cela a lieu malgré l'ampleur de la croissance économique dans la plupart des pays ces dernières décennies. Tandis que la valeur de ce que produit la main-d'œuvre augmente de façon considérable, les salaires comme les conditions de travail n'ont pas évolué en conséquence. L'OIT a mené une enquête dans 133 pays riches et en développement entre 1995 et 2014 et a découvert que les salaires n'emboîtaient pas le pas de la croissance économique et de la productivité dans 91 d'entre eux⁶⁷.

« Les personnes en situation de travail forcé produisent une partie de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons, et nettoient les bâtiments dans lesquels nous vivons ou travaillons. »

– Organisation internationale du travail

Hélas, de nombreux pays n'ont toujours pas défini de salaire minimum ni entrepris de négociations collectives, et dans la plupart des cas, le salaire minimum est nettement inférieur au seuil requis pour survivre (on parlerait alors de salaire décent)⁶⁸. Oxfam a démontré cela dans le cadre de ses interventions au Maroc, au Kenya, en Indonésie et au Vietnam⁶⁹. Le salaire minimum est également très peu appliqué, et cette mise en application est encore plus rare pour les femmes que pour les hommes.

Précaires, en insécurité et privés de droits

Le travail temporaire et précaire est la norme dans les pays en développement, et s'intensifie dans les nations riches. Les employé-e-s temporaires ont des salaires plus bas, moins de droits et bénéficient d'un accès réduit à la protection sociale. Ces emplois sont le plus souvent occupés par des femmes et des jeunes.

Pour beaucoup, leur travail est dangereux et nuit à leur santé. D'après l'OIT, plus de 2,78 millions de travailleuses et de travailleurs meurent chaque année des suites d'un accident du travail ou de maladies professionnelles, soit 1 personne toutes les 11 secondes⁷⁰.

« Le harcèlement sexuel est monnaie courante dans ce type de travail. Au moins 90 % des employées sont harcelées par des clients ou par les propriétaires. La justice est du côté des entreprises. »

– Eulogia Familia, responsable d'un syndicat du personnel hôtelier en République dominicaine⁷¹

Partout dans le monde, les femmes au travail sont souvent victimes de graves blessures, mettent en péril leur santé ou sont exposées à des violences sexuelles sur leur lieu de travail. Le personnel hôtelier interrogé par Oxfam en République dominicaine, au Canada et en Thaïlande a signalé des cas réguliers d'agressions ou de harcèlement sexuels perpétrés par des clients masculins⁷². Il est également sujet à des problèmes de santé liés à la manipulation de substances chimiques contenues dans les produits de nettoyage. Au Bangladesh, de nombreuses jeunes femmes travaillant dans des usines de confection souffrent d'infections urinaires à répétition parce qu'elles ne sont pas autorisées à se rendre aux toilettes. De même, une étude menée par Oxfam auprès du personnel travaillant dans la transformation des volailles aux États-Unis a révélé qu'une partie de la main-d'œuvre porte des couches, parce qu'elle n'est pas autorisée à se rendre aux toilettes⁷³.

Encadré 4 : Incapables de tenir la main de leurs enfants⁷⁴

Aux États-Unis, Oxfam œuvre aux côtés d'employé-e-s de l'industrie volaillère dans le cadre d'une campagne en faveur d'une amélioration des conditions de travail déplorables qui leur sont imposées. La main-d'œuvre n'est pas autorisée à prendre suffisamment de pauses pour aller aux toilettes, si bien qu'une bonne partie doit porter des couches pour travailler. Dolores, ancienne employée dans une usine de transformation de volailles dans l'Arkansas, témoigne : « C'était totalement dévalorisant. Nous arrivions à 5 heures du matin et travaillions jusqu'à 11 ou 12 heures sans aller aux toilettes. J'avais honte de leur dire que je devais changer ma couche ».

Le travail est également dangereux, avec l'un des taux de blessures les plus élevés tous secteurs confondus. Les microtraumatismes répétés peuvent être si graves qu'après seulement un an sur les lignes de production, certain-e-s employé-e-s ne pouvaient plus déplier leurs doigts, tenir une cuillère ou même tenir correctement la main de leurs enfants.

Les organisations de travailleuses et de travailleurs constituent un contrepoids au pouvoir de l'argent et jouent un rôle essentiel dans la création de sociétés plus égalitaires et démocratiques. Les syndicats contribuent à la revalorisation des salaires et au renforcement de la protection et des droits non seulement de leurs propres membres, mais aussi pour la main-d'œuvre dans toute la société⁷⁵. Malheureusement, le FMI observe une tendance au repli de la syndicalisation à travers le monde depuis 2000⁷⁶. Le FMI associe ce recul à l'intensification des inégalités⁷⁷. Cette tendance est exacerbée par le recours accru à la sous-traitance et aux contrats temporaires à court terme pour saper le droit du travail.

Le nombre de pays où l'on déplore des violences physiques et des menaces à l'encontre des travailleuses et des travailleurs a augmenté de 10 % en seulement un an, selon l'indice CSI des droits dans le monde⁷⁸. Des agressions de syndicalistes ont été enregistrées dans 59 pays⁷⁹. Plus de trois quarts des pays ne reconnaissent pas le droit de grève d'au moins une partie des travailleuses et des travailleurs. Les travailleuses et travailleurs migrant-e-s en Thaïlande, qui représentent un dixième de la main-d'œuvre, n'ont pas le droit de faire grève⁸⁰.

Les pires emplois se trouvent surtout dans le secteur informel de l'économie, qui échappe très largement à toute réglementation. Les femmes et les jeunes y sont surreprésenté-e-s. Cette situation favorise certains des acteurs les plus puissants dans une économie mondialisée. Les multinationales peuvent réduire les coûts en sous-traitant la production auprès de plus petites entreprises qui emploient une main-d'œuvre informelle, paient des salaires inférieurs et offrent des conditions de travail moins sûres. Elles parviennent ainsi à contourner le droit du travail et la législation en matière de protection sociale.

À QUOI CELA EST-IL DÛ ?

Plusieurs facteurs concomitants contribuent à renforcer le pouvoir de négociation des élites tout en amenuisant celui de celles et ceux qui sont tout en bas de l'échelle.

Tout en bas, la main-d'œuvre a vu ses droits érodés et ses syndicats mis à mal, perdant toujours plus de pouvoir de négociation. Les entreprises se consolident de plus en plus et sont soumises à une pression folle pour garantir

Il existe deux moyens importants pour bâtir une économie centrée sur l'humain : la conception d'économies qui soient plus égalitaires dès le départ et l'utilisation de la fiscalité et des dépenses publiques pour redistribuer et créer une plus grande équité.

des rémunérations toujours plus juteuses de leurs riches actionnaires. Ces rémunérations s'effectuent souvent aux dépens de la main-d'œuvre et constituent une incitation forte pour s'adonner à l'évasion fiscale dans des proportions industrielles. Les entreprises exploitent la mobilité de leurs investissements pour contraindre les pays à un nivellement par le bas en matière de fiscalité et de rémunération. La menace de l'automatisation grandissante concentre plus encore le pouvoir entre les mains des riches propriétaires et fait peser une pression croissante sur la main-d'œuvre.

Nous pouvons bâtir une économie centrée sur l'humain pour y remédier

La façon dont l'économie est structurée n'est pas une fatalité. Nous pouvons créer une économie davantage centrée sur l'humain⁸¹ et qui place au premier plan les intérêts de la main-d'œuvre ordinaire et des petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires, plutôt que les personnes qui bénéficient des hauts revenus et détiennent les richesses. Ce type d'économie pourrait mettre fin aux inégalités extrêmes tout en préservant l'avenir de notre planète. Nous devons rejeter l'asservissement dogmatique à l'économie néolibérale et l'influence inacceptable des élites sur nos gouvernements. Il existe deux moyens importants pour y parvenir : la conception d'économies qui soient plus égalitaires dès le départ et l'utilisation de la fiscalité et des dépenses publiques pour redistribuer et créer une plus grande équité.

Réguler, restructurer et refondre notre économie et le fonctionnement des entreprises.

La réglementation est un levier essentiel pour renforcer le pouvoir de négociation de la main-d'œuvre, mettre fin aux paradis fiscaux, démanteler les monopoles et garantir que le secteur financier et les progrès technologiques bénéficient au plus grand nombre. Tant les États que les entreprises peuvent agir pour rendre moralement inacceptables les salaires de misère, l'esclavage et le travail précaire et dangereux.

Cela exigera une coopération mondiale bien plus étendue qu'aujourd'hui. Dans le climat politique actuel, cela sera très difficile à réaliser. Heureusement, les États ont encore une grande marge de manœuvre pour en faire beaucoup au niveau national.

Le commerce et les investissements ont le pouvoir de diffuser très largement les opportunités, les produits, les services et la prospérité. Pourtant, de plus en plus souvent, les décisions sont uniquement prises à travers le prisme de l'optimisation des rémunérations des riches actionnaires. Ce carcan contraint les activités économiques courantes à exacerber les inégalités.

On voit toutefois des entreprises, des mouvements sociaux et des entrepreneurs développer un ensemble de concepts pour tenter de se libérer de ce carcan. Ces concepts incluent des coopératives, des modèles de participation des employé-e-s, la primauté des missions, des entreprises à but lucratif, des entreprises sociales et des entreprises de commerce équitable.

Des études révèlent que les entreprises détenues par les employé-e-s génèrent une plus forte croissance de l'emploi et des salaires supérieurs⁸². Par exemple, Mondragon est une coopérative multinationale espagnole avec un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars qui emploie 74 000 personnes. Les décisions sont prises de manière démocratique, la sécurité de l'emploi est

encouragée et les personnes les mieux payées ne gagnent pas plus de neuf fois le salaire le plus bas.

Nos économies pourraient se construire selon ces structures progressives à condition que les responsables politiques privilégient les politiques visant à financer, soutenir et encourager de tels modèles.

À cette fin, ils doivent pourvoir à l'éducation, à la santé et à la protection sociale de toutes et tous et financer ces services en veillant à ce que les personnes et les entreprises les plus riches paient leur juste part d'impôts.

Les États ont un autre rôle clé à jouer pour réduire encore les inégalités en s'appuyant sur la fiscalité et les dépenses aux fins de *redistribution*.

Les observations réalisées entre 1970 et 2009 sur plus de 150 pays, qu'ils soient riches ou pauvres⁸³, révèlent que l'investissement dans la santé, l'éducation et la protection sociale réduit les inégalités.

Les services publics universels de qualité bénéficient en tout premier lieu aux femmes, car ils allègent le travail de soin non rémunéré et corrigent les inégalités d'accès à l'éducation et aux services de santé. Les avantages sont d'autant plus forts lorsqu'ils s'accompagnent de mesures spécifiques telles que la gratuité de la garde d'enfants.

On peut en faire bien plus en utilisant la fiscalité pour redistribuer les retombées disproportionnées dont profitent actuellement les plus riches. La fiscalité des personnes et des entreprises fortunées devrait être renforcée, et elles ne doivent plus avoir le loisir d'éviter de payer les impôts dont elles sont redevables. Nous devons mettre fin aux paradis fiscaux et au réseau mondial de l'opacité qui permettent aux personnes et aux entreprises riches de se défaire de leur juste contribution fiscale. Il faut inverser le nivellement par le bas de la fiscalité des entreprises et des personnes riches dans le monde. Les États doivent suivre l'exemple du Chili et de l'Afrique du Sud, deux pays qui ont augmenté la fiscalité sur les entreprises et les personnes riches⁸⁴.

Un monde plus équitable

Nous devons de toute urgence transformer nos économies pour qu'elles bénéficient à la main-d'œuvre ordinaire et aux petits producteurs et petites productrices au bas de l'échelle, et mettre un terme à l'exploitation. Il faut cesser de récompenser de manière excessive les plus riches. C'est ce que veulent les peuples. C'est ce que nos dirigeants ont promis. Ensemble, nous pouvons mettre fin à la crise des inégalités. Nous pouvons bâtir une économie davantage centrée sur l'humain et un monde plus égalitaire pour nos enfants.

RECOMMANDATIONS

Les États et les institutions internationales doivent reconnaître l'impact du modèle économique néolibéral ordinaire actuel sur les populations pauvres du monde. Ils doivent s'employer à bâtir des économies davantage centrées sur l'humain ayant pour principal objectif de promouvoir une plus grande égalité. Les recommandations suivantes s'adressent aux États, aux institutions internationales et aux entreprises.

POUR LES ÉTATS

Sur la question des inégalités :

- **Définir des objectifs et des plans d'action concrets et assortis de délais pour réduire les inégalités.** Les États doivent viser à ce que les revenus totaux des 10 % les plus riches ne dépassent pas les revenus des 40 % les plus pauvres. Les États doivent accepter d'utiliser cette mesure⁸⁵ comme indicateur révisé pour l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités⁸⁶.
- **Mettre fin à l'extrême richesse.** Pour éradiquer la pauvreté extrême, nous devons également mettre fin à l'extrême richesse. L'âge d'or actuel compromet notre avenir. Les États doivent recourir à la régulation et à la fiscalité pour réduire drastiquement les niveaux d'extrême richesse et limiter l'influence des personnes et des groupes riches sur l'élaboration des politiques.
- **Collaborer pour révolutionner les données sur les inégalités.** Chaque pays doit chercher à produire chaque année des données sur la richesse et les revenus des différentes composantes de la société, notamment les 10 % et les 1 % les plus riches. Outre le financement d'un plus grand nombre d'études auprès des ménages, il convient de publier d'autres sources de données afin d'apporter un éclairage sur la concentration des revenus et des richesses en haut de l'échelle⁸⁷.
- **Mettre en œuvre des politiques** destinées à combattre toutes les formes de discriminations fondées sur le genre, à promouvoir des normes sociales et des attitudes positives vis-à-vis des femmes et de leur travail, et à rééquilibrer les rapports de force au niveau du ménage et à l'échelle locale, nationale et internationale.
- **Reconnaître et protéger la liberté d'expression et le droit d'association des citoyen-ne-s et de leurs organisations.** Revenir sur les lois et les actions qui ont amoindri l'espace citoyen. Apporter un soutien spécifique aux organisations de défense des droits des femmes et des autres groupes marginalisés.

Sur la conception d'une économie équitable dès le départ :

- **Encourager les modèles commerciaux qui privilégient des retombées plus équitables**, notamment les coopératives et la participation des employé-e-s dans la gouvernance des entreprises et les chaînes d'approvisionnement.
- **Exiger de toutes les entreprises multinationales qu'elles fassent preuve de la diligence raisonnable obligatoire** sur toutes leurs chaînes d'approvisionnement afin de garantir que l'ensemble de la main-d'œuvre

reçoit un salaire décent, conformément aux **Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme**⁸⁸.

- **Limiter les rémunérations des actionnaires** et promouvoir un ratio salarial pour les hauts dirigeants des entreprises **ne dépassant pas 20 fois le salaire médian de leurs employé-e-s**⁸⁹, et de préférence inférieur.
- **Comblent le fossé salarial entre les femmes et les hommes** et garantir pleinement les droits des femmes dans l'ensemble de l'économie. Révoquer les lois qui nuisent à l'égalité économique des femmes et mettre en œuvre des lois et des cadres réglementaires qui soutiennent les droits des femmes.
- **Éliminer le travail forcé et les salaires de misère.** Assurer la transition de salaires minimums vers des salaires décents pour l'ensemble de la main-d'œuvre en fonction du coût de la vie avéré et avec l'implication pleine et entière des syndicats et des autres partenaires sociaux.
- **Promouvoir l'organisation de la main-d'œuvre.** Définir des normes juridiques qui protègent les droits de la main-d'œuvre à se syndiquer et à faire grève, et abroger toutes les lois qui vont à l'encontre de ces droits. Autoriser et soutenir les conventions collectives avec une couverture étendue.
- **Éliminer le travail précaire et garantir que toutes les nouvelles formes d'emploi respectent les droits de la main-d'œuvre. Protéger les droits des employé-e-s domestiques, des travailleuses et des travailleurs migrant-e-s et des personnes employées de manière informelle.** Formaliser progressivement l'économie informelle afin de garantir la protection de l'ensemble de la main-d'œuvre en impliquant les travailleuses et travailleurs informel-le-s dans le processus décisionnel.

Sur la redistribution pour une société plus équitable :

Dépenses publiques

- **S'engager publiquement à fournir des services publics universels gratuits et un socle de protection sociale universelle**⁹⁰. Déployer un financement public à plus grande échelle et prendre les dispositions à cette fin, et garantir que les employeurs contribuent à la sécurité sociale et à l'assurance sociale.
- **Éviter d'allouer des financements publics à des mesures incitatives et à des subventions destinées à des mesures de santé et d'éducation mises en place par des entreprises à but lucratif du secteur privé, et étendre la fourniture de services essentiels par le secteur public.** Réglementer strictement les dispositifs privés aux fins de sécurité et de qualité, et les empêcher d'exclure les personnes n'ayant pas les moyens de payer.

Sur la fiscalité

- **Recourir à la fiscalité pour réduire l'extrême richesse.** Privilégier les impôts dont sont surtout redevables les plus riches, tels que l'impôt sur la fortune, les taxes foncières, les droits de succession et l'impôt sur les plus-values. Augmenter les taux d'imposition et de recouvrement sur les hauts revenus. Introduire un impôt mondial sur la fortune des milliardaires pour contribuer au financement des ODD.

- **Appeler à une nouvelle série de réformes fiscales internationales** pour mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt. Les taux d'imposition doivent être fixés à un niveau équitable, progressif et contribuant à la réduction des inégalités⁹¹. Toute nouvelle négociation doit être menée sous l'égide d'une nouvelle autorité fiscale internationale garantissant que tous les pays participent sur un pied d'égalité.
- **Éradiquer le recours à des paradis fiscaux** et accroître la transparence en adoptant une liste noire objective des pires paradis fiscaux et des sanctions automatiques fortes à l'encontre des entreprises et des personnes fortunées qui en tirent parti.

Les entreprises doivent assumer leur rôle pour bâtir une économie davantage centrée sur l'humain.

- **Pas de dividendes en l'absence de salaires décents** : Les entreprises multinationales peuvent choisir de privilégier le bien-être des employé-e-s les moins bien payé-e-s en s'abstenant de rétribuer les actionnaires par le biais de dividendes ou de rachats, ou de verser des bonus aux dirigeants et aux personnes touchant déjà de hauts revenus jusqu'à ce que l'ensemble de leurs employé-e-s reçoivent un salaire décent (calculé d'après une norme indépendante) et jusqu'à ce que des mesures aient été prises pour garantir qu'elles paient des prix assurant un revenu décent à la main-d'œuvre ou aux productrices et producteurs de leurs principales chaînes d'approvisionnement.
- **Représentation au sein des conseils** : Les entreprises doivent assurer la représentation des employé-e-s au sein des conseils et des comités de rémunération, et trouver des moyens d'inclure à bon escient l'avis des autres parties prenantes (comme la main-d'œuvre des chaînes d'approvisionnement et les communautés locales) dans les processus décisionnels.
- **Soutenir le changement transformationnel des chaînes d'approvisionnement** : Les entreprises peuvent privilégier des fournisseurs ayant une structure plus équitable dans leurs chaînes d'approvisionnement. Elles peuvent collaborer par exemple avec les entreprises détenues totalement ou en partie par les employé-e-s ou les productrices/producteurs ; celles ayant un modèle de gouvernance privilégiant une mission sociale ; ou celles choisissant de partager tout ou partie de leurs bénéfices avec les employé-e-s. Des initiatives telles que le Fair Value Club d'Oxfam⁹² aident les entreprises en ce sens.
- **Partager les bénéfices avec les travailleuses et travailleurs les plus pauvres** : Les entreprises peuvent décider de partager un certain pourcentage de leurs bénéfices (par exemple 50 %) avec les personnes ayant les plus bas revenus dans leurs chaînes d'approvisionnement et leurs opérations. Par exemple, Café Direct⁹³ redistribue 50 % de ses bénéfices aux productrices et producteurs de café.
- **Soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail** : Les entreprises peuvent s'engager en faveur des principes d'autonomisation des femmes des Nations unies⁹⁴ et des conventions pertinentes de l'OIT (C100, C111, C156, C183)⁹⁵ pour prouver leur attachement à l'égalité entre les femmes et les hommes, mettre en œuvre une politique hommes/femmes couvrant le recrutement, la formation et la promotion, ainsi que le signalement des cas de harcèlement et les dépôts

de plaintes, et publier l'écart salarial entre hommes et femmes pour tous les niveaux de l'entreprise, tout en s'engageant à combler cet écart.

- **Réduire les ratios de rémunération** : Publier le ratio de rémunération de l'entreprise entre le PDG et le salaire médian et s'engager à réduire ce ratio à 20:1 maximum.
- **Soutenir la négociation collective** : S'engager publiquement pour dialoguer régulièrement de manière significative et constructive avec les syndicats indépendants et (en partenariat avec les syndicats eux-mêmes) œuvrer pour éliminer les obstacles à la participation des travailleuses dans les syndicats, en particulier à des postes de dirigeant-e-s, et promouvoir d'autres moyens pour permettre aux travailleuses de faire entendre leur voix de façon sûre et efficace.

1 LA CRISE DES INÉGALITÉS

Les richesses continuent de croître, alimentant de fait la crise des inégalités. De nouvelles estimations révèlent que les inégalités de revenus seraient pires encore que ce que l'on pensait, et nous savons que ces inégalités affectent plus durement les femmes. Parallèlement, une nouvelle enquête menée par Oxfam dans 10 pays, représentant un quart de la population mondiale, souligne clairement l'aspiration des populations à vivre dans un monde beaucoup plus équitable. Elles sous-estiment systématiquement l'ampleur des inégalités dans leur pays et sont très favorables à une meilleure redistribution pour combler le fossé.

Tout en reconnaissant le problème, nos responsables, nos gouvernements et nos institutions comme le FMI et la Banque mondiale n'en font pas assez pour le résoudre, quand ils n'empirent pas les choses.

UNE AUBAINE POUR LES MILLIARDAIRES

Encadré 5 : Une aubaine pour les milliardaires⁹⁶

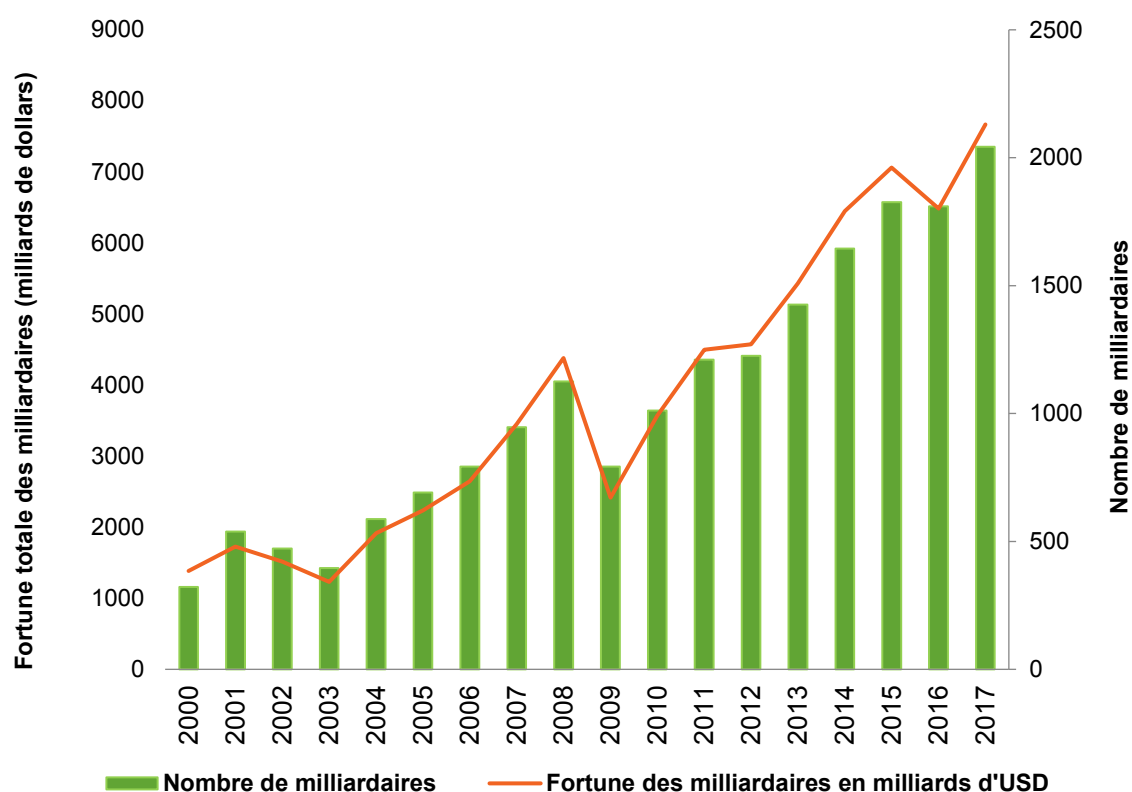
Face à cette inaction, la crise des inégalités continue d'empirer, les profits de la croissance économique continuant de se concentrer dans les mains d'une minorité.

- Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. On dénombre actuellement 2 043 milliardaires en dollars dans le monde. Neuf sur dix sont des hommes⁹⁷.
- En 12 mois, les richesses de ce groupe d'élite ont augmenté de 762 milliards de dollars, soit plus de sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde⁹⁸.
- Entre 2006 et 2015, les travailleurs et travailleuses ordinaires ont vu leurs revenus augmenter de 2 % en moyenne par an⁹⁹, tandis que la fortune des milliardaires a elle augmenté de 13 % par an, presque six fois plus vite¹⁰⁰.
- 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde l'année dernière ont profité aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres¹⁰¹.
- Les milliardaires ont vu en une année leur fortune augmenter de 762 milliards de dollars. Parallèlement, les femmes ont réalisé l'équivalent de 10 000 milliards de dollars de travail de soin non rémunéré en soutien à l'économie globale¹⁰².
- D'après les nouvelles données du Credit Suisse, 42 personnes détiennent à elles seules autant que les 3,7 milliards de personnes les plus pauvres, et la statistique de l'année dernière a été révisée de 8 à 61 personnes possédant à elles seules autant de richesses que les 50 % les plus pauvres¹⁰³.
- Les 1 % les plus riches continuent de posséder plus de richesses que le reste de l'humanité¹⁰⁴.

On retrouve le même schéma dans de nombreux pays du monde. En 2017, les recherches menées par Oxfam et d'autres ont démontré ce qui suit :

- Au Nigeria, l'homme le plus riche du pays touche assez d'intérêts sur sa fortune sur une année pour extraire deux millions de personnes de l'extrême pauvreté. Malgré près d'une décennie de croissance économique soutenue au Nigeria, la pauvreté s'est intensifiée sur la même période¹⁰⁵.
- En Indonésie¹⁰⁶, les quatre hommes les plus riches possèdent davantage que les 100 millions d'Indonésiennes et d'Indonésiens les plus pauvres.
- Les trois personnes les plus riches aux États-Unis possèdent autant que la moitié la moins bien lotie de la population américaine (quelque 160 millions de personnes)¹⁰⁷.
- Au Brésil, une personne rémunérée au salaire minimum devrait travailler 19 ans pour gagner ce que les 0,1 % les plus riches de la population gagnent en un mois¹⁰⁸.

Graphique 1 : Nombre et fortune des milliardaires, 2000-2017



Source : Calculs de l'auteur s'appuyant sur les données de Forbes (2017), The World's Billionaires. 2017 Ranking. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>.

Les grandes fortunes sont principalement entre les mains d'hommes, tandis que les plus pauvres dans l'humanité sont majoritairement des femmes. Alors que, dans la plupart des pays, l'écart salarial entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'une plus grande attention, les écarts de richesses entre les femmes et les hommes sont encore plus édifiants.

DES INÉGALITÉS DE REVENUS SOUS-ESTIMÉES

L'interconnexion entre richesses et revenus est un vecteur clé d'inégalités. Les revenus non consommés peuvent en effet se transformer en richesses. Et les richesses peuvent générer des revenus si elles sont investies sous forme d'actifs apportant un bénéfice. En d'autres termes, les inégalités de revenus actuelles deviennent les inégalités de richesses de demain.

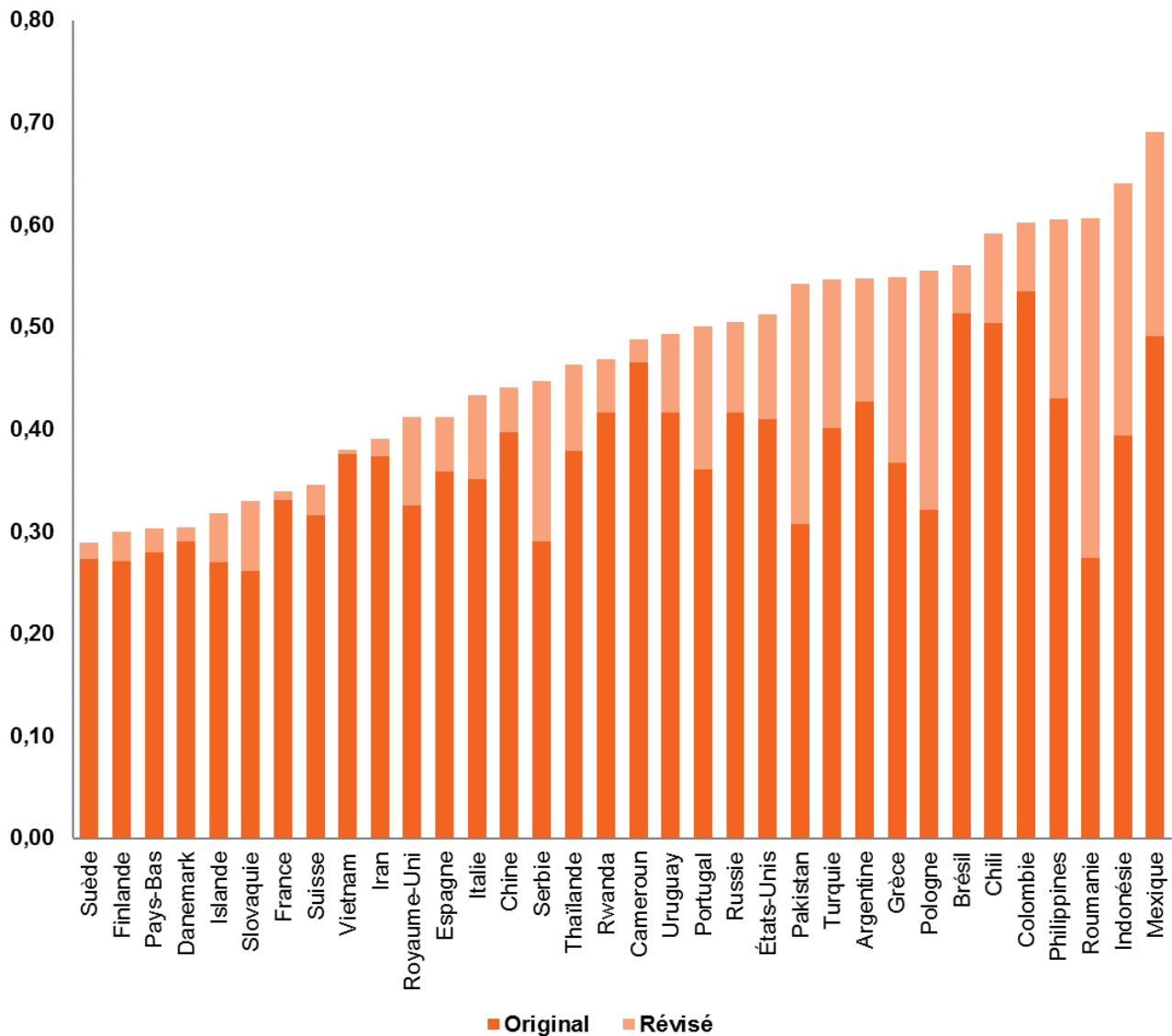
Concernant les inégalités de revenus, de nouvelles estimations générées ces dernières années¹⁰⁹ ont confirmé que les revenus de celles et ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide sociétale sont systématiquement sous-évalués, et que l'ampleur des inégalités de revenus est considérablement supérieure à ce que l'on pensait.

La plupart des statistiques officielles sur les inégalités de revenus s'appuient sur des études menées auprès des ménages, qui tendent à sous-estimer les revenus des personnes les plus fortunées. Par exemple, une étude réalisée dans plusieurs pays d'Amérique latine a révélé que les répondant-e-s les plus riches affirmaient avoir un salaire inférieur à celui d'un-e haut-e responsable dans une entreprise de taille moyenne ou dans une grande entreprise type¹¹⁰. Pour déterminer la véritable ampleur des inégalités de revenus, deux nouvelles méthodes ont été initiées récemment pour corriger le tir : les comptes nationaux et les registres fiscaux.

De nouvelles estimations s'appuyant sur des comptes nationaux

Une étude menée par Brookings¹¹¹ révèle qu'en utilisant les comptes nationaux pour mieux déterminer les revenus des 1 % les plus riches, les estimations des inégalités sont nettement révisées à la hausse dans de nombreux pays. Le coefficient de Gini est la mesure standard des inégalités dans un pays. Plus le coefficient de Gini est proche de 1, plus le niveau d'inégalité est élevé. Par exemple, au Mexique, le coefficient de Gini pour 2014 est passé de 0,49 à 0,69¹¹². Cette même année en Indonésie, qui affichait un coefficient de Gini de 0,38 (comparable à celui de la Grèce), le coefficient a été révisé à 0,64. Ce coefficient révisé se rapproche de celui de l'Afrique du Sud, l'un des pays où les inégalités sont les plus fortes au monde¹¹³.

Graphique 2 : Corrections du coefficient de Gini sur la période 2012-2014



Source : Calculs de l'auteur à l'aide des données de L. Chandy et B. Seidel (2017), How much do we really know about inequality within countries around the world? Adjusting Gini coefficients for missing top incomes. Brookings. <https://www.brookings.edu/opinions/how-much-do-we-really-know-about-inequality-within-countries-around-the-world/>

Des inégalités absolues

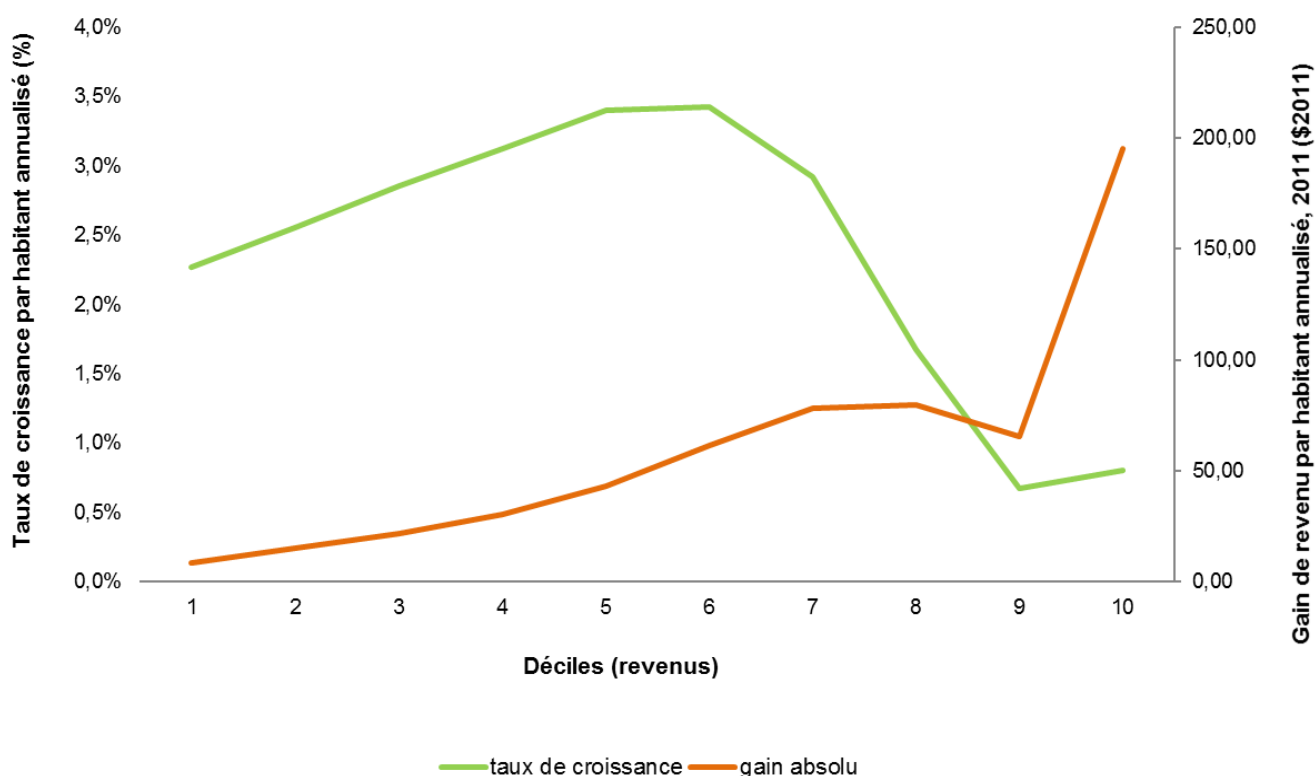
Les approches précédentes jugeant les inégalités comparaient les revenus relatifs. Mais une augmentation des revenus en valeur absolue pour les plus pauvres est de bien des façons plus pertinente pour éradiquer la pauvreté.

Comparons par exemple une personne qui gagne 2 dollars par jour à une autre qui gagne 200 dollars. Si ces deux personnes voient leur rémunération multipliée par deux, les inégalités entre elles n'augmentent pas en valeur *relative* : la personne riche est toujours 100 fois plus riche que la personne pauvre. Pourtant, l'une voit son salaire augmenter de 1 dollar, et l'autre de 100 dollars, révélant une hausse des inégalités en valeur *absolue*. La personne riche est désormais encore plus riche de 99 dollars par rapport à la personne pauvre.

Entre 1988 et 2013¹¹⁴, les revenus des 10 % les plus pauvres au monde auraient augmenté de 75 %, soit près du double de l'augmentation pour les 10 % les plus riches (36 %). Mais sur le plan du revenu par habitant, les revenus des 10 % les plus pauvres n'ont augmenté que de 217 dollars (PPA) sur les 25 dernières années, tandis que ceux des 10 % les plus riches ont augmenté de 4 887 dollars (PPA) sur la même période.¹¹⁵

Le célèbre « graphique de l'éléphant » révèle la forte croissance des revenus (%) des tranches intermédiaires (le dos de l'éléphant) et hautes (la trompe) dans le monde. Ce graphique illustre que les classes moyennes et inférieures dans les pays riches ont été les grandes perdantes au cours des 30 dernières années, tandis que les principaux bénéficiaires sont les citoyen-ne-s ordinaires et les plus fortuné-e-s¹¹⁶. Si l'on tient compte des inégalités de revenus en valeur absolue (le tracé orange dans le Graphique 3), le dos de l'éléphant disparaît et il n'y a plus qu'un grand gagnant : les plus riches.

Graphique 3 : Éléphant ou crosse de hockey ? Évolution des revenus dans le monde en valeur relative et absolue par déciles, 1988-2013



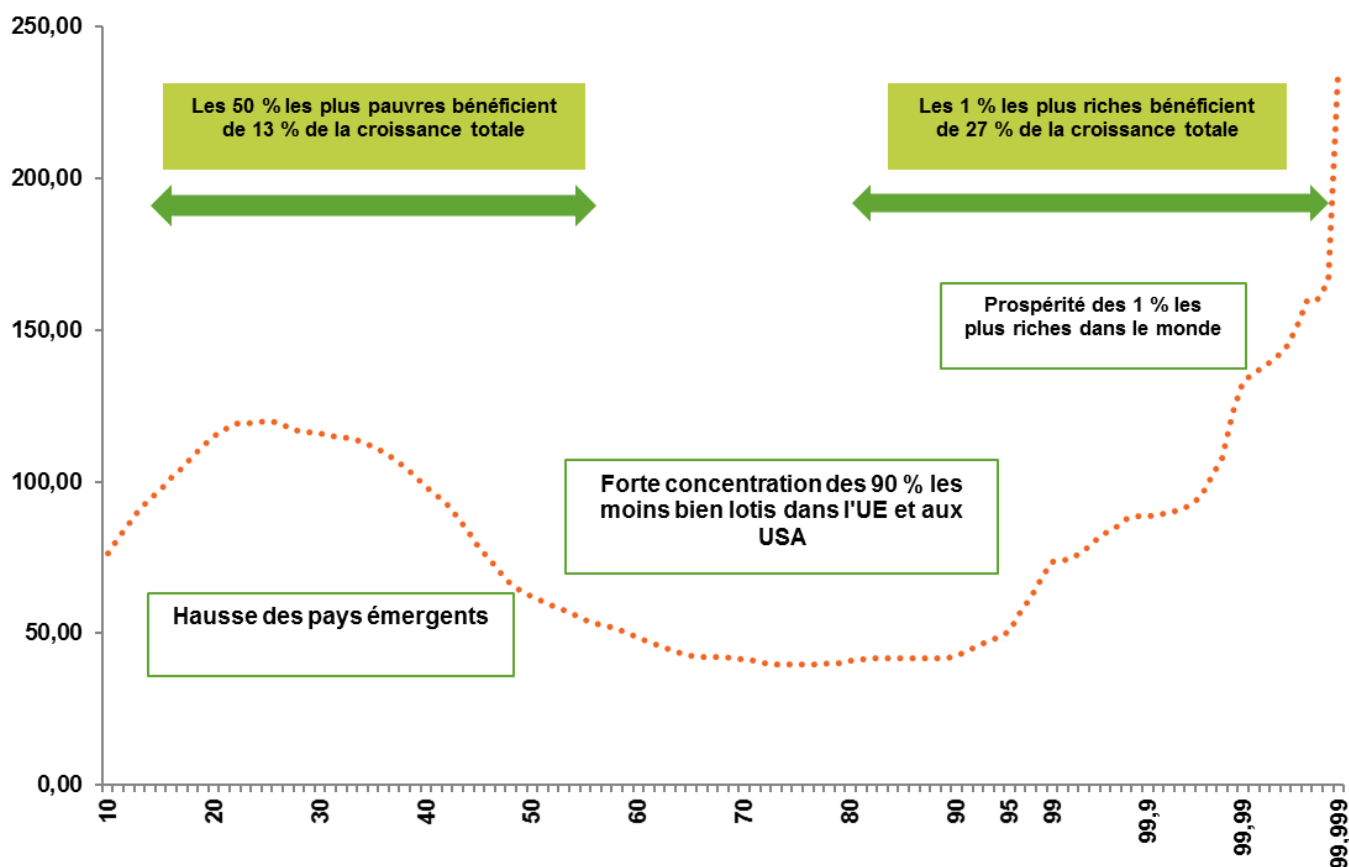
Source : Calculs de l'auteur d'après : C. Lakner et B. Milanovic (2016), *Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession*. Washington, DC. *World Bank Economic Review*. 30 (2): 203–32 ; Milanovic (2016)¹¹⁷ et Banque mondiale (2016).

La hausse des revenus en valeur absolue pour les plus pauvres est plus pertinente pour éradiquer la pauvreté (voir la section 2 du présent document). D'après Anand et Segal, le coefficient de Gini mondial est passé de 0,56 à 0,72 en valeur absolue entre 1988 et 2005¹¹⁸.

Estimation des inégalités pour les 1 % les plus riches

Comme indiqué plus tôt, les études menées auprès des ménages sous-estiment systématiquement les revenus des personnes les plus riches dans la société. En exploitant les données de plusieurs autres sources, notamment les registres fiscaux, une équipe d'économistes, dont Thomas Piketty et le regretté Anthony Atkinson, a entrepris d'évaluer plus précisément les revenus des 1 % les plus riches. Les données de la Base de données mondiale sur les patrimoines et les revenus (WID) contient la part de revenu des 1 % les plus riches d'après les données fiscales par pays¹¹⁹. Les informations les plus récentes du rapport sur les inégalités dans le monde révèlent que les 1 % les plus riches se sont emparé de 27 % de l'augmentation totale des revenus dans le monde entre 1980 et 2016. Dans le même temps, les 50 % les plus pauvres n'ont profité que de 12 % de cette croissance¹²⁰.

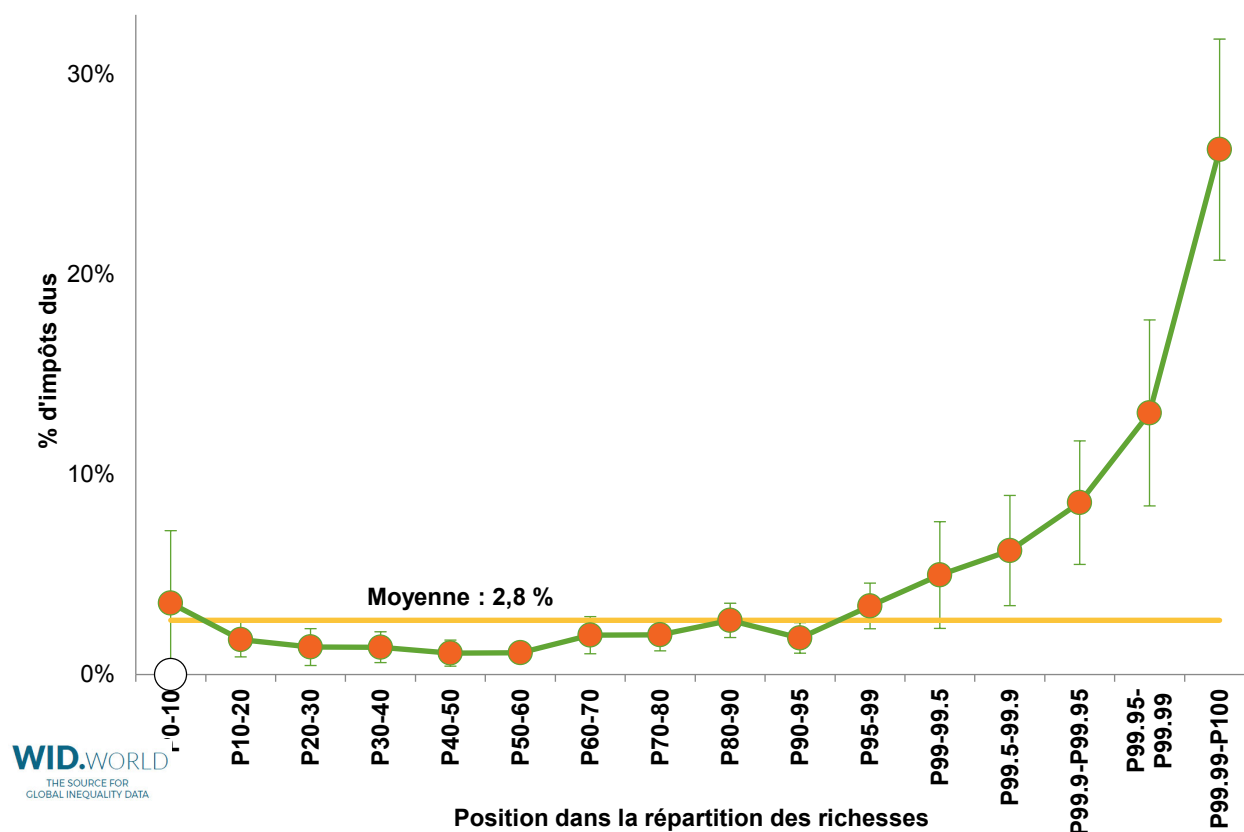
Graphique 4 : Augmentation totale des revenus par pourcentile, 1980-2016



Source : Réalisée par les auteur-e-s d'après F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *The World Inequality Report 2018*. World Inequality Lab. Données disponibles depuis le site <http://wir2018.wid.world/>.

Même l'utilisation des registres fiscaux a ses limites, car les membres les plus riches de la société sont les plus susceptibles d'éviter une partie de la fiscalité sur leurs revenus. Les données divulguées sur les fortunes placées en Suisse par HSBC pour le compte de riches client-e-s scandinaves ont révélé une corrélation entre richesse et montant de l'impôt éludé (voir le **Graphique 5**), dans des proportions pouvant atteindre 26 % pour les 0,01 % les plus riches. Autrement dit, les 0,01 % des client-e-s les plus riches ont des revenus plus de 26 % supérieurs à ceux déclarés dans leurs registres fiscaux¹²¹.

Graphique 5 : Impôt éludé en Scandinavie en % de l'impôt dû, par catégorie de richesses, 2006



Source : A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*. <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf>

En collaboration avec Oxfam, l'économiste Gabriel Zucman a déterminé qu'en appliquant des proportions identiques dans le monde entier, on peut estimer l'évasion fiscale des 0,01 % les plus riches à 120 milliards de dollars. Pour les 1 % les plus riches, ce chiffre serait de 200 milliards de dollars. La note méthodologique qui accompagne le présent rapport fournit de plus amples informations sur ces calculs.

POURQUOI LES INÉGALITÉS IMPORTENT-ELLES ?

Les inégalités économiques ne sont pas seulement inefficaces et injustes. Elles ont aussi des effets indirects sur les performances économiques, car elles sont associées à une hausse du terrorisme, de l'instabilité politique et des délits, et instaurent un climat de méfiance¹²².

Les recherches menées par le Fonds monétaire international (FMI) ont révélé que de forts niveaux d'inégalités ne permettent pas à un pays de profiter durablement de la croissance économique¹²³ et que la redistribution est très largement favorable à la croissance¹²⁴. Une récente étude du FMI¹²⁵ conclut quant à elle que la relation entre redistribution et croissance économique n'est pas linéaire. Ainsi, en dessous d'un coefficient de Gini de 0,27, la redistribution nuirait à la croissance. Au-delà, en revanche, elle serait bénéfique pour la

croissance économique¹²⁶. 11 pays seulement présentent un coefficient de Gini inférieur à 0,27¹²⁷.

Comme le démontrera le chapitre suivant, les inégalités entravent aussi la réduction de la pauvreté, compromettant grandement la lutte pour éradiquer la pauvreté extrême.

Inégalités entre les femmes et les hommes

Le fossé économique entre les femmes et les hommes façonne toutes les sphères de notre économie. Il affecte ce que l'on considère comme du travail et la façon dont il est rétribué. Il affecte la fiscalité, les dépenses et les décisions des responsables de l'élaboration des politiques. Il affecte les emplois occupés par les femmes et par les hommes.

Les inégalités de richesses entre les femmes et les hommes sont un problème de taille. Dans le monde, les hommes possèdent davantage de terres, d'actions et d'autres actifs que les femmes. Au Sénégal par exemple, seulement 5 % des femmes ont la propriété exclusive de leurs terres, contre 22 % pour les hommes. Au Burundi, ce taux est de 11 % pour les femmes et 50 % pour les hommes¹²⁸.

Aux États-Unis, les femmes ne gagnent toujours que 79 % de ce que les hommes gagnent, et possèdent en outre nettement moins. Les femmes blanches ne possèdent que 32 cents pour chaque dollar détenu par un homme blanc ; cette proportion est encore plus faible pour les femmes de couleur¹²⁹. Même lorsque les femmes possèdent des terres ou jouissent d'un droit de propriété, les rapports de force au sein des familles et de la société limitent souvent le contrôle qu'elles ont sur ces actifs. Dans 35 pays sur 173, les veuves ne jouissent pas des mêmes droits de succession que les veufs¹³⁰, les femmes étant souvent lésées par les hommes de leur entourage. Les veuves peuvent ainsi se retrouver dépossédées de leur logement et de leur revenu après le décès de leur mari, seul propriétaire légal de leur logement, de leurs terres, de leur bétail ou d'autres actifs dont les veuves ne peuvent pas hériter¹³¹. Ce phénomène survient surtout dans les pays à bas revenu et à revenu intermédiaire faible, avec des lois de succession injustes qui viennent exacerber les inégalités auxquelles les femmes parmi les plus pauvres du monde sont déjà confrontées.

Les inégalités entre les femmes et les hommes ne sont ni un hasard, ni une nouveauté : nos économies ont été construites par des hommes riches et puissants. Le modèle économique néolibéral dominant a aggravé la situation : affaiblissement des services publics, réduction d'impôts pour les plus riches, nivellement par le bas des salaires et du droit du travail sont autant d'écueils qui frappent plus durement les femmes que les hommes. Au Royaume-Uni par exemple, le poids de l'austérité fiscale aurait coûté aux femmes un total de 79 milliards de livres sterling depuis 2010, contre 13 milliards de livres sterling pour les hommes¹³².

Une étude du FMI réalisée dans plus de 140 pays a révélé que les inégalités entre les femmes et les hommes s'accompagnent d'inégalités de revenus. En conclusion, combler le fossé entre les hommes et les femmes est essentiel pour combler le fossé entre les riches et les pauvres¹³³. À l'inverse, les femmes sont plus durement frappées par les inégalités de revenus, car elles occupent souvent les emplois les moins bien rémunérés, les plus précaires et les moins sûrs¹³⁴. Notre prospérité économique repose également sur l'immense contribution pourtant non reconnue des femmes assurant le travail de soin non

rémunéré. Au Pérou par exemple, ce travail représenterait 20 % du PIB¹³⁵. Les femmes pauvres s'acquittent d'une somme beaucoup plus grande de travail de soin non rémunéré que les femmes riches¹³⁶.

Pour lutter contre les inégalités économiques extrêmes, nous devons mettre un terme aux inégalités entre les femmes et les hommes. De même, pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, nous devons réduire radicalement les inégalités économiques. Pour y parvenir, intégrer davantage les femmes dans les structures économiques existantes ne suffira pas. Nous devons définir une vision en faveur d'une nouvelle économie centrée sur l'humain, créée de concert par les femmes et les hommes, pour le bien de toutes et tous (et pas d'une élite privilégiée).

La plupart des gens ajustent naturellement leur compréhension des inégalités économiques en fonction de groupes de référence avec lesquels ils sont familiers. Autrement dit, il nous est souvent difficile d'appréhender à quel point les personnes sont riches ou pauvres et de déterminer notre place exacte sur l'échelle de répartition de notre pays.

PRÉOCCUPATION PUBLIQUE SUR LES INÉGALITÉS

Les nouvelles recherches menées par Oxfam cherchent à cerner les différentes perceptions des inégalités et le soutien apporté aux politiques de redistribution¹³⁷. Plus de 70 000 personnes ont été interrogées dans 10 pays sur les cinq continents, représentatives d'un quart de la population mondiale et de plus d'un tiers du PIB mondial. Ces enquêtes en ligne ont permis de collecter des données auprès d'échantillons représentatifs aux États-Unis, en Inde, au Nigeria, au Royaume-Uni, au Mexique, en Afrique du Sud, en Espagne, au Maroc, aux Pays-Bas et au Danemark.

Concernant les comportements et les croyances sur les inégalités, plus de trois quarts des personnes sondées se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation que le fossé entre les riches et les pauvres dans leur pays est trop grand (de 58 % aux Pays-Bas à 92 % au Nigeria). Plus de la moitié des répondant-e-s (notamment 68 % en Espagne) estiment qu'il est difficile, voire impossible pour les citoyen-ne-s ordinaires de gagner plus d'argent même en s'échinant au travail. Au Mexique, ce chiffre atteint 84 %.

Près de deux tiers des répondant-e-s considèrent qu'il faut combler rapidement ou de toute urgence le fossé entre les riches et les pauvres. L'urgence semble encore plus pressante chez certain-e-s, avec 73 % en Inde, 79 % en Afrique du Sud, 85 % au Nigeria et 93 % au Mexique. Par ailleurs, les populations pensent que les États ont un rôle central à jouer pour corriger ce problème. Environ 60 % des répondant-e-s se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord avec le fait qu'il incombe aux États de combler le fossé entre les riches et les pauvres. En Afrique du Sud, 69 % des répondant-e-s se déclarent d'accord ou tout à fait d'accord.

On constate également un fort soutien en faveur d'une hausse du taux d'imposition des 1 % des personnes les mieux rémunérées. À la question de savoir s'il était préférable de réduire les déficits des États en procédant à des coupes dans les services publics ou en augmentant la fiscalité des 1 % les plus riches, plus de la moitié des répondant-e-s ont choisi une hausse de la fiscalité pour les 1 % les plus riches¹³⁸. Aux États-Unis, 59 % des répondant-e-s ont choisi cette option, près de 60 % au Nigeria et plus de 60 % au Mexique.

Il a été demandé aux répondant-e-s de choisir parmi les différentes politiques à mettre en œuvre pour lutter contre les inégalités. Dans 9 pays sur 10, les 4 options ayant reçu le plus de soutien dans les différents pays sont les suivantes : 1) proposer des soins médicaux et une éducation gratuits et de grande qualité ; 2) lutter contre la corruption ; 3) augmenter le revenu minimum ; et 4) proposer des emplois rétribués par des salaires décentes.

La recherche a révélé que la plupart des personnes sous-estiment le niveau actuel des inégalités de revenus dans leur pays, souvent dans de grandes proportions. Au Nigeria et en Afrique du Sud, près des trois quarts des répondant-e-s sous-estiment l'ampleur des inégalités de revenus. Lorsque la question leur est posée, ils/elles indiquent préférer que ces inégalités soient davantage réduites. 75 % des répondant-e-s se disent favorables à une réduction des inégalités dans leur pays. Dans les faits, plus de la moitié des répondant-e-s souhaitaient que les inégalités de revenus dans leur pays soient même inférieures à celles observées dans tout autre pays.

Dans certains pays, ce désir est encore plus fort : 61 % des Marocains et 60 % des Américains souhaitaient que les inégalités de revenus dans leur pays soient inférieures à celles observées dans tout autre pays dans le monde, et même 68 % pour les Espagnols et 73 % pour les Britanniques.

Les informations disponibles sur les inégalités renforcent davantage le soutien en faveur des politiques redistributives

Parmi les pays et les sous-groupes de répondant-e-s, les préoccupations relatives aux inégalités et le soutien affirmé en faveur d'une action politique urgente sont très forts, d'après les connaissances actuelles des personnes. Le partage d'informations précises avec des sous-groupes de répondant-e-s sélectionnés de façon aléatoire a soulevé certaines préoccupations et renforcé l'appel à l'action. Par exemple, les répondant-e-s qui ont reçu des informations sur les niveaux réels de concentration des richesses et la faible mobilité sociale au Royaume-Uni et au Danemark ont exprimé des niveaux d'appel à une action urgente plus de 20 % supérieurs. Au Mexique et en Afrique du Sud, ces informations ont amené les répondant-e-s à exprimer un niveau de soutien à la création d'emplois accompagnés d'un salaire décent 20 % supérieur et un niveau de soutien en faveur d'une hausse du revenu minimum 15 % supérieur.

En Espagne, le niveau de soutien était 25 % supérieur. Au Maroc, les répondant-e-s ont reçu des informations quant à leur place sur l'échelle nationale de répartition des revenus, d'après leurs revenus déclarés. Au final, 15 % de répondant-e-s en plus ont convenu qu'il incombait à l'État de combler le fossé entre les riches et les pauvres. Au Nigeria, ces mêmes informations supplémentaires ont également aiguisé le sentiment d'urgence des répondant-e-s à s'attaquer aux inégalités. En Inde, en particulier parmi les personnes qui s'estiment pauvres, le fait de connaître leur place dans l'échelle de répartition nationale des revenus a abouti au fait que près de 15 % des répondant-e-s consentent qu'il est difficile pour toute personne de gagner plus d'argent même en s'échinant au travail.

Inaction des États

De nombreuses et nombreux responsables des États et des institutions internationales se sont exprimé-e-s sur le besoin pressant de combler le fossé entre les riches et les pauvres¹³⁹. En 2015, 193 États se sont engagés en faveur de l'Objectif de développement durable n° 10 qui vise à réduire les inégalités¹⁴⁰.

Malgré cette constatation, les États des pays développés et des pays en développement n'interviennent pas. Nombreux sont ceux qui aggravent encore la situation en réduisant la fiscalité, en affaiblissant le droit du travail et en promouvant une dérégulation encore plus forte¹⁴¹.

Tableau 1 : Déclarations vs actions

Ce qu'ils/elles disent	Ce qu'ils/elles font
<p>« <i>Nous ne pourrions jamais corriger un système biaisé en nous appuyant sur ces mêmes personnes qui l'ont biaisé en premier lieu. Les initiés ont défini les règles du jeu pour conserver le pouvoir et l'argent [...] Nous devons réformer notre système économique pour qu'à nouveau nous puissions réussir tous ensemble.</i> »</p> <p>– Donald Trump, discours de campagne, juin 2016¹⁴²</p>	<p>Depuis son investiture, le président Trump a nommé un gouvernement rassemblant le plus grand nombre de milliardaires de l'histoire, pour une fortune combinée supérieure aux revenus des 100 millions de citoyen-ne-s américain-e-s les plus pauvres¹⁴³.</p> <p>Les réformes proposées sur les soins de santé et la fiscalité sont nettement en faveur des 1 % les plus riches¹⁴⁴.</p>
<p>« <i>Nous devons rester attentifs et nous concentrer sur les inégalités croissantes au sein de nos sociétés, ainsi que sur le fossé séparant les nations riches des nations pauvres. Ces inégalités et ce fossé font partie des causes profondes de la concurrence autour des ressources, de la frustration et de la colère qui engendrent l'instabilité.</i> »</p> <p>– Président Buhari (Nigeria), discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, septembre 2017¹⁴⁵</p>	<p>Au Nigeria, les fruits de la récente croissance économique sont revenus exclusivement aux 10 % les plus riches, alors que la pauvreté et les inégalités se sont intensifiées. 10 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et une mère sur dix meurt en couches¹⁴⁶.</p>

Le document *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités*, récemment publié par Oxfam et Development Finance International et couvrant 152 pays, mesure les actions gouvernementales menées sur les politiques destinées à lutter contre les inégalités¹⁴⁷. Oxfam a découvert que 112 pays n'investissaient même pas la moitié de leur capacité pour lutter contre les inégalités. Le Nigeria obtient le score le plus faible sur cet indice, qui correspond à des inégalités fortes et qui s'accroissent rapidement¹⁴⁸ ; les États-Unis figurent parmi les nations riches les moins bien notées, juste derrière l'Afrique du Sud.

Toutefois, Oxfam a également identifié des pays qui prennent des mesures concrètes pour réduire les inégalités, notamment la Namibie, le Chili et l'Uruguay. Ces pays augmentent la fiscalité sur les entreprises et les personnes les plus fortunées et dépensent davantage pour la santé et l'éducation, et pour améliorer les conditions proposées à la main-d'œuvre. Par exemple, la Namibie est parvenue à réduire systématiquement les inégalités et

à offrir une protection sociale universelle et la gratuité dans l'enseignement secondaire, ce qui fait une grande différence en particulier pour les femmes et les filles¹⁴⁹.

La Banque mondiale et le FMI figuraient parmi les premières institutions internationales à souligner la nécessité de lutter contre les inégalités. La Banque mondiale continue néanmoins de soutenir l'éducation à but lucratif¹⁵⁰ et plusieurs entreprises recourant aux paradis fiscaux¹⁵¹. Alors que le FMI a publié diverses recherches novatrices sur les inégalités ces dernières années¹⁵² et prend des mesures pour changer son mode opératoire, il continue de soutenir des politiques susceptibles d'élargir le fossé entre les riches et les pauvres, comme des coupes dans les salaires minimum et une augmentation de la fiscalité pour les populations pauvres. Les recherches d'Oxfam indiquent que le FMI peut et doit en faire plus pour aider les pays à réduire les inégalités¹⁵³.

Les inégalités ne sont pas une fatalité, mais un choix politique. Tout en affirmant s'en soucier et malgré les revendications des citoyen-ne-s en ce sens, la plupart des dirigeant-e-s ne font pas les bons choix. Partout dans le monde, les citoyen-ne-s risquent leur vie pour se dresser contre les inégalités et l'injustice. CIVICUS, une alliance dédiée au renforcement de l'expression des citoyen-ne-s, a constaté que les libertés civiques étaient actuellement menacées dans plus de 100 pays, car les États préfèrent porter atteinte à la démocratie plutôt que de lutter contre les inégalités¹⁵⁴.

Encadré 6 : Les inégalités s'améliorent-elles ou s'aggravent-elles ?

Il est possible de mesurer les inégalités au niveau national et international, c'est-à-dire les inégalités entre chaque individu sur Terre ou les inégalités entre les citoyen-ne-s d'un pays donné. S'il est important de mesurer les inégalités dans le monde, ce sont les inégalités au niveau national qui comptent le plus pour la plupart des citoyen-ne-s et c'est à ce niveau que les actions des responsables de l'élaboration des politiques ont le plus gros impact. Certaines mesures révèlent un déclin des inégalités dans le monde, soutenu par la croissance en Amérique latine, en Chine et dans d'autres pays d'Asie. Dans le même temps, les inégalités *au sein de* la plupart des pays ont augmenté¹⁵⁵.

Inégalités de *revenus* au niveau national et mondial

Au niveau international, les inégalités de revenus diminuent¹⁵⁶. Elles restent toutefois importantes. Si le monde se résumait à un pays, le niveau d'inégalité serait similaire à celui de l'Afrique du Sud, l'un des pays où les inégalités sont les plus fortes au monde¹⁵⁷.

Au niveau national, la plupart des pays ont connu une augmentation des inégalités de revenus au cours des 30 dernières années¹⁵⁸, y compris dans les pays les plus peuplés du monde comme la Chine et l'Inde. Ainsi, 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où les inégalités de revenus ont augmenté¹⁵⁹. Les écarts sont toutefois très marqués : les pays d'Amérique latine ont connu une hausse rapide dans les années 1990, suivie par un fort déclin au cours de ces 15 dernières années, alors que les pays asiatiques sont passés d'une croissance raisonnable et équitable à une augmentation rapide des inégalités de revenus sur cette même période¹⁶⁰. Depuis 2008, les inégalités de revenus ont légèrement diminué dans certains pays comme la Chine, même si les niveaux restent très élevés. Il est essentiel de tirer les enseignements des pays qui sont parvenus à réduire les inégalités.

Inégalités de richesses au niveau national et mondial

Les hauts niveaux de concentration des richesses sont liés à la mainmise sur le monde politique et le pouvoir. À l'échelle internationale, les inégalités de richesses empirent, comme Oxfam l'a démontré. Les 1 % les plus riches détiennent davantage que les 99 % les plus pauvres¹⁶¹.

À l'échelle nationale, les preuves recueillies concernant les quelques pays où des données sont disponibles indiquent que les inégalités de richesses sont plus fortes que les inégalités de revenus et qu'elles ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies. En Chine, la concentration de richesses aux mains des 10 % les plus riches s'est considérablement intensifiée et est désormais comparable à celle des États-Unis. Aux États-Unis, la part des richesses des 0,1 % les plus riches est passée de 7 % à 22 % entre 1978 et 2012¹⁶².

Comment les inégalités de revenus peuvent-elles décroître alors que les inégalités de richesses s'intensifient ?

Le recul des inégalités de revenus dans le monde est soutenu par la hausse des revenus pour les personnes touchant un revenu bas à intermédiaire, notamment en Chine. Malgré cette hausse des revenus, ces personnes ne gagnent pas suffisamment pour accumuler des richesses conséquentes. Parallèlement, les plus riches tirent la plupart de leurs revenus non pas de leurs salaires, mais des bénéfices sur leur fortune.¹⁶³ Même si leurs revenus n'augmentent pas dans les mêmes proportions que les autres tranches, ils continuent d'amasser des richesses.

Cela signifie-t-il que la mondialisation est efficace ?

La réduction des inégalités de revenus dans le monde a surtout été soutenue par la croissance en Asie¹⁶⁴. Pour autant, les inégalités de revenus se sont nettement intensifiées dans ces pays. Les plus grandes réussites dans la réduction des inégalités ont été obtenues dans les pays qui renforcent la fiscalité sur les plus riches et augmentent les dépenses sociales, ébranlant le consensus économique néolibéral. Par exemple, la région ayant connu la plus grande réduction des inégalités au cours de la première décennie du XXI^e siècle est l'Amérique latine¹⁶⁵, grâce à une croissance économique forte, à des politiques redistributives et à la volonté politique d'entreprendre des changements.

2 PAUVRETÉ EXTRÊME ET RICHESSES EXTRÊMES

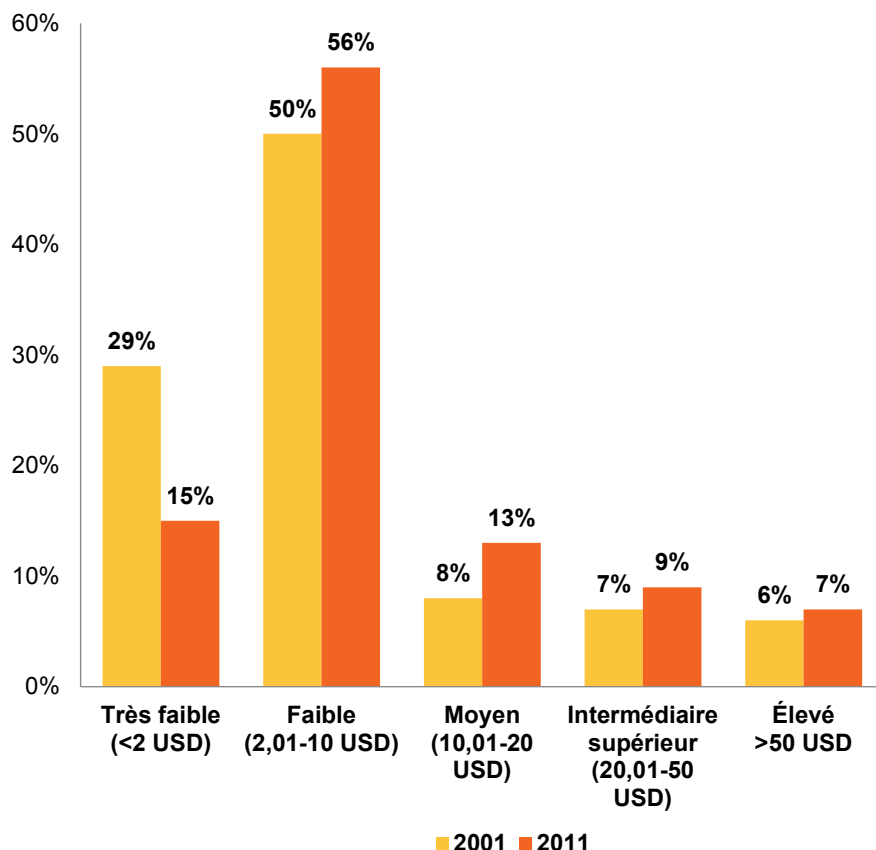
Ce chapitre analyse deux contre-arguments couramment opposés à la lutte contre les inégalités. Le premier concerne la réduction sensible du nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde, qui confirmerait la réussite du système économique mondial et l'affirmation que les inégalités seraient en fait exagérées¹⁶⁶. Le second appelle à saluer les niveaux actuels de richesses extrêmes, car ils sont le fruit d'une économie dynamique et prospère, basée sur la méritocratie et découlant sur des économies plus productives¹⁶⁷.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Entre 1996 et 2015, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (à savoir avec moins de 1,90 dollar par jour) a été divisé par deux¹⁶⁸. Un déclin possible grâce à une croissance économique forte dans les économies émergentes et à une volonté politique d'éradiquer la pauvreté.

Les personnes qui ne sont plus en situation d'extrême pauvreté ont souvent des revenus très faibles et il en faudrait peu pour qu'elles replongent dans la pauvreté. Par exemple, le PNUD estime que même si la pauvreté extrême en Amérique latine et dans les Caraïbes a été réduite de plus de la moitié au cours de la dernière décennie, de nombreuses personnes restent encore loin de la classe moyenne et un tiers de la population, soit 200 millions de personnes, risque de replonger dans la pauvreté extrême¹⁶⁹. Par ailleurs, certains groupes comme les femmes, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuelles (LGTBI) et les personnes en situation de handicap ont moins de chance de progresser sur le plan économique et social¹⁷⁰. En outre, d'après le Pew Research Center, 50 % de la population mondiale vit avec entre 2 et 10 dollars par jour, dont la majeure partie de la main-d'œuvre et des petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires¹⁷¹.

Graphique 6 : Pourcentage de la population mondiale par tranche de revenus, 2001–2011



Source : Pew Research Centre (2015), World Population by Income.
<http://www.pewglobal.org/interactives/global-population-by-income/>. Les intervalles sont calculés en PPA (dollar américain).

Au Myanmar, Oxfam intervient auprès des jeunes ouvrières du textile confectionnant des vêtements pour de grandes marques. Elles sont rémunérées 4 dollars par jour, soit deux fois plus que le seuil d'extrême pauvreté. Mais pour cela, elles travaillent six ou sept jours par semaine, à raison de 11 heures par jour. Elles peinent à répondre à leurs besoins élémentaires (nourriture, médicaments) et se retrouvent fréquemment endettées¹⁷². Ce schéma se répète partout dans le monde.

En Inde, les personnes vivant avec 2 dollars par jour présentent un taux de mortalité trois fois supérieur à la moyenne. Il en va de même dans de nombreux autres pays¹⁷³. Si la somme de 2 dollars ne permet pas de répondre aux besoins nutritionnels de base ni, pour les nourrissons, d'avoir une chance raisonnable de survivre à leur première année, il est difficile de comprendre pourquoi elle a été retenue comme la limite de la pauvreté extrême. Pour les ménages à bas revenus, les dépenses de santé suite à un accident ou à une urgence s'accompagnent souvent d'une réduction de la consommation de nourriture ou d'autres besoins fondamentaux, ce qui peut plonger les personnes en dessous du seuil de pauvreté extrême¹⁷⁴.

Ce phénomène est notamment dû à l'immense concentration de l'augmentation des revenus dans le monde entre les mains des plus riches. Les 40 % les plus pauvres de la population vivant dans des pays en développement, représentant 80 % de la population mondiale, ont vu leurs revenus augmenter plus lentement que dans le reste de la société¹⁷⁵. Des

inégalités plus marquées sapent les avantages de la croissance économique en matière de réduction de la pauvreté¹⁷⁶.

À tous les égards, les solutions déployées pour éradiquer la pauvreté ne sont pas efficaces. D'après le rapport 2018 sur les inégalités dans le monde, entre 1980 et 2016, 27 cents par dollar d'augmentation des revenus dans le monde ont bénéficié aux 1 % les plus riches, soit plus du double de la part revenant aux 50 % les plus pauvres (13 cents par dollar)¹⁷⁷.

L'économiste David Woodward a déterminé qu'au vu de la répartition de l'augmentation des revenus dans le monde, il faudrait entre 123 et 209 ans pour parvenir au stade où chacun sur Terre gagnerait plus de 5 dollars par jour. Pour cela, la consommation et la production dans le monde devraient être 175 fois supérieures aux niveaux actuels. Comblant un fossé de la pauvreté de 4 500 milliards de dollars nécessiterait une hausse du PIB mondial de 11 000 milliards de dollars¹⁷⁸.

Cette inefficacité ubuesque est en outre intenable si nous voulons mettre un terme à la pauvreté sans dépasser les limites environnementales de notre planète. Nous sommes déjà proches des limites de ce que notre planète peut supporter tout en laissant un espoir d'éviter les effets catastrophiques du changement climatique.

À moins de combler le fossé entre les riches et les pauvres, l'objectif d'éradiquer la pauvreté extrême ne pourra pas être atteint et près d'un demi-milliard de personnes vivront toujours avec moins de 1,90 dollar par jour en 2030. À l'inverse, avec un fort engagement à promouvoir l'égalité et la croissance en faveur des pauvres, un milliard de personnes pourraient s'extirper de la pauvreté extrême au cours des 15 prochaines années¹⁷⁹.

Il existe un large consensus sur le fait que, si le seuil de pauvreté extrême fixé à 1,90 dollar par jour est important sur le plan politique pour susciter la mobilisation, il ne représente pas une mesure sur « *l'estimation du niveau de revenu minimum requis pour assurer les besoins fondamentaux de l'existence* »¹⁸⁰. Par conséquent, la Commission Atkinson sur la pauvreté de la Banque mondiale a recommandé que cette mesure soit complétée par d'autres aspects multidimensionnels de la pauvreté. La Banque mondiale a récemment répondu sur ce point et utilisera désormais des seuils de pauvreté de 3,20 et de 5,50 dollars pour les pays à revenu intermédiaire faible et à revenu intermédiaire élevé¹⁸¹. D'après ces nouvelles évaluations, ce sont donc 2,4 milliards de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté.

Tableau 2 : Nombre de personnes pauvres dans le monde, 2013, avec les nouveaux seuils de pauvreté de la Banque mondiale

Pauvres d'après l'ancienne définition (moins de 1,90 dollar)	789 millions de personnes
Pauvres supplémentaires dans les pays à revenu intermédiaire faible d'après la nouvelle définition (vivant avec entre 1,90 et 3,20 dollars)	900 millions de personnes
Pauvres supplémentaires dans les pays à revenu intermédiaire élevé d'après la nouvelle définition (vivant avec entre 1,90 et 5,50 dollars)	678 millions de personnes
Nombre total de personnes pauvres révisé	2,37 milliards de personnes

Calculs d'Oxfam d'après PovcalNet (Banque mondiale).
<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povOnDemand.aspx>

Autre suggestion : le « seuil de pauvreté éthique », qui se base sur les revenus requis pour espérer atteindre une espérance de vie de 70 ans. Ce seuil correspond à 7,40 dollars par jour au cours actuel du dollar (ajusté en PPA)¹⁸². Cette mesure permet de classer quelque 4,2 milliards de personnes dans la pauvreté, soit quatre fois le nombre de personnes vivant avec 1,90 dollar par jour ou plus de 60 % de l'humanité¹⁸³.

Cela démontre qu'alors que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est impressionnant : des milliards de personnes restent engluées dans la pauvreté. Des centaines de millions de personnes, surtout des femmes, travaillent dur mais ne gagnent pas suffisamment pour joindre les deux bouts. La répartition de l'augmentation des revenus dans le monde doit être nettement plus équitable si nous voulons construire une économie centrée sur l'humain qui fera de la pauvreté un élément du passé et préserver notre planète pour nos enfants et petits-enfants.

RICHESSSE EXTRÊME : LE FRUIT DE LA RÉUSSITE ÉCONOMIQUE ?

La justification économique la plus répandue pour les inégalités est que l'opportunité d'amasser des richesses incite à l'innovation et à l'investissement en encourageant les efforts et la prise de risque, stimulant ainsi la croissance économique qui au final bénéficie à toutes et tous. Avec ce raisonnement, les milliardaires sont l'illustration ultime des fruits du talent, du travail acharné et de l'innovation.

Il apparaît toutefois de plus en plus clairement que les niveaux actuels d'inégalités ne résultent pas des efforts et de la prise de risque, mais plutôt de revenus exceptionnels étrangers à une activité productive, que les économistes nomment « rente ». Trois phénomènes sont importants à cet égard :

1. Les monopoles.
2. La connivence.
3. L'héritage.

Il est également prouvé que la mobilité sociale, c'est-à-dire la capacité des personnes nées pauvres à mourir riches, peut être freinée par les inégalités.

Monopoles et capitalisme de connivence

Les monopoles sont néfastes pour l'économie, car ils imposent des prix élevés aux consommateurs et étouffent les investissements et les innovations¹⁸⁴. Ils peuvent exploiter leur pouvoir sur le marché pour éliminer ou racheter de nouveaux arrivants pourtant novateurs, et ils n'ont pas besoin d'investir autant que des rivaux potentiels pour rester compétitifs. Le pouvoir monopolistique nourrit les inégalités extrêmes dans le monde. Les recherches menées par Oxfam démontrent que les secteurs d'activité réputés pour leur concurrence faussée, comme l'industrie pharmaceutique, l'informatique et la finance, génèrent plus de richesses extrêmes dans le monde de par leur taille que d'autres industries plus concurrentielles¹⁸⁵.

Encadré 7 : Le pouvoir monopolistique : Carlos Slim, l'homme le plus riche d'Amérique latine

Avec une fortune estimée à 54,4 milliards de dollars, Carlos Slim est le sixième homme le plus riche du monde, et le plus riche d'Amérique latine¹⁸⁶.

Il doit sa fortune au monopole quasi total qu'il est parvenu à établir au niveau des services de communication pour les lignes fixes, la téléphonie mobile et l'Internet haut débit au Mexique. Un rapport de l'OCDE de 2012 a démontré l'impact très négatif de ce monopole sur les consommateurs et l'économie¹⁸⁷.

Alors que les réformes de 2013 relative à la concurrence ont introduit des prix plus justes et amélioré la prestation de services, la fortune amassée par Carlos Slim en partie en raison de ce monopole ne cesse de croître, car il a diversifié ses investissements dans l'économie mexicaine¹⁸⁸. Dans les faits, la fortune nette de Carlos Slim a augmenté de 4,5 milliards de dollars entre 2016 et 2017. Cette somme suffirait à payer les salaires annuels de 3,5 millions de travailleuses et de travailleurs mexicains, sur la base du salaire minimum¹⁸⁹.

Le pouvoir monopolistique est décuplé par la connivence et la capacité des puissants intérêts privés à manipuler les politiques publiques. Des intérêts privés s'appuyant sur de bonnes relations peuvent s'enrichir aux dépens de l'intérêt public par le biais de privatisations avantageuses, de ressources naturelles cédées à des coûts inférieurs à leur juste valeur, de marchés publics corrompus ou d'exemptions fiscales et autres échappatoires.

L'indice de capitalisme de connivence du magazine *The Economist* démontre que les industries qui sont largement dépendantes des politiques publiques génèrent une grande partie de la richesse extrême dans le monde, notamment dans les pays en développement¹⁹⁰.

Les richesses héritées

La notion d'héritage peut nuire à l'égalité des chances et à la mobilité sociale dans un contexte d'inégalités de richesses extrêmes¹⁹¹. L'économiste Thomas Piketty est connu pour sa théorie selon laquelle le monde s'oriente vers une nouvelle ère victorienne dominée par les héritières et les héritiers de grandes fortunes¹⁹². Par exemple, des milliardaires comme Susanne Klatten et son frère Stefan Quandt ont hérité de leurs parents près de 47 % des parts du constructeur automobile BMW. Pour ces seules actions BMW, ils ont reçu plus de 1,2 milliard de dollars (1,074 milliard d'euros) en dividendes en 2017¹⁹³.

Un tiers de la richesse extrême dans le monde est détenue par des héritières et des héritiers¹⁹⁴. Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes parmi

les plus riches au monde transmettront plus de 2 100 milliards de dollars à leurs héritiers et héritières, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants¹⁹⁵.

À titre de comparaison, seulement 14 % des femmes en Ouganda ont la propriété exclusive de leurs terres, contre 46 % pour les hommes. Les épouses peuvent être privées de leur domicile et de leurs sources de revenu à la mort de leur mari, souvent dans les pays parmi les plus pauvres, car elles ne jouissent d'aucun droit en matière de propriété foncière et ne peuvent pas hériter.¹⁹⁶

D'après Oxfam, les monopoles, la connivence et l'héritage seraient à l'origine de deux tiers de la fortune cumulée des milliardaires dans le monde¹⁹⁷. Le tiers restant peut également être contesté : un milliardaire peut avoir fait fortune sur un marché sans recourir à la connivence, mais appliquer des salaires de misère ou échapper à l'impôt, par exemple.

En bref, il est impossible de prétendre que les niveaux actuels de richesse extrême sont le produit du talent ou d'un travail acharné, car ces fortunes peuvent également s'appuyer sur des fondements moraux inacceptables.

Naître et mourir pauvre

La majorité des parents souhaitent pour leurs enfants une vie meilleure que celle qu'ils ont vécue, avec plus d'opportunités et une meilleure position dans la société.

Les riches ménages disposent de plus de ressources pour investir dans l'avenir de leurs enfants, en leur offrant une meilleure éducation et des soins de santé de qualité. Par ailleurs, les relations sociales peuvent également être héritées, ce qui facilite l'accès dans des milieux privilégiés et peut se traduire par des emplois mieux rémunérés¹⁹⁸.

D'après l'OCDE, le contexte parental et socioéconomique joue un rôle clé dans les résultats scolaires et les salaires futurs de la descendance. En outre, la mobilité sociale intergénérationnelle a tendance à être moins marquée dans les sociétés plus inégalitaires¹⁹⁹. Parmi les pays occidentaux développés, les quatre pays affichant la plus grande rémanence intergénérationnelle en matière de revenus (où la corrélation entre les salaires du père et du fils est la plus élevée) sont le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et l'Italie, où au moins 40 % des avantages économiques détenus par les pères touchant de hauts revenus (et dont sont privés les pères touchant de bas revenus) sont transmis à leurs progénitures²⁰⁰.

Les études ont également révélé que, surtout pour les centiles les plus pauvres, les questions femmes-hommes sont un facteur important en matière d'immobilité sociale. Aux États-Unis par exemple, des chercheuses et chercheurs ont découvert que les filles nées dans le quintile le plus pauvre avaient 47 % de chance d'y rester, contre 35 % chez les garçons²⁰¹.

La Banque mondiale a observé que si la mobilité sociale est une problématique mondiale, elle fait surtout défaut dans les pays en développement. Une mobilité relative supérieure entre les générations est associée à une meilleure égalité des chances. Dans les pays en développement, environ 47 % des personnes nées dans les années 1980 ont bénéficié d'une éducation plus longue que leurs parents, un chiffre

sensiblement identique à celui observé chez les personnes nées dans les années 1960²⁰².

Un travail décent pour les parents touchant des revenus bas est l'un des principaux moyens de sortir de la pauvreté, de stimuler la mobilité sociale et de réduire les inégalités. Hélas, cela reste un rêve pour une grande partie de la population mondiale, comme le confirme le chapitre suivant.

3 RICHESSES VERSUS TRAVAIL

Un travail bien rémunéré et la garantie du respect du droit du travail sont indispensables pour créer des sociétés plus égalitaires au service de la majorité. Mais le système global est détraqué : les emplois dangereux, sous-rémunérés et précaires s'accompagnent trop fréquemment de violations systématiques des droits des travailleuses et travailleurs. Les petits agriculteurs et petites agricultrices ont des rémunérations qui les plongent dans la pauvreté avec leur famille.

Les femmes sont les grandes perdantes dans l'économie mondiale : elles occupent souvent les pires emplois, notamment du fait qu'elles assurent souvent le travail de soin non rémunéré pour leur famille et leur communauté. Les personnes les plus fortunées et celles les mieux rémunérées (souvent les mêmes) sont très majoritairement des hommes. La crise des inégalités perdurera tant que nos économies privilégieront la fortune d'une élite au détriment d'un travail décent pour tous.

L'IMPORTANCE DES DROITS DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

La création d'emplois décents pour les citoyen-ne-s ordinaires et la part croissante du revenu national revenant aux travailleuses/travailleurs et aux productrices/producteurs, notamment les femmes, est incontournable dans la lutte contre les inégalités²⁰³. Un travail décent offre ce qui suit :

- Un revenu équitable.
- La sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale pour les travailleuses et travailleurs et leur famille.
- De meilleures perspectives en matière de développement personnel et d'intégration sociale.
- La liberté d'exprimer ses préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions affectant sa propre vie.
- Un traitement et des opportunités équitables pour toutes les femmes et tous les hommes²⁰⁴.

En général et en moyenne, les salaires constituent la principale source de revenus pour les ménages, même si la vente de cultures et de biens dans l'économie informelle est également importante²⁰⁵. Ainsi, accroître l'accès à un travail décent stimule l'égalité²⁰⁶. Au Brésil, les changements opérés dans la répartition des salaires et l'emploi rémunéré ont représenté 72 % de la réduction des inégalités descendantes (« top-to-bottom ») entre 2001 et 2012²⁰⁷. À l'inverse, en Espagne, 90 % de l'augmentation des inégalités sont imputables à la chute des salaires et à la perte d'emplois entre 2006 et 2010²⁰⁸. Les faibles niveaux de rémunération de la main-d'œuvre s'accompagnent d'un climat d'instabilité politique et d'une montée de la droite populiste dans les pays développés, beaucoup de travailleuses et de travailleurs ordinaires se sentant laissé-e-s pour compte²⁰⁹.

Un travail décent et décentement rémunéré est l'essence même d'une économie prospère. Les économies de marché modernes reposent sur la demande en biens et en services des citoyen-ne-s ordinaires, comme l'a récemment rappelé le milliardaire Nick Hanauer²¹⁰. La demande en biens et en services peut s'effondrer lorsque la main-d'œuvre doit composer avec des salaires de misère. Par exemple, Nestlé a récemment révisé à la baisse ses investissements en Afrique, invoquant l'émergence insuffisante d'une classe moyenne d'envergure malgré la hausse prononcée du PIB²¹¹. De bas salaires peuvent également aboutir à une aggravation de l'endettement personnel non garanti, qui est à l'origine de souffrances indicibles pour des millions de personnes et qui a même mis à genoux l'économie mondiale en 2008²¹².

Dans le même temps, un déclin des revenus d'activité de la majorité a des impacts négatifs sur les recettes fiscales. Les États s'appuient fortement sur les taxes sur les biens de consommation, comme la TVA, et beaucoup dépendent de l'impôt sur le revenu. Ces deux leviers sont tributaires de la somme des revenus répartis sous la forme de salaires. Un déclin des revenus d'activité sous-tend une chute conséquente des recettes publiques, et donc une réduction potentielle du financement disponible pour les services publics comme les soins de santé ou l'éducation indispensables pour toutes et tous, mais surtout pour les plus pauvres dans la société. Il est donc préoccupant que la part du revenu national revenant à la main-d'œuvre ait connu un fléchissement au cours des deux dernières décennies²¹³. Lorsque les employeurs proposent des emplois décents, cela contribue aux coûts de la protection sociale des travailleuses et travailleurs et de leur famille, comme la retraite ou les soins de santé, ce qui réduit le fossé entre les riches et les pauvres²¹⁴. Mais ces contributions sont potentiellement menacées : le FMI a récemment proposé une nouvelle vague de réformes du marché du travail qui réduiraient la contribution des employeurs²¹⁵.

Les travailleuses/travailleurs et les productrices/producteurs organisé-e-s forment un contrepoids puissant aux intérêts des riches²¹⁶. Les droits défendus par les travailleuses et les travailleurs organisé-e-s (comme les salaires minimum, le droit aux congés, la compensation des heures supplémentaires et le congé parental) bénéficient à l'ensemble de la main-d'œuvre, ce qui réduit les inégalités économiques et les inégalités entre les femmes et les hommes²¹⁷.

QUI SONT LES GRAND-E-S PERDANT-E-S ?

Des centaines de millions de travailleuses et de travailleurs occupent des emplois précaires et dangereux pour des salaires de misère, avec des protections et des droits dérisoires. Les femmes et les jeunes sont les plus susceptibles d'occuper ce type d'emploi.

Les femmes

Encadré 8 : Des salaires de misère dans la confection vestimentaire au Bangladesh

Forida est une couturière de 22 ans qui vit et travaille à Dhaka, Bangladesh. Elle travaille dans une usine de confection fournissant des marques mondiales comme H&M, Target Australia²¹⁸ et de nombreuses autres. Elle travaille dans la confection depuis qu'elle a 15 ans.

Chaque jour, il lui est fixé un objectif qu'elle doit remplir avant de pouvoir rentrer chez elle. Ces objectifs sont impossibles à atteindre pendant les heures normales de travail (8 h 00 – 17 h 00), si bien qu'elle est obligée de faire plusieurs heures supplémentaires chaque jour. Ses journées durent généralement 12 heures. En période de pointe, lorsque les marques vestimentaires occidentales passent des commandes exigeantes, ses horaires de travail sont encore allongés.

« L'an dernier, j'ai travaillé jusqu'à minuit pendant un mois entier. Il fallait garantir la cohérence de la production, alors nous étions dans l'obligation de travailler. J'étais malade tout le temps. Je me faisais du souci pour mon fils, puis, en rentrant à la maison, je devais faire le ménage et cuisiner, et retourner travailler le lendemain matin. Je me couchais à 2 h du matin et me levais chaque jour à 5 h 30 », nous a-t-elle expliqué.

Malgré les heures supplémentaires, le salaire de Forida est si bas que ses revenus cumulés à ceux de son mari restent insuffisants pour nourrir correctement toute la famille. Dans le meilleur des cas, ils peuvent acheter des légumes et un peu de poulet pour la moitié du mois, se nourrissant de riz en bouillon avec du piment et du sel pour survivre le reste du mois.

Forida aimerait que toutes les travailleuses et tous les travailleurs reçoivent des salaires plus élevés, décents, leur permettant de couvrir leurs besoins vitaux. Elle raconte : *« Si nous étions un peu mieux payés, je pourrais un jour envoyer mon fils à l'école ; nous pourrions vivre heureux et avoir une vie meilleure. »*

Source : *What She makes: Power and poverty in the fashion industry*²¹⁹

Dans le monde, les femmes sont généralement moins bien rémunérées que les hommes et se concentrent dans les emplois les plus précaires et les moins bien rémunérés. La participation des femmes dans la main-d'œuvre formelle est 26 % inférieure à celle des hommes²²⁰ et l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est de 23 % en moyenne²²¹. Selon le Forum économique mondial, au rythme actuel du changement, il faudrait encore 217 ans pour combler l'écart économique entre les femmes et les hommes au travail dans le monde (en tenant compte des disparités aussi bien en matière de salaire que d'opportunités professionnelles)²²².

Ce n'est pas un hasard si les femmes sont surreprésentées dans les emplois les moins sûrs et les moins bien rémunérés. Partout dans le monde, les normes sociales, les comportements et les croyances dévaluent le statut et les compétences des femmes, justifient les violences et la discrimination à leur encontre et dictent les emplois qu'elles peuvent ou ne peuvent pas occuper.

La liberté de choix et de décision des femmes est souvent restreinte par la part de travail de soin non rémunéré pesant majoritairement sur elles. Les rôles considérés comme dévolus aux femmes, tels que le ménage ou le travail de soin, sont souvent dévalorisés et moins payés²²³. À cause de la notion selon laquelle les femmes ne seraient pas les principales sources de revenus au sein de leur famille, elles pourraient être perçues comme étant davantage destinées à des emplois temporaires, à temps partiel ou non contractuels. Par

ailleurs, les femmes sont généralement perçues comme étant plus faciles à intimider et sont donc plus susceptibles d'être victimes de violences et d'exploitation au travail, à la maison et dans leur communauté²²⁴.

À cette inégalité pour les femmes s'ajoutent d'autres inégalités comme celles basées sur leur origine ethnique ou leur statut d'immigrantes. Dans la plupart des sociétés, les pires emplois reviennent aux travailleuses immigrantes, avec les rémunérations les plus faibles et le pire niveau de protection²²⁵.

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont exacerbées par une tendance accrue à l'externalisation encouragée par des stratégies économiques qui privilégient les emplois bon marché et précaires, principalement occupés par des femmes. Les pays avec d'importants secteurs d'activité axés sur l'exportation bénéficient d'une abondante main-d'œuvre peu qualifiée qui n'a pas sa voix au chapitre. En effet, dans un document de 2015, la Banque asiatique de Développement soulignait les stéréotypes de genre persistants et largement répandus pesant sur les femmes dans la main-d'œuvre, citant leurs « *doigts agiles* » et l'idée selon laquelle elles sont préférables aux hommes car « *moins susceptibles... de faire grève ou de perturber la production* »²²⁶. Cela est souvent dû à des obstacles sociaux ou légaux empêchant les femmes de se syndiquer ou d'occuper des postes de leadership au sein des syndicats, sous domination masculine²²⁷.

De plus, la loi n'est pas souvent du côté des femmes, qui ont moins de droits économiques que les hommes dans 155 pays, notamment :²²⁸

- 18 pays dans lesquels les maris peuvent légalement interdire à leur(s) femme(s) de travailler.
- 100 pays dans lesquels les femmes ne sont pas autorisées à avoir les mêmes emplois que les hommes.
- 46 pays où il n'existe aucune loi contre la violence domestique.

Selon la Banque mondiale, les femmes ont moins de droits économiques que les hommes dans 155 pays.

Les politiques d'austérité (réduction des dépenses publiques) mises en œuvre dans la plupart des pays riches touchent particulièrement les femmes, que ce soit de manière directe ou indirecte. Dans de nombreux pays, le secteur public est plus susceptible d'employer des femmes, en particuliers aux échelons inférieurs, de sorte que les restrictions du nombre de fonctionnaires ont conduit davantage de femmes à perdre leur emploi²²⁹. Les coupes dans les dépenses publiques destinées aux subventions alimentaires, aux soins de santé et à la garde d'enfants se traduisent par une augmentation du temps consacré par les femmes au travail de soin rémunéré et non rémunéré. Cela les enfonce encore un peu plus vers des emplois à bas salaire, temporaires et précaires, quand elles ne sont pas tout bonnement exclues de toute forme d'emploi rémunéré²³⁰.

Encadré 9 : Aux États-Unis, des personnes travaillant dans la transformation de volailles deviennent incapables de tenir la main de leurs enfants

Aux États-Unis, Oxfam œuvre aux côtés d'employé-e-s de l'industrie volaillière dans le cadre d'une campagne en faveur d'une amélioration de leurs conditions de travail déplorables. La main-d'œuvre n'est pas autorisée à prendre suffisamment de pauses pour aller aux toilettes, si bien qu'une bonne partie porte des couches pour travailler. Dolores, ancienne employée dans une usine de transformation de volailles dans l'Arkansas, témoigne : « *C'était totalement dévalorisant. Nous arrivions à 5 heures du matin et travaillions jusqu'à 11 ou 12 heures sans aller aux toilettes. J'avais honte de leur dire que je devais changer ma couche* ».

Le travail est également dangereux, avec l'un des taux de blessures les plus élevés dans le pays tous secteurs confondus. Les microtraumatismes répétés peuvent être si graves qu'après seulement un an sur les lignes de production, certain-e-s employé-e-s indiquaient ne plus pouvoir déplier leurs doigts, tenir une cuillère ou même tenir correctement la main de leurs enfants²³¹.

Les petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires

Un très grand nombre de personnes pauvres tirent leurs revenus de l'agriculture et de la production alimentaire à petite échelle²³², que ce soit en tant qu'exploitant-e-s ou comme ouvriers/ouvrières dans les exploitations d'autres personnes.

Les petits agriculteurs et petites agricultrices à travers le monde font partie d'un système alimentaire qui les enferme dans la pauvreté et l'impuissance. Leurs revenus sont comprimés sans relâche du fait de la chute des prix provoquée par des acheteurs toujours plus puissants, parmi lesquels la grande distribution et les entreprises agroalimentaires au niveau mondial, régional et national. À titre d'illustration, huit négociants et transformateurs contrôlent à eux seuls 75 % du commerce mondial du cacao²³³ et moins de 6 % de la valeur d'une tablette de chocolat atteint les producteurs et productrices de cacao²³⁴. Il s'agit là d'un net recul par rapport aux années 1980, lorsque les producteurs et productrices recevaient 18 % de la valeur engendrée le long de la chaîne²³⁵.

Le secteur agroalimentaire est une source d'emploi considérable pour des millions de personnes parmi les moins bien payées dans les pays en développement, qui participent souvent à la production des denrées alimentaires que l'on retrouve dans les rayons des supermarchés du monde riche. En moyenne, les femmes représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement et ce taux dépasse les 50 % dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et ailleurs²³⁶.

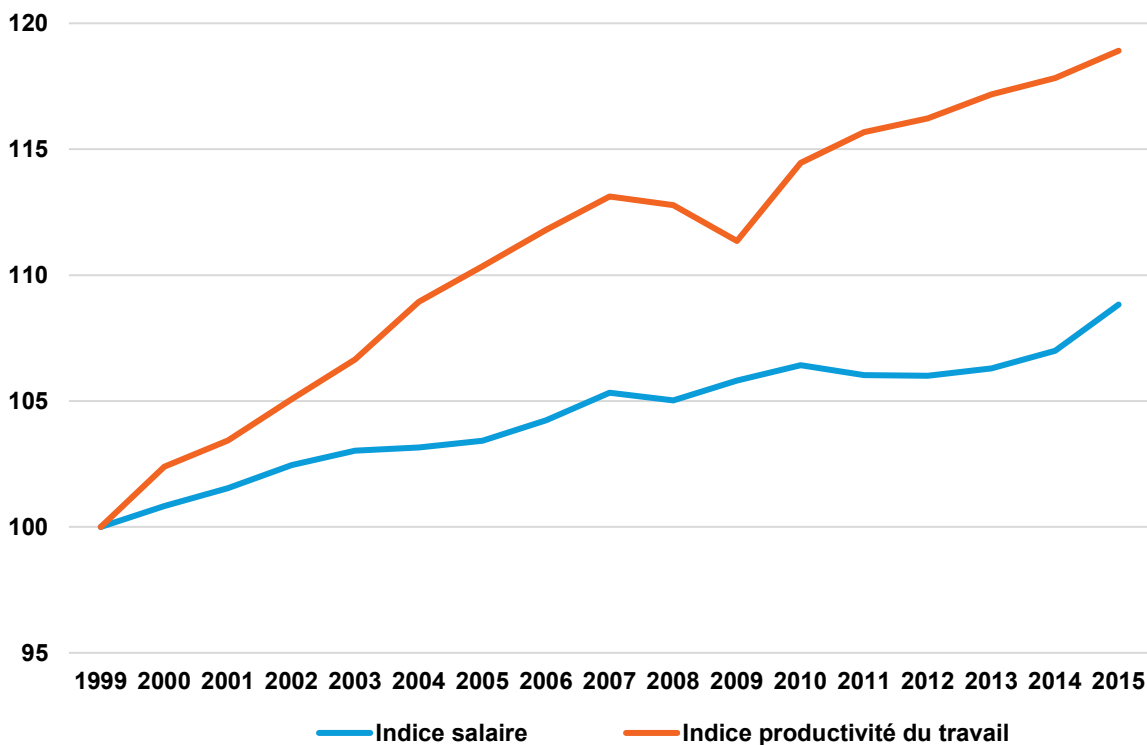
En 2018, Oxfam s'intéressera plus particulièrement à ce secteur et à la manière dont les revenus des personnes au bas de l'échelle sont sans relâche comprimés au profit de l'élite au sommet.

La main-d'œuvre pauvre

Près de 56 % de la population mondiale vit avec entre 2 et 10 dollars par jour, dont la majeure partie de la main-d'œuvre et des petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires²³⁷. Les femmes sont fortement surreprésentées parmi la main-d'œuvre pauvre²³⁸. D'après de récentes estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), près d'un tiers de la main-d'œuvre dans les pays émergents et en développement vit dans la pauvreté. Cela inclut deux tiers de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne²³⁹. Les salaires de misère ont des répercussions, comme le recours systématique aux heures supplémentaires pour gagner ne serait-ce que de quoi survivre.

Alors que la valeur de ce que produit les travailleuses et travailleurs a considérablement augmenté, les salaires ne suivent pas. Selon l'OIT, dans 91 des 133 pays riches et en développement considérés, les salaires n'ont pas suivi l'augmentation de la productivité et la croissance économique entre 1995 et 2014²⁴⁰. Suite à la crise financière mondiale de 2008-2009, l'augmentation des salaires réels au niveau mondial a repris en 2010, mais connaît un tassement depuis 2012, chutant de 2,5 % à 1,7 % en 2015, son plus bas niveau en quatre ans²⁴¹.

Graphique 7 : Croissance des salaires moyens réels et de la productivité du travail dans les économies développées, 1999–2015 (indice 1999 = 100)



Source : Graphique 11 de OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : Les inégalités salariales au travail*. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2016/lang--fr/index.htm>

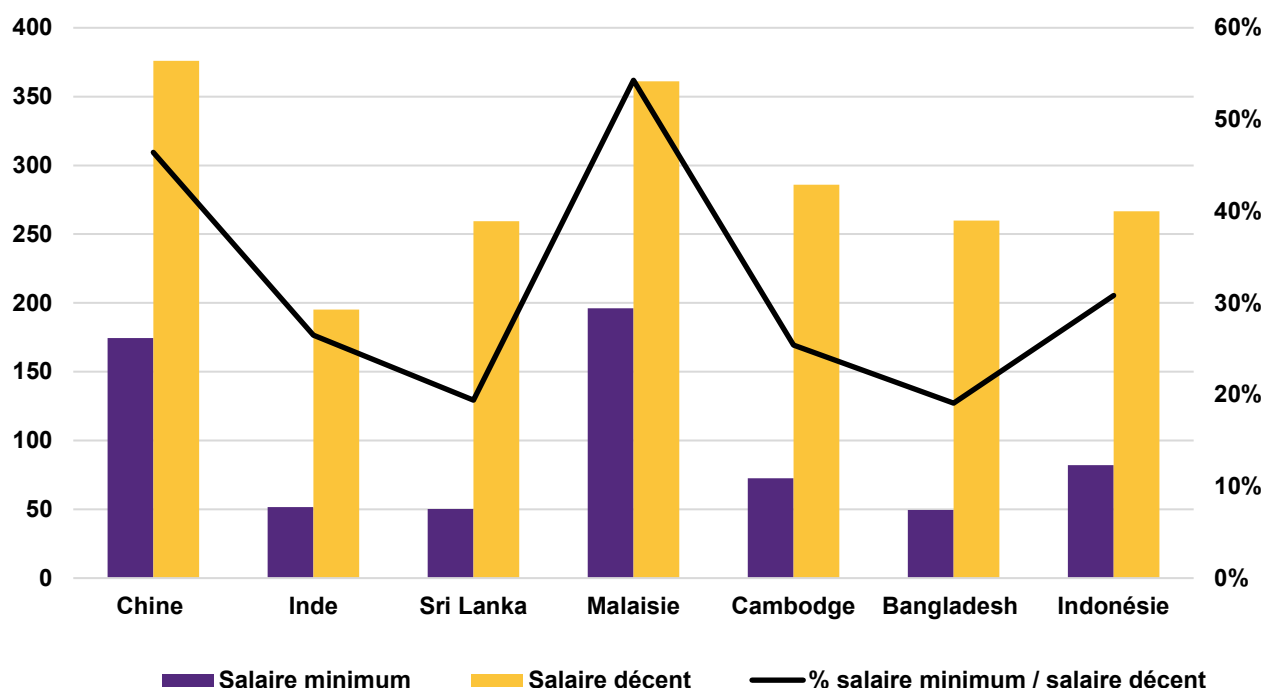
Les salaires minimum définis par l'État sont un moyen important pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Les négociations collectives (lors desquelles la main-d'œuvre, les employeurs et les États s'entendent sur des augmentations salariales) sont encore plus positives pour la main-d'œuvre²⁴². À titre d'exemple, grâce aux négociations collectives entre les syndicats et

l'État danois, une femme travaillant dans un Burger King au Danemark touche 20 dollars de l'heure, contre 8,90 dollars aux États-Unis²⁴³.

Malheureusement, de nombreux pays n'appliquent encore aucun salaire minimum et n'ont pas recours aux négociations collectives. Dans certains pays, le salaire minimum s'applique uniquement à une part très restreinte de la population, car il concerne exclusivement des secteurs, professions ou régions géographiques spécifiques. La plupart des salaires minimum sont considérablement inférieurs à ce que l'on pourrait considérer comme un « salaire décent », c'est-à-dire suffisant pour couvrir les frais liés aux denrées nutritives, à l'eau potable, au logement, aux vêtements, à l'éducation, aux soins de santé, à l'énergie, à la garde d'enfants et au transport, tout en permettant d'épargner et de prévoir des à-côtés²⁴⁴. En 2015, par exemple, le gouvernement du Guatemala a introduit un salaire minimum différencié afin de promouvoir l'industrie manufacturière locale dans certaines municipalités. Selon le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à l'alimentation, cela a constitué une « violation des obligations du pays en matière de droits humains internationaux, tout en compromettant son engagement international pour le développement durable »²⁴⁵.

Oxfam a démontré que les salaires minimum dans des pays comme le Maroc, le Kenya, l'Indonésie et le Vietnam sont insuffisants pour sortir les femmes et les hommes de la pauvreté²⁴⁶. L'Asia Floor Wage Alliance souligne que les salaires minimum légaux au sein du secteur de la confection dans différents pays asiatiques sont très loin de constituer un salaire décent (voir le **Graphique 8**)²⁴⁷.

Graphique 8 : Comparaison du salaire minimum et du salaire décent dans divers pays confectionneurs de vêtements, 2014



Source : Asia Floor Wage, 2014²⁴⁸

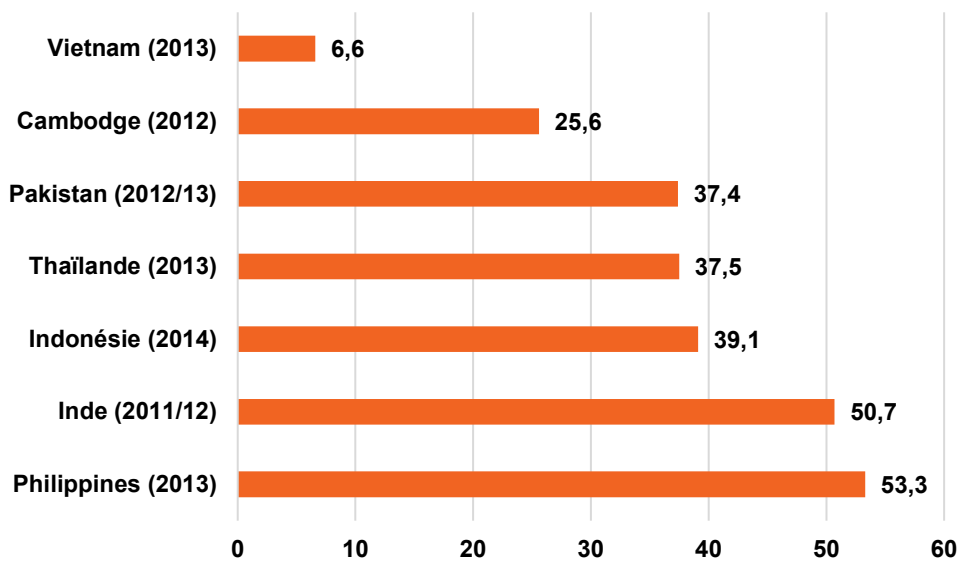
Encadré 10 : Salaire minimum au Myanmar

Avant septembre 2015, aucun salaire minimum n'était en vigueur au Myanmar. Certaines travailleuses et certains travailleurs gagnaient seulement 0,60 dollar par jour comme salaire de base tout en faisant de longues heures supplémentaires forcées. En 2012, les travailleuses et les travailleurs ont manifesté en masse. Après plus de deux ans de négociations avec les syndicats, les employeurs et le gouvernement du Myanmar, un nouveau salaire minimum (3 600 kyats, soit 2,70 dollars pour une journée de huit heures de travail) a été annoncé. Lorsque le gouvernement l'a augmenté fin 2015, les revenus de quelque 300 000 travailleuses et travailleurs du secteur de la confection ont également augmenté de près de 80 millions de dollars sur une année. Les multinationales qui s'approvisionnent en vêtements au Myanmar ont soutenu la mise en œuvre du salaire minimum, montrant ainsi qu'elles peuvent constituer une force au service du bien²⁴⁹.

Source : F. Rhodes (2017), *Une économie au service des femmes : Vers une plus grande autonomisation économique des femmes dans un monde en proie à l'accroissement des inégalités*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-an-economy-that-works-for-women-020317-fr.pdf>

On retrouve une situation similaire dans de nombreuses parties d'Afrique et d'Amérique latine, où Oxfam plaide depuis longtemps pour une augmentation des salaires minimum. Les salaires minimum très bas dans des pays comme le Guatemala et le Honduras expliquent directement le très grand nombre de travailleuses et de travailleurs pauvres²⁵⁰. À l'inverse, en Argentine et au Costa Rica où le niveau du salaire minimum est largement supérieur au seuil de pauvreté, le taux de travailleuses et de travailleurs pauvres est bien plus bas²⁵¹. Dans de nombreux pays africains, le niveau du salaire minimum a tendance à être très inférieur au salaire moyen et ne suffit pas à garantir une vie décente pour les travailleuses et travailleurs et leur famille²⁵². Par exemple, selon la confédération syndicale nigériane, il faudrait augmenter le salaire minimum de 57 à 177 dollars par mois pour garantir un niveau de vie décente²⁵³. Selon une estimation de la confédération syndicale rwandaise, il faudrait augmenter le salaire mensuel minimum à 151 dollars pour les zones urbaines et 103 dollars pour les zones rurales, contre l'actuel salaire minimum dérisoire d'environ 3,50 dollars par mois (100 francs rwandais par jour, en vigueur depuis les années 1980)²⁵⁴. Partout dans le monde, de nombreux pays n'appliquent pas ou ne font pas respecter leurs politiques salariales, privant la main-d'œuvre de ses droits légaux et réduisant encore sa rémunération nette²⁵⁵. Par exemple, Oxfam a constaté l'omniprésence du vol salarial dans l'industrie volaillère aux États-Unis, certaines entreprises refusant de rémunérer les heures supplémentaires ou le temps passé à préparer ou à terminer le travail²⁵⁶. Dans des pays comme l'Inde et les Philippines, au moins 50 % de la main-d'œuvre du secteur de la confection est payée moins que le salaire minimum (voir le **Graphique 9**). Sur le continent africain, il est impossible d'évaluer l'efficacité des mécanismes d'application car aucun pays de la région ne communique sur ce sujet²⁵⁷. La non-conformité est également un problème majeur en Amérique latine. En conséquence, selon des estimations de l'OIT, plus de 60 % de la main-d'œuvre au Honduras et au Guatemala est payée moins que le salaire minimum²⁵⁸.

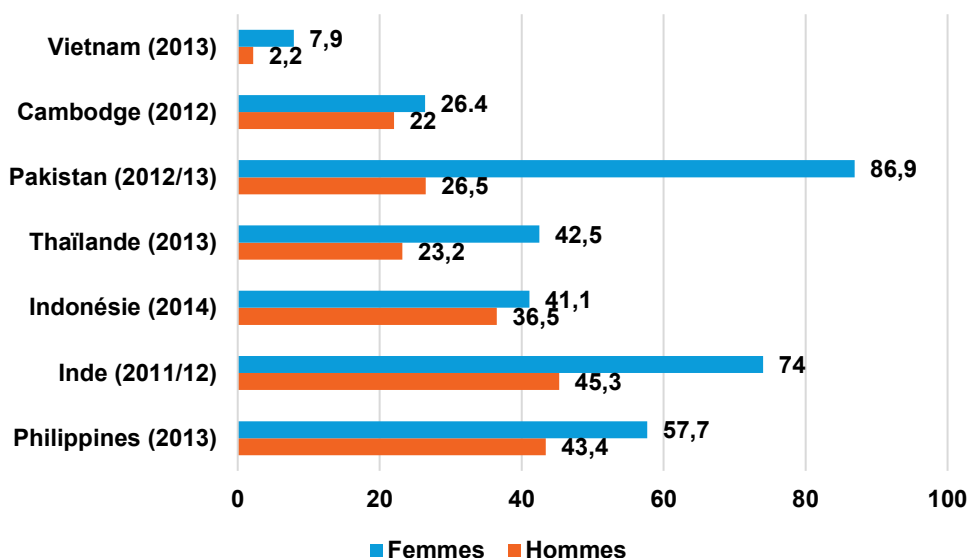
Graphique 9 : Taux de non-conformité avec le salaire minimum dans le secteur de la confection



Source : Cowgill, M. et P. Huynh. (2016), *Weak Minimum Wage Compliance in Asia's Garment Industry*. Asia-Pacific Garment and Footwear Sector Research Note Issue 5 | août 2016. Récupéré le 6 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_509532.pdf

Lorsque les politiques sont appliquées, elles ont tendance à bénéficier davantage aux hommes qu'aux femmes. Dans le secteur de la confection au Pakistan, par exemple, 86,9 % des femmes sont payées moins que le salaire minimum, tandis que ce taux n'est que de 26,5 % pour les hommes. L'Inde, les Philippines et la Thaïlande affichent également des écarts de conformité à deux chiffres entre les femmes et les hommes (voir le **Graphique 10**).

Graphique 10 : Taux de non-conformité avec le salaire minimum dans le secteur de la confection par genre, estimations basses (% de la main-d'œuvre)



Source : M. Cowgill et P. Huynh (2016), *Weak Minimum Wage Compliance in Asia's Garment Industry*. Asia-Pacific Garment and Footwear Sector Research Note Issue 5 | août 2016. Récupéré le 6 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_509532.pdf

La main-d'œuvre informelle et non protégée

L'économie informelle représente un pourcentage significatif des emplois, mais aussi du PIB, en particulier dans les pays pauvres. Au Bénin, au Soudan, en Tanzanie et en Zambie, par exemple, jusqu'à 90 % de la main-d'œuvre occupe des emplois informels. En Amérique latine, on estime que l'économie informelle représente 40 % du PIB de la région²⁵⁹. Dans le monde, le nombre de personnes occupant des formes d'emploi vulnérables devrait dépasser 1,4 milliard en 2017 (ce qui représente plus de 40 % des emplois totaux)²⁶⁰. Les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés sont surreprésentés dans l'économie informelle et dans les emplois vulnérables. En Asie, 95 % des femmes travaillant hors de chez elles évoluent dans le secteur informel. En Afrique subsaharienne, 74 % des emplois non agricoles occupés par des femmes sont informels, contre 61 % pour les hommes²⁶¹.

Selon l'OIT, en Asie, 95 % des femmes travaillant hors de chez elles évoluent dans le secteur informel.

Certaines personnes occupant des emplois informels le font par choix. Mais pour une majorité, il s'agit d'une stratégie d'adaptation afin d'avoir des revenus lorsque l'emploi formel est indisponible, précaire ou trop mal payé pour répondre aux besoins fondamentaux. Selon la formulation de l'OIT : « *du point de vue des travailleurs non protégés, [l'économie informelle] présente beaucoup plus d'aspects négatifs que d'aspects positifs* »²⁶².

Les salaires ont tendance à être bien plus faibles que dans les secteurs formels. Au Mexique et au Brésil, par exemple, un emploi informel est deux fois moins bien payé que le salaire national moyen pour un emploi formel²⁶³. Tout comme dans l'économie formelle, on constate un réel écart salarial entre les femmes et les hommes, les vendeurs de rue et les collecteurs de déchets gagnant davantage que les femmes occupant le même emploi, et les travailleuses à domicile sont les moins bien payées de toutes²⁶⁴.

Dans des pays riches comme les États-Unis et dans d'autres pays développés, les emplois précaires se sont rapidement multipliés. L'OCDE fait le lien avec l'augmentation des inégalités²⁶⁵. Les personnes employées dans l'« économie des petits boulots » souffrent de la nature précaire de leur emploi : elles sont tenues à des objectifs tyranniques par des algorithmes distants, mais sont officiellement indépendantes, sans les droits ou les protections qu'offre un emploi salarié²⁶⁶. Ce manque de prévisibilité des revenus est source de stress et de mauvaise santé²⁶⁷.

Par ailleurs, habituellement, la main-d'œuvre informelle n'est pas organisée et sa représentation collective est dérisoire face aux employeurs et aux États.

Encadré 11 : Importance et déclin des syndicats

La capacité de la main-d'œuvre à s'organiser, former des syndicats et obtenir une protection légale a toujours été essentielle pour réduire les inégalités. En constituant un contrepoids au pouvoir de l'argent, les organisations de travailleuses et de travailleurs jouent un rôle essentiel dans la création de sociétés plus égalitaires et démocratiques. Les syndicats contribuent à la revalorisation des salaires et au renforcement de la protection et des droits non seulement de leurs propres membres, mais aussi pour la main-d'œuvre dans toute la société²⁶⁸. Toutefois, le FMI a observé une tendance au repli de la syndicalisation à travers le monde entre 2000 et 2013²⁶⁹. Le FMI a récemment identifié un lien direct entre le recul des syndicats dans les pays riches et l'augmentation des inégalités²⁷⁰.

Les syndicats sont aussi la cible d'attaques directes. En 2017, des agressions de syndicalistes ont été enregistrées dans 59 pays²⁷¹. On a recensé l'assassinat de syndicalistes dans 11 pays en 2017. Plus de trois quarts des pays ne reconnaissent pas le droit de grève d'au moins une partie des travailleuses et des travailleurs. Par exemple, les travailleuses et travailleurs migrant-e-s en Thaïlande, représentant un dixième de la main-d'œuvre, n'ont pas le droit de faire grève²⁷².

Le rapport de force inévitablement défavorable pour la main-d'œuvre informelle bénéficie aux acteurs les plus puissants dans une économie mondialisée. Les multinationales peuvent choisir de réduire les coûts en sous-traitant la production auprès de plus petites entreprises tout en ignorant ou en fermant les yeux lorsque ces petites entreprises emploient de la main-d'œuvre informelle, paient des salaires de misère, proposent des emplois précaires ou contournent le droit du travail et la législation sur la protection sociale. Cela tire également les salaires vers le bas dans le secteur formel, où les entreprises voulant bien faire sont confrontées à une concurrence déloyale de la part des entreprises qui ne paient pas d'impôts, de contributions sociales ou de salaires minimum.

Un secteur informel très étendu n'est une fatalité pour aucun pays, et les problèmes associés peuvent être combattus par la création et l'application de meilleures lois et politiques, en partenariat avec la main-d'œuvre informelle elle-même. Ces mesures doivent inclure des politiques qui créent davantage d'emplois de qualité, notamment pour les femmes et les groupes marginalisés, et qui permettent aux entreprises de mener plus facilement leurs activités dans le secteur formel. Les politiques fiscales, comme l'imposition et les dépenses publiques progressives, peuvent être mises à profit pour s'assurer que les travailleuses et travailleurs ne voient pas leurs revenus diminuer en rejoignant le secteur formel et pour offrir des filets de protection sociale efficaces contre les chocs et les revenus insuffisants.

Il existe de nombreux exemples probants de pays ayant déployé des mesures pour protéger les droits de la main-d'œuvre informelle. C'est notamment le cas du Malawi, qui a créé un syndicat pour l'économie informelle, ou du Sénégal, qui a inscrit dans la loi le droit de la main-d'œuvre informelle à bénéficier des mêmes droits à se syndiquer que la main-d'œuvre dans l'économie formelle²⁷³. Les mesures de protection sociale couvrent la main-d'œuvre informelle en Algérie, par exemple²⁷⁴. Des syndicats ont été créés pour représenter spécifiquement un grand nombre de femmes dans l'économie informelle²⁷⁵. Mais la route est encore longue.

Pour beaucoup, leur travail est dangereux et nuit à leur santé. Chaque année, 374 millions d'accidents du travail sont à l'origine d'absences prolongées. D'après l'OIT, plus de 2,78 millions de travailleuses et de travailleurs meurent chaque année des suites d'un accident du travail ou de maladies professionnelles, soit 1 personne toutes les 11 secondes²⁷⁶.

« Le harcèlement sexuel est monnaie courante dans ce type de travail. Au moins 90 % des employées sont harcelées par des clients ou par les propriétaires. La justice est du côté des entreprises. »

– Eulogia Familia, responsable d'un syndicat du personnel hôtelier en République dominicaine²⁷⁷

Les femmes mettent en péril leur santé et sont exposées à des violences sexuelles sur le lieu de travail. Le personnel hôtelier interrogé par Oxfam en République dominicaine, au Canada et en Thaïlande a signalé des cas réguliers d'agressions ou de harcèlement sexuels perpétrés par des clients masculins²⁷⁸. Il a également signalé des problèmes de santé liés à la manipulation fréquente de substances chimiques. Au Myanmar, les ouvrières et ouvriers du textile vivent dans la peur permanente de l'incendie. Le personnel est souvent enfermé dans les usines et soumis à des abus physiques et psychologiques²⁷⁹. Au Bangladesh, de nombreuses jeunes femmes souffrent d'infections urinaires à répétition parce qu'elles ne sont pas autorisées à se rendre aux toilettes²⁸⁰.

Les travailleuses et travailleurs forcé-e-s

L'esclavage moderne (et son ampleur), qu'il s'agisse de travail forcé ou de mariage forcé, est peut-être le visage le plus choquant du marché du travail dans le monde actuel. D'après l'OIT, l'esclavage aurait concerné 40 millions de personnes dans le monde en 2016, dont 25 millions de personnes réduites au travail forcé²⁸¹. D'après son récent rapport, *« dans de nombreux cas, les produits fabriqués et les services fournis se retrouvent dans des filières commerciales légitimes en apparence. Les personnes en situation de travail forcé produisent une partie de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons, et nettoient les bâtiments dans lesquels nous vivons ou travaillons »*²⁸².

L'OIT estime que 71 % des esclaves sont des femmes et des filles et que 4 millions d'enfants sont victimes de travail forcé.

Les jeunes et les enfants engagés dans une forme de travail

Près de 43 %²⁸³ des jeunes personnes actives dans le monde sont soit sans emploi, soit employées mais vivant dans la pauvreté. Plus de 500 millions de jeunes survivent avec moins de 2 dollars par jour²⁸⁴. Bien que les effets de la crise financière varient grandement d'un contexte à l'autre, une constante se retrouve dans tous les cas : les jeunes sont les plus affecté-e-s. Une étude menée dans 17 pays à revenus intermédiaires révèle que les jeunes ont été les plus touché-e-s par l'augmentation du chômage provoquée par la crise. La situation a été encore pire pour les jeunes femmes ou les jeunes appartenant à des groupes marginalisés. Les salaires ont également diminué pour les jeunes dans 15 des 17 pays étudiés²⁸⁵. Au sein de l'OCDE, les jeunes sont maintenant pour la première fois plus exposé-e-s à la pauvreté que les personnes âgées²⁸⁶. La situation de nombreuses et nombreux jeunes reste

précaire. Selon une étude menée par l'OIT en 2015²⁸⁷, deux jeunes sur trois dans les pays à bas revenus travaillent à leur propre compte dans un emploi vulnérable ou participent aux activités familiales non rémunérées. Dans les pays en développement, 260 millions de jeunes n'ont ni emploi, ni qualification, ni formation²⁸⁸. Cette situation touche une jeune femme sur trois²⁸⁹.

Si le travail des enfants a globalement²⁹⁰ diminué d'un tiers depuis 2000, 150 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans (soit près d'un sur dix) sont encore engagés dans une forme de travail²⁹¹.

Le taux le plus élevé est observé en Afrique, où il atteint un sur cinq. De nombreux enfants sont soumis à l'exploitation sexuelle et à d'autres formes de violence.

Ces estimations ne tiennent pas compte du travail domestique non rémunéré et de la garde d'enfants plus jeunes, qui alourdissent considérablement le fardeau pesant sur les filles et réduisent encore le temps qu'elles peuvent consacrer à leur éducation, au jeu et au repos.

Encadré 12 : La convention des travailleuses et travailleurs domestiques

On dénombre plus de 60 millions de travailleuses et travailleurs domestiques dans le monde, dont plus de 10 millions d'enfants²⁹². Les femmes représentent 83 % de la main-d'œuvre domestique²⁹³. Le secteur se caractérise par des salaires très bas, une grande précarité et peu d'opportunités pour que la main-d'œuvre s'organise afin d'exiger la reconnaissance de ses droits. Mais les choses ont commencé à changer en 2006, lorsque des travailleuses et des travailleurs domestiques du monde entier se sont réunis lors de leur première conférence internationale, aux côtés de syndicats, de groupes de défense des droits des femmes et d'organisations de travailleuses et de travailleurs. Ils et elles ont décidé de collaborer afin d'obtenir une convention de l'OIT protégeant les droits des travailleuses et des travailleurs domestiques²⁹⁴. Leurs efforts ont porté leurs fruits en juin 2011, avec l'adoption par l'OIT de la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques, qui étend le droit du travail de base à l'ensemble des travailleuses et travailleurs domestiques.

Depuis l'adoption de la Convention, plusieurs pays ont adopté de nouvelles lois ou réglementations améliorant le droit du travail et les droits sociaux des travailleuses et travailleurs domestiques, parmi lesquels le Venezuela, le Bahreïn, les Philippines, la Thaïlande et l'Espagne.

Suite à l'adoption de la loi sur le travail domestique au Brésil, le travail formel a augmenté parallèlement à une diminution générale du nombre de jeunes travailleuses et travailleurs domestiques. Selon Creuza Oliveira, présidente de la Fédération nationale des travailleurs domestiques : « Cette loi contribue non seulement à une plus grande égalité pour ces travailleuses et travailleurs domestiques, mais aussi à leur autonomisation. Cela fait des décennies que les femmes se battent pour des droits égaux, notamment pour l'égalité avec les hommes, mais les travailleuses et travailleurs domestiques se battent pour des droits égaux non seulement pour les personnes qui travaillent mais aussi pour toutes les autres femmes. Leurs revendications portent sur le droit de travailler, d'étudier et de faire leurs propres choix. Suite à cette loi, le nombre de jeunes travailleuses et travailleurs domestiques a chuté. Pour nous, c'est positif. Mon arrière-grand-mère était esclave ; ma grand-mère, ma mère et moi-même étions des travailleuses domestiques. J'ai commencé à l'âge de 10 ans et n'ai pas eu la chance de faire des études. Aujourd'hui, savoir que des jeunes vont à l'université et que le nombre de jeunes engagé-e-s dans le travail domestique est en déclin est une très grande victoire pour moi... Nous ne souhaitons pas que cette enfant soit dans la rue ou travaille. Nous voulons qu'elle étudie pour pouvoir devenir doctoresse ou ingénieure. Elle doit pouvoir choisir ce qu'elle veut faire, et non être cantonnée aux tâches domestiques. »²⁹⁵

Les sous-traitant-e-s sur les chaînes d'approvisionnement

Le monde des affaires se divise entre les nantis et les démunis²⁹⁶. D'un côté, les entreprises, avec leurs marges et leurs bénéfices élevés, emploient une main-d'œuvre qualifiée. Ces entreprises détiennent souvent leurs propres marques, leurs idées et des technologies qui leur confèrent un grand pouvoir sur les marchés. D'un autre côté, la main-d'œuvre à bas salaires s'enlise dans des activités plus fragiles aux marges ténues, dans un environnement concurrentiel féroce. On y retrouve les concierges, les chauffeurs et chauffeuses des hauts dirigeant-e-s et les personnes qui font tourner les usines et les exploitations agricoles essentielles pour assurer la prospérité des entreprises qui dégagent des marges élevées. Toutefois, l'explosion du recours à la sous-traitance se traduit par l'incapacité de la main-d'œuvre à négocier au sein d'une entreprise ou même d'une industrie, car elle n'a aucun moyen d'interagir avec les entreprises qui empochent les profits.

Les modèles commerciaux les plus répandus encouragent les entreprises à se concentrer sur leur cœur de métier et à sous-traiter toutes les autres activités²⁹⁷. Résultat : la main-d'œuvre impliquée dans le processus de production est facilement considérée comme non essentielle et assimilée à un coût à comprimer, plutôt que comme une ressource dans laquelle investir. Les sous-traitants assurent leur compétitivité en abaissant les coûts, et la manière la plus directe d'y parvenir est de réduire les salaires. Aux États-Unis, par exemple, le salaire des concierges a baissé de 4 à 7 % et celui des agents de sécurité de 8 à 24 % par rapport aux niveaux du début des années 1980²⁹⁸. Les sous-traitants (c'est-à-dire les personnes qui ne sont pas directement employées) bénéficient rarement des congés, arrêts maladie ou autres plans d'assurance proposés aux employé-e-s²⁹⁹.

La manière la plus répandue de réduire les coûts consiste à délocaliser les activités. Lorsqu'elles n'ont pas besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, les entreprises se tournent souvent vers les pays avec les coûts les plus bas, délocalisant la production là où elle est la moins chère. Les États du monde entier se sont lancés dans un nivellement par le bas suicidaire du coût

du travail³⁰⁰. En conséquence, la production est confiée à une main-d'œuvre qui ne reçoit pas sa juste part des bénéfices financiers dont jouit la société mère tout en étant privée de bon nombre des droits en vigueur dans le pays accueillant le siège de l'entreprise.

La rémunération d'une telle main-d'œuvre offshore est généralement liée au nombre d'heures travaillées, sans aucun lien avec la performance des entreprises qui bénéficient au final de son travail. La précarité est la norme.

En 2016, la Confédération syndicale internationale (CSI) indiquait que 50 des plus grandes entreprises dans le monde, dont le chiffre d'affaires cumulé atteint 3 400 milliards de dollars, avait une main-d'œuvre « cachée » estimée à 116 millions de personnes au sein de leurs chaînes d'approvisionnement, représentant environ 94 % de la main-d'œuvre totale employée. Leurs contrats sont souvent sous-traités plusieurs fois en dehors des frontières, avec une main-d'œuvre le plus souvent sous contrat à court terme et sans protection minimale. Beaucoup sont des femmes³⁰¹.

De telles chaînes d'approvisionnement mondialisées permettent aux entreprises de tirer parti d'une main-d'œuvre faiblement rémunérée, mais parfois aussi de contourner les réglementations gouvernementales sur les conditions de travail et la fiscalité.

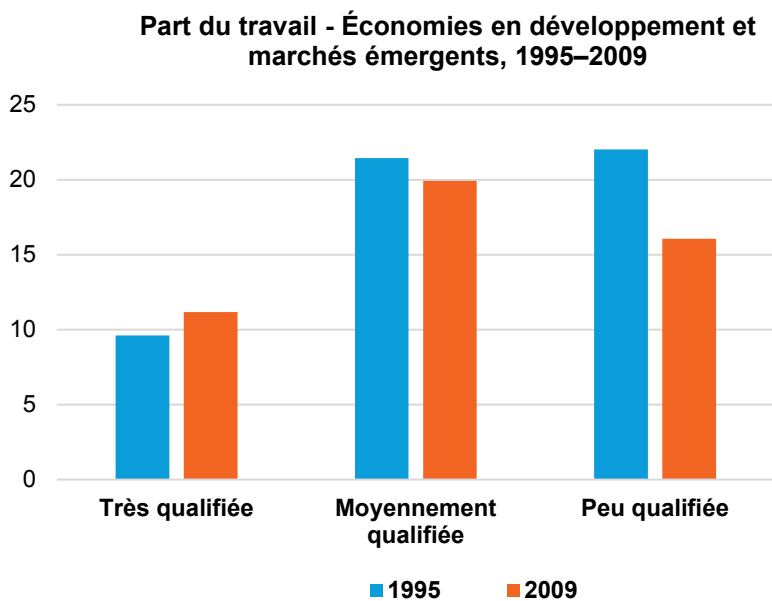
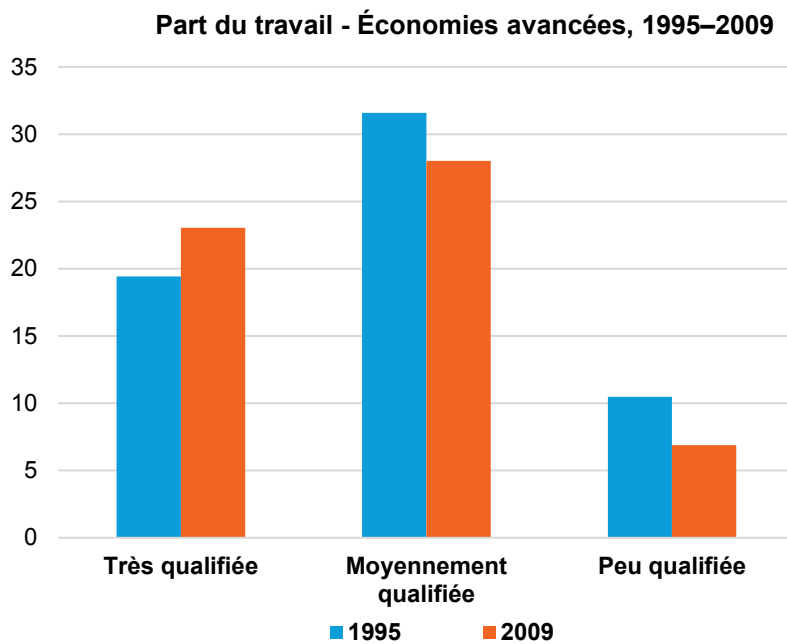
QUI SONT LES GRAND-E-S GAGNANT-E-S ?

Si la croissance mondiale n'a pas majoritairement profité à la main-d'œuvre ordinaire, où est-elle passée ? Alors que les personnes faiblement rémunérées sont les grandes perdantes de l'économie actuelle, les personnes à hauts revenus et celles qui détiennent les richesses en sortent gagnantes. Il s'agit pour la plupart d'hommes.

Les plus hauts revenus

Tandis que la part du produit national revenant aux salarié-e-s diminue, les personnes ayant les plus hauts revenus ont souvent vu leur propre part augmenter³⁰². Le recul de la part du travail dans le monde pèse surtout sur la main-d'œuvre peu et moyennement qualifiée. Entre 1995 et 2009, la part cumulée de leurs revenus du travail a diminué de plus de 7 % tandis que la part du travail de la main-d'œuvre très qualifiée a augmenté de plus de 5 % dans le monde (voir le **Graphique 11**). Même dans les pays où les salaires se sont maintenus en part du produit national, la part revenant aux bas salaires a diminué au profit des hauts revenus³⁰³.

Graphique 11 : Part du travail dans les économies avancées et dans les économies en développement et marchés émergents pour la main-d'œuvre peu, moyennement et très qualifiée, 1995-2009 (%)



Source : World Input-Output Database ; et calculs du personnel du FMI. Reproduction de FMI (2017).

D'après les données de l'OCDE, alors que les revenus des personnes touchant de bas salaires ont encore diminué, ceux des 1 % les plus riches ont augmenté de 20 % sur les 20 dernières années³⁰⁴. La part des salaires revenant aux 10 % les plus riches est élevée et en progression dans les pays en développement comme le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud³⁰⁵. En Afrique du Sud, les 10 % en haut de la pyramide se partagent la moitié des revenus salariaux, tandis que la moitié la plus pauvre de la main-d'œuvre se partage seulement 12 %³⁰⁶. Au Royaume-Uni, les patrons du FTSE 100 sont payés 130 fois plus que leur employé-e moyen-ne (contre 47 fois en 1998)³⁰⁷. Selon une étude d'Oxfam, en Espagne, les dirigeants des 35 plus grandes entreprises cotées en bourse gagnent 207 fois le salaire des employés les moins bien rémunérés de l'entreprise³⁰⁸. Les hommes sont majoritaires parmi

les personnes les mieux rémunérées³⁰⁹. En moyenne, un PDG de l'une des cinq plus grandes entreprises du secteur de la confection gagne en un peu plus de quatre jours ce qu'une ouvrière textile bangladaise ordinaire gagne pendant toute sa vie active³¹⁰.

D'après une enquête d'Oxfam menée dans 10 pays représentatifs d'un quart de la population mondiale, le public considère que les PDG devraient voir leur rémunération réduite³¹¹. Dans tous les pays, les personnes interrogées pensent que les PDG devraient en moyenne réduire leur rémunération de 40 %. Dans des pays comme le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Inde, les personnes interrogées estiment que les PDG devraient réduire leur rémunération de 60 %.

Tableau 3 : Ce que pensent les gens de la rémunération des PDG

	Rapport rémunération maximale/ordinaire tel qu'estimé par les répondant-e-s	Rapport jugé souhaitable	Rapport réel
Afrique du Sud	28	9	541
Inde	63	14	483
États-Unis	25	6	300
Espagne	4	2	172

Source : Recherche d'Oxfam (2017) ; Bloomberg Global CEO Pay.
<https://www.bloomberg.com/professional/blog/best-worst-countries-rich-ceo/>

Cette montée en flèche de la rémunération des PDG s'explique en grande partie par le recours accru aux systèmes d'incitation basés sur des actions. Avec ces systèmes, les investisseurs et les propriétaires des entreprises s'assurent que les responsables et les dirigeant-e-s fortement rémunéré-e-s maximisent la valeur pour les actionnaires. Aux États-Unis, par exemple, les options sur actions représentaient seulement 1 % de la rémunération d'un PDG d'une entreprise du Fortune 500 dans les années 1970 ; en 2012, les stock options représentaient 80 % de leur rémunération³¹². Les personnes les mieux payées possèdent de nombreuses actions et ont par conséquent fortement investi dans un système privilégiant le rendement pour les actionnaires.

Selon la principale justification, cette énorme croissance de rémunération inciterait la performance, ce qui ne s'est pas vérifié dans les faits sur le long terme. Au Royaume-Uni, un groupe de travail sur la rémunération des dirigeant-e-s, mené par des investisseurs, a conclu que « la hausse de la rémunération des dirigeant-e-s sur les 15 dernières années n'était pas corrélée à la performance du FTSE sur la même période »³¹³. Des recherches similaires ont démontré que cette discordance entre rémunération et performances se vérifie également aux États-Unis³¹⁴. Le culte des dividendes et des cours de l'action toujours plus élevés est un facteur majeur d'inégalités. Les entreprises sont sous pression pour réduire les coûts afin de maximiser leurs parts, ce qui les pousse à réduire les salaires et encourage l'évasion fiscale des entreprises. La revalorisation des salaires des 2,5 millions d'ouvrières et d'ouvriers de la confection vietnamien-ne-s d'un niveau moyen à un niveau décent coûterait 2,2 milliards de dollars chaque année. Cela équivaut à un tiers des sommes versées aux actionnaires en 2016 par les cinq plus grandes entreprises du secteur de la confection³¹⁵.

Les personnes qui détiennent les richesses

Plutôt que la main-d'œuvre en général, les grand-e-s gagnant-e-s de l'économie mondiale florissante des dernières décennies sont en fait les personnes qui détiennent les richesses, ou le capital. Les revenus du capital (comme les intérêts perçus, les dividendes sur action ou la hausse de la valeur du patrimoine) ont augmenté bien plus rapidement que les salaires³¹⁶. Contrairement à la sagesse populaire qui voudrait que tout le monde bénéficie d'un marché haussier, les preuves d'une forte corrélation entre inégalités croissantes et hausse boursière s'accumulent³¹⁷. À cela s'ajoute le fait que la croissance des revenus des 1 % les plus riches aux États-Unis provient principalement de gains en capital, de revenus des dividendes sur action, des intérêts de la dette et des rentes immobilières³¹⁸.

Les revenus du capital sont négligeables pour la majeure partie de la société. Pour de nombreuses personnes, ils sont mêmes négatifs du fait de leur endettement et des intérêts cumulés sur ces dettes. La richesse est fortement concentrée entre les mains d'une élite économique. Par exemple, les très riches possèdent l'immense majorité des actions. Aux États-Unis, les 1 % les plus riches détiennent ainsi près de 40 % du marché boursier³¹⁹. Et ce sont surtout des hommes qui possèdent les richesses³²⁰.

Cette concentration des richesses s'explique en grande partie par la manière dont notre système économique est structuré de sorte à privilégier le rendement pour les actionnaires aux dépens de tout le reste³²¹. Au niveau mondial, les actionnaires ont perçu 1 200 milliards de dollars de dividendes en 2015³²². La pression constante pour de tels rendements s'exerce au détriment de la hausse des salaires et alimente l'évasion fiscale des entreprises à un niveau industriel. Ce système de rendements faramineux pour les actionnaires fait l'objet de critiques de la part de la Banque d'Angleterre et de certains des plus grands investisseurs dans le monde³²³.

Aux États-Unis, les 1 % les plus riches détiennent près de 40 % du marché boursier.

Encadré 13 : Richesse et industrie de la confection

L'industrie de la confection engendre d'énormes rendements pour les propriétaires et les actionnaires, qui comptent parmi les personnes les plus riches du monde. Par exemple, en 2016, les dividendes annuels versés par la société mère de la chaîne de magasins de vêtements Zara à Amancio Ortega (la quatrième plus grande fortune privée au monde) se sont élevés à environ 1,3 milliard d'euros³²⁴. Le Groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen a également épinglé Zara pour ses pratiques d'évasion fiscale entre 2011 et 2014³²⁵. Stefan Persson, dont le père a fondé H&M³²⁶ et dont le fils dirige la société, apparaît à la 43^e place de la liste Forbes des personnes les plus riches du monde. Il a reçu 658 millions d'euros de dividendes sur actions l'an dernier³²⁷. Les cinq plus grands acteurs de la mode ont versé à leurs actionnaires la somme ahurissante de 6,9 milliards de dollars en dividendes en 2016³²⁸.

Dans le même temps, de jeunes femmes dans des pays comme le Myanmar ne touchent que 4 dollars par jour pour 14 heures quotidiennes dans des conditions dangereuses, sans pouvoir se rendre aux toilettes, dans des usines de confection de mode éphémère destinée à l'exportation³²⁹. La revalorisation du salaire moyen des 2,5 millions d'ouvrières et d'ouvriers de la confection vietnamiennes à un niveau décent coûterait 2,2 milliards de dollars chaque année. Cela équivaut à un tiers des sommes distribuées aux actionnaires par les cinq plus grands acteurs de la mode en 2016³³⁰.

Les réductions fiscales et l'évasion fiscale accélèrent la concentration des richesses

Les impôts devraient jouer un rôle redistributif pour s'assurer que la prospérité est partagée par l'ensemble de la société. Pourtant, la fiscalité des entreprises et des personnes riches est en déclin. Parallèlement, les différents types d'imposition sur la fortune (taxes foncières, droits de succession et impôt sur les plus-values, par exemple) ont été considérablement réduits dans la plupart des pays riches ces dernières années et n'ont jamais été mis en œuvre correctement dans la plupart des pays en développement³³¹.

En 1990, le taux d'imposition légal moyen sur les sociétés au sein du G20 était de 40 % ; en 2015, il n'était plus que de 28,7 %³³². Les impôts sur les hauts revenus ont considérablement diminué dans la plupart des pays riches. Aux États-Unis, ils ont dégringolé de plus de 90 % dans les années 1970 à 40 % en 2013³³³. Dans les pays en développement, ils ont toujours été bas, autour de 30 %, et n'ont pour la majeure partie jamais été recouverts³³⁴.

L'évasion fiscale des entreprises renforce encore cette tendance et prive les pays en développement de près de 100 milliards de dollars chaque année³³⁵.

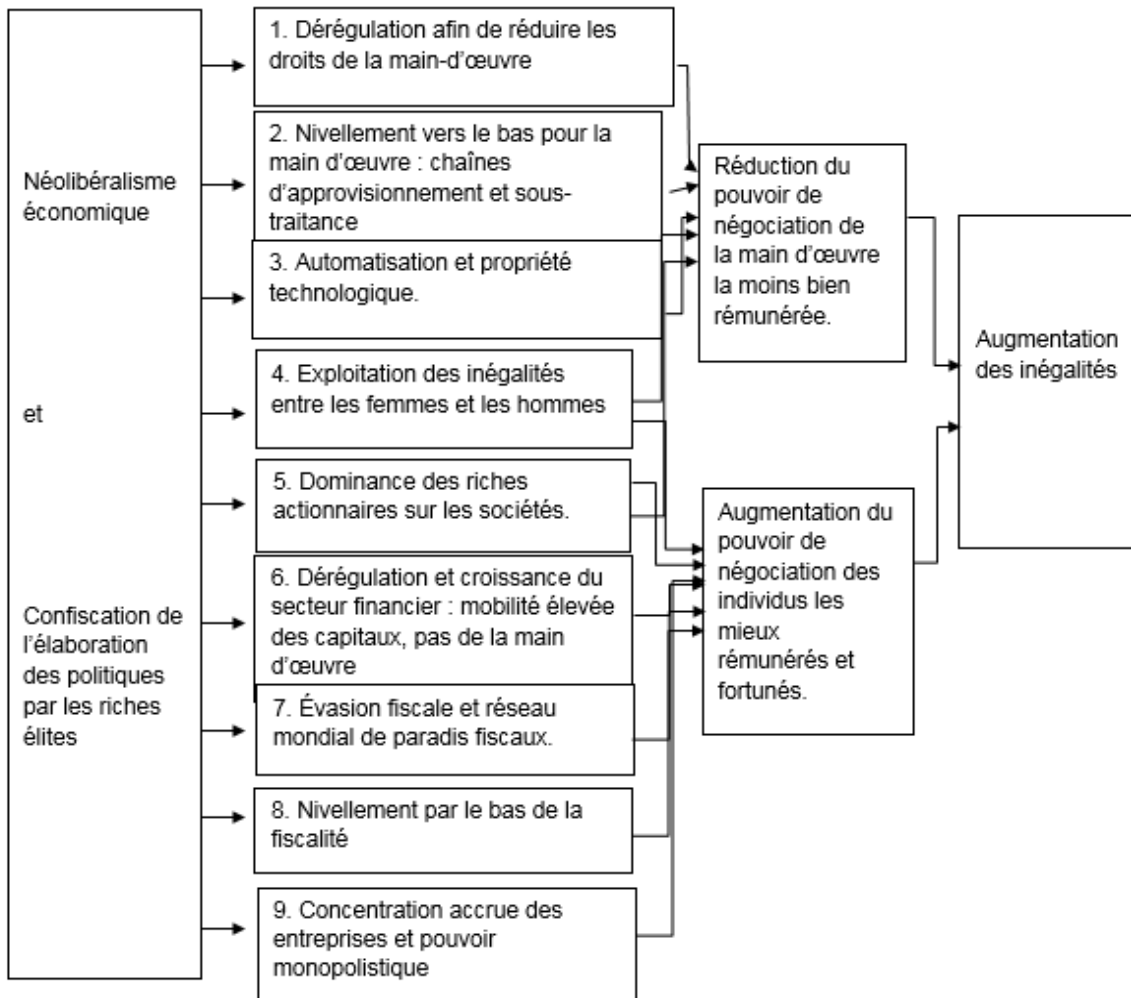
Comme il s'agit là de types d'impôts dont sont principalement redevables des hommes, ce sont eux qui bénéficient le plus de ces réductions fiscales et des taux de recouvrement médiocres de ces recettes.

Dans le même temps, les plus riches font tout pour échapper aux impôts qu'ils devraient payer, comme le prouvent les scandales fiscaux à répétition, dont les récents Paradise Papers. Les 0,01 % les plus riches échappent ainsi à 30 % des impôts dont ils sont redevables³³⁶.

LA MAIN-D'ŒUVRE FACE AUX RICHES PROPRIÉTAIRES : UN COMBAT DÉSÉQUILIBRÉ

La confiscation de l'élaboration des politiques par les élites, sur fond de néolibéralisme économique, a mis en branle un ensemble de puissants leviers économiques réduisant le pouvoir de la main-d'œuvre faiblement rémunérée au profit des personnes qui bénéficient des hauts revenus et détiennent les richesses.

Graphique 12 : Les ingrédients de l'inégalité



Ce système présente les caractéristiques suivantes :

- 1. Dérégulation afin de réduire les droits de la main-d'œuvre.** Que ce soit dans les pays riches ou les pays pauvres, le droit du travail recule, souvent sous la pression du FMI et de la Banque mondiale³³⁷. De nombreuses études indiquent que l'affaiblissement des réglementations destinées à protéger la main-d'œuvre et la diminution du nombre de personnes syndiquées réduisent la part du travail dans les revenus³³⁸. Les femmes sont les plus durement touchées. Le FMI attribue environ la moitié de l'augmentation des inégalités dans les pays riches au déclin des syndicats³³⁹. Au-delà de ce déclin des syndicats, l'affaiblissement d'autres réglementations supposées protéger la main-d'œuvre, comme les salaires minimum et la protection de l'emploi, ont également joué un rôle. Selon

d'autres études, l'augmentation du travail à temps partiel, occasionnel ou temporaire est également associé à une augmentation des inégalités³⁴⁰.

2. **Nivellement par le bas pour la main-d'œuvre.** Le recours à des chaînes d'approvisionnement mondiales contraint les pays à proposer la main-d'œuvre la moins coûteuse³⁴¹. Cette situation, alliée à la sous-traitance de la production par les pays riches, tire les salaires et les prix des productrices et producteurs vers le bas³⁴².
3. **Automatisation et propriété technologique.** Les nouvelles technologies pourraient entraîner la suppression de centaines de millions d'emplois et empêcher les pays pauvres de recourir à une main-d'œuvre peu qualifiée pour soutenir leur développement. La valeur créée par les nouvelles technologies bénéficie aux propriétaires des machines, et non à la main-d'œuvre³⁴³. Cela a poussé Bill Gates et d'autres à appeler à instituer une « taxe robots » et à donner aux États un rôle de supervision sur les développements technologiques pour s'assurer que la majorité en tire les bénéfices³⁴⁴.
4. **Exploitation des inégalités entre les femmes et les hommes.** Les normes sociales sous-jacentes aux inégalités entre les femmes et les hommes sont invoquées pour légitimer la rémunération inférieure des femmes et leurs droits restreints au travail, réduisant d'autant plus le pouvoir de négociation de la main-d'œuvre³⁴⁵.
5. **Domination écrasante des riches actionnaires sur les sociétés.** Des structures d'entreprises diverses existent depuis des siècles, mais l'ère néolibérale a vu l'expansion d'un modèle particulièrement extrême dans lequel les conseils d'administration, majoritairement masculins, représentent uniquement les intérêts des riches investisseurs, et où toutes les décisions commerciales doivent viser à maximiser le rendement pour les actionnaires. Partout dans le monde, cela s'accompagne d'une augmentation de la part des bénéfices revenant aux actionnaires sous la forme de dividendes ou de rachats d'actions³⁴⁶.
6. **Croissance du secteur financier et dérégulation de la finance et des capitaux.** Les capitaux sont devenus très mobiles, circulant entre les pays et les sociétés, ce qui donne aux marchés financiers un énorme pouvoir de négociation et favorise le rendement pour les actionnaires au détriment de toute autre considération. L'accroissement du secteur financier est étroitement lié à l'augmentation des inégalités³⁴⁷.
7. **Évasion fiscale et paradis fiscaux.** Les entreprises et les personnes riches peuvent échapper aux impôts dont elles sont redevables en recourant à un réseau mondial de paradis fiscaux. L'évasion fiscale des entreprises et des particuliers prive les pays en développement d'au moins 170 milliards de dollars chaque année³⁴⁸. Cette somme permettrait largement de financer l'éducation des 124 millions d'enfants actuellement non scolarisés³⁴⁹.
8. **Nivellement par le bas de la fiscalité.** Les taux d'imposition sur la fortune accusent un net recul à travers le monde ces dernières années. En 1990, le taux d'imposition légal moyen sur les sociétés au sein du G20 était de 40 % ; en 2015, il n'était plus que de 28,7 %³⁵⁰. Les taxes sur le capital, comme l'impôt sur les plus-values, les droits de succession et les taxes foncières, ont aussi diminué rapidement dans les pays riches et ne sont toujours pas mises en œuvre efficacement dans la plupart des pays en développement. Les incitations fiscales très répandues pour les entreprises grèvent encore un peu plus les recettes³⁵¹.

9. **Concentration accrue des entreprises et pouvoir monopolistique.** Sur les 30 dernières années, les bénéfices nets déclarés par les plus grandes entreprises du monde ont plus que triplé en termes réels, passant de 2 000 milliards de dollars en 1980 à 7 200 milliards de dollars en 2013³⁵². Une telle rentabilité s'explique en grande partie par la concentration croissante du pouvoir des entreprises et par l'existence de monopoles, creusant encore les inégalités³⁵³.

Ensemble, ces forces économiques réduisent le pouvoir de la main-d'œuvre et augmentent le pouvoir de négociation des personnes qui bénéficient des hauts revenus et détiennent les richesses. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, car ce rapport de forces joue en faveur des hommes en perpétuant les inégalités de genre dans la société. Les inégalités s'en voient exacerbées.

Cela n'est pas une fatalité. Une économie plus juste et davantage centrée sur l'humain est possible.

4 ÉLABORATION D'UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN AU SERVICE DE TOUS

La façon dont l'économie est structurée aujourd'hui n'est pas une fatalité. Il est possible de l'emporter sur les forces économiques en présence. Nous pouvons créer une économie davantage centrée sur l'humain et qui place au premier plan les intérêts des travailleuses et travailleurs et des petits producteurs et petites productrices de denrées alimentaires, plutôt que les personnes qui bénéficient des hauts revenus et détiennent les richesses. Cela passe par une économie centrée sur l'humain capable de proposer une vie décente pour toutes et tous, tout en préservant la planète pour les générations futures. Nous devons rejeter l'économie néolibérale et l'influence inacceptable des élites sur nos gouvernements. Pour y parvenir, il convient de tenir compte de deux composants importants : la prédistribution et la redistribution.

PRÉDISTRIBUTION : UNE PLUS GRANDE ÉGALITÉ PAR ESSENCE

Chaque économie produit un certain niveau d'inégalités économiques, ou une certaine distribution des ressources, avant que l'État n'intervienne par la fiscalité et les dépenses publiques. On parle d'inégalités de marché.

Différentes formes d'économie produisent des niveaux très différents d'inégalités de marché. Il est indispensable de mettre sur pied une économie dès le départ centrée sur l'humain afin de créer un monde plus égalitaire. On parle de « prédistribution »³⁵⁴.

L'État a deux rôles clés à jouer à cette fin : d'abord en régulant, puis en promouvant et en soutenant des modèles commerciaux qui génèrent des résultats plus équitables.

Régulation de la mondialisation

Pour beaucoup, la mondialisation ne peut être dissociée de la dérégulation. Mais c'est faux. On part du principe que plus une économie est mondialisée et intégrée, plus elle devient dérégulée, et que l'un est indissociable de l'autre. Des pays comme la Corée du Sud, ou plus récemment le Brésil, sont parvenus à réduire les inégalités tout en participant à l'économie mondialisée. Pour cela, ils ont notamment régulé de nombreux aspects de leur économie³⁵⁵.

Les marchés et l'intégration économique peuvent être un moteur important de croissance et de prospérité. Mais tous deux requièrent une régulation et une gestion minutieuses dans l'intérêt de chacun, pour que la croissance soit distribuée de façon équitable. Sans supervision, ils menacent nos démocraties et la capacité de créer des sociétés plus égalitaires. Une nouvelle vision de la mondialisation est nécessaire. La mondialisation doit être clairement dissociée de la nécessité supposée de déréguler. Cela exigera une coopération mondiale bien plus étendue qu'aujourd'hui. Si une régulation mondiale est souvent préférable, il ne s'agit pas pour autant de la seule option. Cela devient une préoccupation majeure au vu de la difficulté d'obtenir un accord multinational dans le climat politique actuel.

Une nouvelle vision de la mondialisation est nécessaire.

Heureusement, les États ont encore une grande marge de manœuvre pour réguler au niveau national.

Par exemple, la nécessité de renforcer de toute urgence la régulation financière ne faisait plus aucun doute au lendemain de la crise financière. Pour le FMI, la mondialisation et la libéralisation de la finance sont les formules qui profitent le moins à l'économie mondiale tout en aggravant considérablement les inégalités, les risques et l'instabilité³⁵⁶. La mondialisation est allée trop loin dans ce sens et exige une plus grande régulation. La finance doit de nouveau servir l'économie réelle, et non l'inverse. Cela implique de réguler l'ampleur des rendements pour les actionnaires et la rémunération des dirigeants, d'encourager les dépenses sur les salaires, d'investir pour stimuler la productivité et la durabilité et pour réduire les inégalités.

La technologie a le potentiel d'améliorer grandement la qualité de vie du plus grand nombre, notamment en limitant le travail pénible, dangereux ou dégradant. Mais pour cela, les bénéfices qui en découlent doivent être répartis de façon équitable. Avec l'automatisation du travail, la croissance économique ne profite plus à la main-d'œuvre, mais au propriétaire de la technologie. D'où cette question primordiale pour l'avenir : « À qui appartiennent les robots » ? Les États doivent mettre en place une régulation appropriée sur la propriété de la technologie et la propriété intellectuelle, et protéger les personnes dans leurs relations complexes avec les évolutions technologiques. Cela implique de légiférer pour protéger les droits des travailleuses et des travailleurs et l'existence même d'emplois décents. La régulation de l'économie des petits boulots, par exemple la reconnaissance au Royaume-Uni des chauffeurs Uber comme employé-e-s de l'entreprise, en est l'illustration parfaite³⁵⁷. Concernant l'avenir du travail, il ne faut pas perdre de vue la valeur des interactions humaines qu'aucune machine ne pourra jamais répliquer, à l'image de ce qui est actuellement comptabilisé comme du travail de soin non rémunéré (garde d'enfants, soins aux personnes âgées).

Une question clé pour l'avenir : « À qui appartiennent les robots ? »

Nous avons besoin d'une régulation étendue et de meilleure qualité pour protéger le droit du travail, et de moins de restrictions sur le droit de la main-d'œuvre à s'organiser. Selon le FMI et d'autres institutions, le pouvoir de négociation est étroitement lié à la réduction des inégalités et à une répartition plus juste des fruits de la croissance économique³⁵⁸. Les États doivent légiférer en faveur de salaires décents liés à l'inflation et chercher à formaliser autant que possible leur économie. Ils doivent mettre un terme aux contrats « zéro heure » et garantir la sécurité du travail pour toutes et tous. Ces changements bénéficieront de manière disproportionnée aux femmes, qui ont subi pendant des décennies les pires excès de l'économie mondiale.

Il est indispensable de mettre fin rapidement au nivellement par le bas du traitement réservé à la main-d'œuvre. Le travail des enfants et le travail forcé ne seront jamais moralement acceptables et tout le monde s'accorde à reconnaître qu'ils doivent être éradiqués. Il doit en être de même des salaires de misère et du travail précaire et dangereux, mais aussi du traitement inégal des femmes et des hommes sur le lieu de travail. Tous ces aspects doivent être éliminés du domaine de la concurrence entre les entreprises et entre les États. Une mesure pratique consiste à exiger de toutes les multinationales qu'elles fassent preuve d'une diligence raisonnable sur leurs chaînes d'approvisionnement, de sorte qu'elles soient responsables de la totalité de leurs chaînes d'approvisionnement pour s'assurer que les travailleuses et les travailleurs sont bien traités, conformément Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme³⁵⁹. Aucun État ni aucune

entreprise ne doit pouvoir accroître ses profits en rémunérant la main-d'œuvre à un niveau ne lui permettant pas de vivre dans la dignité.

Réinventer le secteur privé

Le commerce et les investissements ont le pouvoir de diffuser très largement les opportunités, les produits, les services et la prospérité. Les entreprises peuvent choisir de bien faire. Les décisions des entreprises influent sur les travailleuses/travailleurs, les consommatrices/consommateurs, les agricultrices/agriculteurs et sur les communautés, ainsi que sur les actionnaires et les investisseurs. Pourtant, de plus en plus souvent, les décisions sont uniquement prises à travers le prisme de l'optimisation du rendement pour les actionnaires³⁶⁰. Ce carcan contraint les activités économiques courantes à exacerber les inégalités.

On voit toutefois des entreprises, des mouvements sociaux et des entrepreneurs développer un ensemble de concepts pour tenter de se libérer de ce carcan. Ces concepts incluent (mais sont loin de s'y limiter) les coopératives, les modèles de participation des employé-e-s, la primauté des missions, les entreprises à but lucratif, les entreprises sociales, les entreprises de commerce équitable, les concepts distributifs ou encore les modèles de capitalisme participatif. Ces structures progressives pourraient devenir la norme si les responsables politiques modelaient l'économie pour financer, soutenir et promouvoir de tels modèles.

Encadré 14 : Exemples d'entreprises structurées de façon plus équitable

Parmi les entreprises de renom structurées de façon plus équitable, on peut citer :

- Divine Chocolate : entreprise de commerce équitable détenue et régie en partie par des groupes de productrices et de producteurs.
- John Lewis : détenue par les employé-e-s.
- Huawei : bénéfices partagés entre les employé-e-s.
- Fairphone : régie pour privilégier une mission sociale.
- Grameen-Danone Foods : entreprise sociale centrée sur l'impact pour les consommateurs.
- Amul : détenue et contrôlée entièrement au bénéfice de millions d'agricultrices et d'agriculteurs.

En arrêtant de privilégier uniquement les actionnaires et les investisseurs, ces entreprises sont parvenues à partager les risques, les rétributions et le pouvoir de façon plus équitable.

Des études révèlent que les entreprises détenues par les employé-e-s génèrent une plus forte croissance de l'emploi, et des salaires supérieurs³⁶¹. Mondragon est une coopérative multinationale espagnole avec un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars qui emploie 74 000 personnes. Les décisions sont prises de manière démocratique, la sécurité de l'emploi est encouragée et les personnes les mieux payées ne gagnent pas plus de neuf fois le salaire le plus bas.

Les multinationales ont un rôle central à jouer pour soutenir les entreprises équitables dans leurs chaînes d'approvisionnement. Cela peut s'inscrire aux côtés d'autres efforts déployés pour s'attaquer à d'autres problématiques sociales ou questions de droits humains. En encourageant les fournisseurs à intégrer des structures plus équitables, les entreprises peuvent veiller à ce que

leurs chaînes d'approvisionnement soient plus sûres et viables sur le long terme.

Il existe un autre moyen de s'assurer que les bénéficiaires sont mieux distribués et plus à même d'orienter l'économie vers des modèles plus justes : la nationalisation partielle ou totale d'industries et d'entreprises. Un concept décrié pendant de nombreuses années, car il entraine en contradiction avec la pensée économique néolibérale classique. Dans certaines sociétés parmi les plus prospères et les plus égalitaires (comme en Scandinavie), l'État continue de détenir de grands pans de l'économie et veille à ce que les fruits de la réussite économique reviennent aux citoyens ordinaires, et non aux riches actionnaires³⁶². Cela se vérifie surtout dans des domaines de l'économie fortement exposés au monopole³⁶³.

La réussite passe par un regain d'innovation dans les modèles commerciaux. Il est désormais temps de nous accorder le droit de modéliser et de concevoir des entreprises dans l'intention délibérée de répartir les richesses, les revenus et les opportunités le plus largement possible. Un souffle d'innovation est requis afin de bâtir des entreprises conçues pour mieux servir les personnes qu'elles impactent. Davantage de personnes occuperont alors de meilleurs emplois, mieux rémunérés.

Encadré 15 : Oxfam et le mouvement du commerce équitable

En promouvant un commerce plus équitable, Oxfam n'entre pas en territoire inconnu. Voilà de nombreuses années qu'Oxfam soutient ou participe à la création d'entreprises équitables. L'organisation a ainsi co-fondé des entreprises prospères comme Café Direct et soutenu des dizaines d'entreprises communautaires dans le monde par l'intermédiaire du programme EDP (Enterprise Development Programme) et de l'initiative WISE (Women in Small Enterprise), entre autres. À travers son rôle dans le mouvement du commerce équitable et en tant que co-fondatrice de Fairtrade Foundation, Oxfam a toujours soutenu les modèles d'entreprise qui répartissent les risques, les rétributions et le pouvoir de façon plus équitable. Il est temps de redoubler ces efforts et de construire une économie qui encourage et diffuse largement ces modèles.

Si l'État doit avoir un rôle phare dans la régulation des entreprises pour uniformiser les règles, les entreprises elles-mêmes peuvent largement contribuer à rendre le monde plus égalitaire.

REDISTRIBUTION DANS UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN

Les États jouissent d'un énorme pouvoir pour redistribuer les richesses et réduire les inégalités par le biais des dépenses et de la fiscalité³⁶⁴.

Dépenses publiques

Les observations réalisées pendant plus de 30 ans sur plus de 150 pays, qu'ils soient riches ou pauvres³⁶⁵, révèlent que l'investissement dans la santé, l'éducation et la protection sociale réduit les inégalités. Cela s'explique par le fait que les dépenses publiques peuvent contribuer à réduire les inégalités de revenus en assurant à tous un revenu « virtuel » ou réel³⁶⁶. Il a été démontré que cela réduisait les inégalités de revenus de 20 % en moyenne au sein de l'OCDE³⁶⁷ ; d'après une récente étude portant sur 13 pays en développement,

les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé ont contribué à 69 % de la réduction totale des inégalités³⁶⁸.

Lorsque les États fournissent des services publics de qualité, gratuits ou fortement subventionnés, les personnes les plus pauvres dépensent le minimum de leurs propres revenus pour en bénéficier. Pour les personnes les moins bien payées, la valeur financière de tels services peut dépasser celle de leurs revenus salariés³⁶⁹.

Les services publics de qualité bénéficient en tout premier lieu aux femmes, car ils allègent le travail de soin non rémunéré et corrigent les inégalités d'accès à l'éducation et aux services de santé. Les avantages sont d'autant plus forts lorsqu'ils s'accompagnent de mesures spécifiques telles que la gratuité de la garde d'enfants.

La privatisation de l'éducation et des soins de santé renforce indéniablement les inégalités économiques et les inégalités entre les femmes et les hommes, ces services devenant uniquement accessibles aux personnes ayant les moyens de payer³⁷⁰. L'éducation privée peut en outre réduire la mobilité sociale, renforçant d'autant les inégalités en y enfermant les générations futures³⁷¹.

La redistribution d'aujourd'hui est la prédistribution de demain : c'est un investissement dans l'éducation et la santé de tous les enfants pour leur donner un maximum d'opportunités et bâtir une société fondée sur le talent plutôt que sur les privilèges.

L'impact des services « en nature » peut être amplifié si les États apportent une aide financière directe, notamment par le biais de programmes de protection sociale comme les programmes de transfert d'espèces. Ceux-ci protègent les citoyen-ne-s contre les événements imprévus ou contribuent à s'assurer que les personnes les plus pauvres reçoivent un coup de pouce en matière de revenus³⁷². Les États doivent répondre à l'ambition de l'OIT en matière de socle de protection sociale³⁷³ et garantir une couverture universelle.

La redistribution d'aujourd'hui est la prédistribution de demain.

La fiscalité peut être un puissant outil pour l'égalité

La fiscalité peut être utilisée pour réduire les inégalités. En taxant davantage les riches que les personnes moins aisées, la fiscalité contribue directement à réduire l'écart entre riches et pauvres. Elle peut également jouer un rôle majeur pour structurer l'économie de sorte à réduire les inégalités sur le marché en limitant les incitations qui encouragent des niveaux excessifs de bénéfices, de rémunération aux actionnaires et dirigeant-e-s. La fiscalité peut être mise à profit pour encourager l'investissement dans de nouvelles technologies et des modèles commerciaux différents qui permettent à la main-d'œuvre de jouir d'une plus grande part des bénéfices, d'avoir davantage voix au chapitre et de bâtir une économie plus durable et davantage centrée sur l'humain. Enfin, les recettes fiscales jouent un rôle essentiel dans le financement des services publics tels que la santé et l'éducation.

On peut en faire bien plus en utilisant la fiscalité pour s'attaquer aux rendements excessifs du capital. Pour ce faire, les États doivent renforcer l'imposition des personnes riches et des entreprises fortunées. Celles-ci doivent être soumises à une fiscalité plus étendue et plus systématique et ne

doivent plus avoir le loisir d'éviter de payer les impôts dont elles sont redevables.

Nous devons mener une action mondiale coordonnée pour mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises et des personnes riches et mettre un terme à l'ère des paradis fiscaux. Il faut stopper le nivellement par le bas de la fiscalité. Les nations doivent cesser de recourir à des politiques fiscales vidées de toute substance pour attirer les entreprises.

Il faut inverser le déclin mondial des taux d'imposition progressifs et des recettes fiscales. Les États doivent suivre l'exemple du Chili et de l'Afrique du Sud, deux pays qui ont augmenté la fiscalité sur les entreprises et les personnes riches³⁷⁴. Nous devons appliquer de manière étendue l'impôt sur les plus-values, les droits de succession et les taxes foncières. La fiscalité directe sur la fortune doit également être rétablie. De nouvelles formes d'imposition, comme la taxe sur les robots proposée par Bill Gates, doivent être déployées. Oxfam a démontré qu'une taxe mondiale de 1,5 % sur la fortune des milliardaires du monde entier permettrait de financer la scolarisation de tous les enfants³⁷⁵.

RECOMMANDATIONS

Les États et les institutions internationales doivent reconnaître l'impact du modèle économique néolibéral ordinaire actuel sur les populations pauvres du monde. Ils doivent s'employer à bâtir des économies davantage centrées sur l'humain ayant pour principal objectif de promouvoir une plus grande égalité. Les recommandations suivantes s'adressent aux États, aux institutions internationales et aux entreprises.

Pour les États et les institutions internationales

Sur la question des inégalités :

- **Définir des objectifs et des plans d'action concrets et assortis de délais pour réduire les inégalités.** Les États doivent viser à ce que les revenus totaux des 10 % les plus riches ne dépassent pas les revenus des 40 % les plus pauvres. Les États doivent accepter d'utiliser cette mesure³⁷⁶ comme indicateur révisé pour l'Objectif de développement durable (ODD) 10 sur les inégalités³⁷⁷.
- **Mettre fin à l'extrême richesse.** Pour éradiquer la pauvreté extrême, nous devons également mettre fin à l'extrême richesse. L'âge d'or actuel compromet notre avenir. Les États doivent recourir à la régulation et à la fiscalité pour réduire drastiquement les niveaux d'extrême richesse et limiter l'influence des personnes et des groupes riches sur l'élaboration des politiques.
- **Collaborer pour révolutionner les données sur les inégalités.** Chaque pays doit chercher à produire chaque année des données sur la richesse et les revenus des différentes composantes de la société, notamment les 10 % et les 1 % les plus riches. Outre le financement d'un plus grand nombre d'études auprès des ménages, il convient de publier d'autres sources de données afin d'apporter un éclairage sur la concentration des revenus et des richesses en haut de l'échelle³⁷⁸.
- **Mettre en œuvre des politiques** destinées à combattre toutes les formes de discriminations fondées sur le genre, à promouvoir des normes sociales et des attitudes positives vis-à-vis des femmes et de leur travail, et à

rééquilibrer les rapports de force au niveau du ménage et à l'échelle locale, nationale et internationale.

- **Reconnaître et protéger la liberté d'expression et le droit d'association des citoyen-ne-s et de leurs organisations.** Revenir sur les lois et les actions qui ont amoindri l'espace citoyen. Apporter un soutien spécifique aux organisations de défense des droits des femmes et des autres groupes marginalisés.

Sur la conception d'une économie équitable dès le départ :

- **Encourager les modèles commerciaux qui privilégient des retombées plus équitables**, notamment les coopératives et la participation des employé-e-s dans la gouvernance des entreprises et les chaînes d'approvisionnement.
- **Exiger de toutes les entreprises multinationales qu'elles fassent preuve de la diligence raisonnable obligatoire** sur toutes leurs chaînes d'approvisionnement afin de garantir que l'ensemble de la main-d'œuvre reçoit un salaire décent, conformément aux **Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme**³⁷⁹.
- **Limiter la rémunération des actionnaires** et promouvoir un ratio salarial pour les hauts dirigeants des entreprises³⁸⁰ **ne dépassant pas 20 fois le salaire médian de leurs employé-e-s**, et de préférence inférieur.
- **Comblent le fossé salarial entre les femmes et les hommes** et garantir pleinement les droits des femmes dans l'ensemble de l'économie. Révoquer les lois qui nuisent à l'égalité économique des femmes et mettre en œuvre des lois et des cadres réglementaires qui soutiennent les droits des femmes.
- **Éliminer le travail forcé et les salaires de misère.** Assurer la transition de salaires minimums vers des salaires décents pour l'ensemble de la main-d'œuvre en fonction du coût de la vie avéré et avec l'implication pleine et entière des syndicats et des autres partenaires sociaux.
- **Promouvoir l'organisation de la main-d'œuvre.** Définir des normes juridiques qui protègent les droits de la main-d'œuvre à se syndiquer et à faire grève, et abroger toutes les lois qui vont à l'encontre de ces droits. Autoriser et soutenir les conventions collectives avec une couverture étendue.
- **Éliminer le travail précaire et garantir que toutes les nouvelles formes d'emploi respectent les droits de la main-d'œuvre. Protéger les droits des employé-e-s domestiques, des travailleuses et des travailleurs migrant-e-s et des personnes employées de manière informelle.** Formaliser progressivement l'économie informelle afin de garantir la protection de l'ensemble de la main-d'œuvre en impliquant les travailleuses et travailleurs informel-le-s dans le processus décisionnel.

Sur la redistribution pour une société plus équitable :

Dépenses publiques

- **S'engager publiquement à fournir des services publics universels gratuits et un socle de protection sociale universelle**³⁸¹. Déployer un financement public à plus grande échelle et prendre les dispositions à cette

fin, et garantir que les employeurs contribuent à la sécurité sociale et à l'assurance sociale.

- **Éviter d'allouer des financements publics à des mesures incitatives et à des subventions destinées à des mesures de santé et d'éducation mises en place par des entreprises à but lucratif du secteur privé, et étendre la fourniture de services essentiels par le secteur public.** Réglementer strictement les dispositifs privés aux fins de sécurité et de qualité, et les empêcher d'exclure les personnes n'ayant pas les moyens de payer.

Sur la fiscalité

- **Recourir à la fiscalité pour réduire l'extrême richesse.** Privilégier les impôts dont sont surtout redevables les plus riches, tels que l'impôt sur la fortune, les taxes foncières, les droits de succession et l'impôt sur les plus-values. Augmenter les taux d'imposition et de recouvrement sur les hauts revenus. Introduire un impôt mondial sur la fortune des milliardaires pour contribuer au financement des ODD.
- **Appeler à une nouvelle série de réformes fiscales internationales** pour mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt. Les taux d'imposition doivent être fixés à un niveau équitable, progressif et contribuant à la réduction des inégalités.³⁸² Toute nouvelle négociation doit être menée sous l'égide d'une nouvelle autorité fiscale internationale garantissant que tous les pays participent sur un pied d'égalité.
- **Éradiquer le recours à des paradis fiscaux** et accroître la transparence en adoptant une liste noire objective des pires paradis fiscaux et des sanctions automatiques fortes à l'encontre des entreprises et des personnes fortunées qui en tirent parti.

Les entreprises doivent assumer leur rôle pour bâtir une économie davantage centrée sur l'humain.

- **Pas de dividendes en l'absence de salaires décents** : Les entreprises multinationales peuvent choisir de privilégier le bien-être des employé-e-s les moins bien payé-e-s en s'abstenant de rétribuer les actionnaires par le biais de dividendes ou de rachats, ou de verser des bonus aux dirigeants et aux personnes touchant déjà de hauts revenus jusqu'à ce que l'ensemble de leurs employé-e-s reçoivent un salaire décent (calculé d'après une norme indépendante) et jusqu'à ce que des mesures aient été prises pour garantir qu'elles paient des prix assurant un revenu décent à la main-d'œuvre ou aux productrices et producteurs de leurs principales chaînes d'approvisionnement.
- **Représentation au sein des conseils** : Les entreprises doivent assurer la représentation des employé-e-s au sein des conseils et des comités de rémunération, et trouver des moyens d'inclure à bon escient l'avis des autres parties prenantes (comme la main-d'œuvre des chaînes d'approvisionnement et les communautés locales) dans les processus décisionnels.
- **Soutenir le changement transformationnel des chaînes d'approvisionnement** : Les entreprises peuvent privilégier des fournisseurs ayant une structure plus équitable dans leurs chaînes d'approvisionnement. Elles peuvent collaborer par exemple avec les entreprises détenues totalement ou en partie par les employé-e-s ou les

productrices/producteurs ; celles ayant un modèle de gouvernance privilégiant une mission sociale ; ou celles choisissant de partager tout ou partie de leurs bénéfices avec les employé-e-s. Des initiatives telles que le Fair Value Club d'Oxfam³⁸³ aident les entreprises en ce sens.

- **Partager les bénéfices avec les travailleuses et travailleurs les plus pauvres** : Les entreprises peuvent décider de partager un certain pourcentage de leurs bénéfices (par exemple 50 %) avec les personnes ayant les plus bas revenus dans leurs chaînes d'approvisionnement et leurs opérations. Par exemple, Café Direct³⁸⁴ redistribue 50 % de ses bénéfices aux productrices et producteurs de café.
- **Soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail** : Les entreprises peuvent s'engager en faveur des principes d'autonomisation des femmes des Nations unies³⁸⁵ et des conventions pertinentes de l'OIT (C100, C111, C156, C183)³⁸⁶ pour prouver leur attachement à l'égalité entre les femmes et les hommes, mettre en œuvre une politique hommes/femmes couvrant le recrutement, la formation et la promotion, ainsi que le signalement des cas de harcèlement et les dépôts de plaintes, et publier l'écart salarial entre hommes et femmes pour tous les niveaux de l'entreprise, tout en s'engageant à combler cet écart.
- **Réduire les ratios de rémunération** : Publier le ratio de rémunération de l'entreprise entre le PDG et le salaire médian et s'engager à réduire ce ratio à 20:1 maximum.
- **Soutenir la négociation collective** : S'engager publiquement pour dialoguer régulièrement de manière significative et constructive avec les syndicats indépendants et (en partenariat avec les syndicats eux-mêmes) œuvrer pour éliminer les obstacles à la participation des travailleuses dans les syndicats, en particulier à des postes de dirigeant-e-s, et promouvoir d'autres moyens pour permettre aux travailleuses de faire entendre leur voix de façon sûre et efficace.

NOTES

- 1 *Cinco Días* (2 novembre 2017). *Amancio Ortega ingresa 628 millones más por dividendo de Inditex*. Récupéré depuis le site https://cincodias.elpais.com/cincodias/2017/11/01/companias/1509550519_653608.html
- 2 Dans le secteur de l'habillement, H&M a toujours été l'une des entreprises les plus progressistes à l'heure de lutter contre les salaires de misère dans sa chaîne d'approvisionnement. En novembre 2013, l'entreprise a publié sa « feuille de route vers un salaire vital équitable », une politique novatrice dans son secteur. Elle est par ailleurs signataire de l'initiative ACT de 2015 avec la fédération mondiale des syndicats IndustriALL, dont l'objectif est de lutter contre la négociation collective du secteur dans les pays à bas salaires, à commencer par le Cambodge.
- 3 Calculé à partir de S&P Capital IQ et Financial Times Markets Data.
- 4 Rencontre par Oxfam Australie, Anju explique qu'elle gagne en moyenne 6 000 à 7 000 takas par mois et effectue en moyenne trois heures supplémentaires par jour. Son salaire mensuel moyen équivaut à 78 USD (1 BDT = 0,012 USD) pour 286,44 heures en moyenne (heures supplémentaires incluses). Son salaire annuel moyen est donc de 78 USD x 12 = 936 USD.
- 5 Forbes (2017), *The World's Billionaires. 2017 Ranking*. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>. Dernière visite le 7 septembre 2017.
- 6 Pour plus de détails sur tous les faits marquants générés par Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 7 S. N. Emran et J. Kyriacou (2017), *What She Makes, power and Prosperity in the Fashion industry*. Récupéré le 1er novembre 2017 depuis le site http://whatshemakes.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2017/10/Living-Wage-Media-Report_WEB.pdf
- 8 Oxfam Amérique (2015), *Lives on the line: The human cost of cheap chicken*. <https://www.oxfamamerica.org/livesontheline/#>
- 9 D. Sarosi (2017), *Tourism's Dirty Secret: The Exploitation of Hotel Housekeepers*. Oxfam Canada. Récupéré le 15 octobre 2017 depuis le site https://www.oxfam.ca/sites/default/files/file_attachments/tourisms_dirty_secret_-_oxfam_canada_report_-_oct_17_2017.pdf
- 10 N. Burleigh (4 mai 2017), *Meet the billionaires who run Trump's Government*. *Newsweek*. <http://www.newsweek.com/2017/04/14/donald-trump-cabinet-billionaires-washington-579084.html>.
- 11 Déclaration de son Excellence Muhammadu Buhari, président de la République fédérale du Nigeria. Buhari, M. New York : Nations unies (2017), débat général de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies.
- 12 E. Mayah, C. Mariotti, C. E. Mere et C. Okwudili Odo (2017), *Inequality in Nigeria: Exploring the drivers*. <https://www.oxfam.org/en/research/inequality-nigeria-exploring-drivers>
- 13 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam, 2017. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/indice-de-lengagement-la-reduction-des-inegalites>
- 14 Pour plus de détails sur le sondage et la méthodologie, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 15 Civicus (2017), *State of Civil Society Report*. <http://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2017>
- 16 Louis D. Brandeis Legacy Fund for Social Justice. <https://www.brandeis.edu/legacyfund/bio.html>
- 17 Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 18 Forbes (2017), *The World's Billionaires*. Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 19 Ibid.

- 20 Source : estimations de l'OIT d'après des sources nationales officielles telles qu'enregistrées dans la base de données de l'OIT sur les salaires dans le monde. OIT (2016) *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : les inégalités salariales au travail*. http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_545416/lang--fr/index.htm
- 21 Forbes. (2017). The World's Billionaires. Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 22 Credit Suisse (2017), Global Wealth Databook 2017. Dernière visite en novembre 2017. <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/research/research-institute/publications.html>. L'année couverte par le rapport du Credit Suisse s'étend de septembre 2016 à septembre 2017.
- 23 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth*. <https://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>.
- 24 Credit Suisse (2017), Global Wealth Databook 2017.
- 25 Ibid.
- 26 E. Mayah, C. Mariotti, CE Mere et C. Okwudili Odo (2017), *Inequality in Nigeria: Exploring the drivers*.
- 27 L. Gibson et D. Widiastuti (2017), *Towards a more equal Indonesia*. <https://www.oxfam.org/en/research/towards-more-equal-indonesia>
- 28 R. Neate (8 novembre 2017), *Bill Gates, Jeff Bezos and Warren Buffett are wealthier than poorest half of US*. <https://www.theguardian.com/business/2017/nov/08/bill-gates-jeff-bezos-warren-buffett-wealthier-than-poorer-half-of-us>
- 29 Oxfam Brésil, *Brazil: extreme inequality in numbers*. Dernière visite le 10 novembre 2017. <https://www.oxfam.org/en/even-it-brazil/brazil-extreme-inequality-numbers>.
- 30 B. Southwood (17 janvier 2017), *Oxfam is wrong to imply free markets make the rich richer at the poor's expense*. *City A.M.* <http://www.cityam.com/257166/oxfam-wrong-imply-free-markets-make-rich-richer-poor>.
- 31 Voir par exemple l'indice de capitalisme de connivence dans le magazine *The Economist* : <https://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2016/05/daily-chart-2>, et D. Jacobs (2017), *Extreme Wealth Is Not Merited*. Oxfam <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-wealth-not-merited>
- 32 PWC (2017), *Billionaires Insights 2017: New value creators gain momentum* Récupéré le 23 octobre 2017 sur <https://www.pwc.com/gx/en/financial-services/Billionaires%20insights/billionaires-insights-2017.pdf>
- 33 OCDE (2012), *OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico*. Publication de l'OCDE. <http://www.oecd.org/sti/ieconomy/oecdreviewoftelecommunicationpolicyandregulationinmexico.htm>
- 34 D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth Is Not Merited*.
- 35 OCDE (2012), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*. http://www.oecd-ilibrary.org/employment/perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde_19991274.jsessionid=c120rdkmcme.h.x-oecd-live-02. https://doi.org/10.1787/empl_outlook-2012-en
- 36 OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*.
- 37 L. Mishel et J. Schieder (2017), *CEO Pay Remains High Relative to The Pay of Typical Workers and High-Wage Earners*. Economic Policy Institute. Récupéré le 12 septembre 2017 depuis le site <http://www.epi.org/files/pdf/130354.pdf>
- 38 OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*.
- 39 Pour ce calcul, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>.
- 40 La revalorisation du salaire moyen des 2,5 millions d'ouvrières et d'ouvriers de la confection vietnamien-ne-s à un niveau décent coûterait 2,2 milliards de dollars chaque année. Cela équivaut à un tiers des sommes versées aux actionnaires par les cinq plus grands acteurs de la mode en 2016 (6,9 milliards de dollars). Pour plus de détails, reportez-vous à la note méthodologique : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>

- 41 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. Chicago University Press. <https://doi.org/10.7208/chicago/9780226245560.001.0001>
- 42 Reportez-vous à la note méthodologique pour obtenir une explication du mécanisme suivi ici : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>. A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*. <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf>.
- 43 G. Zucman (2015), *The Hidden Wealth of Nations*. CNUCED. (2015). *Rapport sur l'investissement dans le monde*. http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2015overview_fr.pdf
- 44 A. Krueger (2015), *The great utility of the Great Gatsby Curve*. Brookings Institute. <https://www.brookings.edu/blog/social-mobility-memos/2015/05/19/the-great-utility-of-the-great-gatsby-curve/>
- 45 D. Hardoon et J. Slater (2015), *Inequality and the end of extreme poverty*. Oxfam Grande-Bretagne. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/inequality-and-the-end-of-extreme-poverty-577506>
- 46 Ibid.
- 47 Ibid.
- 48 M. Cruz, J. Foster, B. Quillan and P. Shellekens. (2015). *Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies*. Banque mondiale. <http://pubdocs.worldbank.org/en/109701443800596288/PRN03Oct2015TwinGoals.pdf>
- 49 R. Kochhar (2015), *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*. Pew Research Center. <http://www.pewglobal.org/2015/07/08/a-global-middle-class-is-more-promise-than-reality/>
- 50 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *The World Inequality Report 2018*. World Inequality Lab. <http://wir2018.wid.world/>
- 51 Ibid.
- 52 D. Woodward (2015), *Incrementum ad Absurdum: Global Growth, Inequality and Poverty Eradication in a Carbon-Constrained World*. *World Social and Economic Review*. N° 4, 2015.
- 53 C. Doss et al (2013), *Gender inequalities in ownership and control of land in Africa: Myths versus reality*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/127957>
- 54 Nations unies (16 octobre 2009), *Rising inequality, precarious jobs threaten progress in Eastern Europe and Central Asia – UN*. Centre d'actualités de l'ONU. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=55274-.Wfnu-lvWzIU>. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2373241>
- 55 National Institute for Statistics and Information (2016), *The Cost of Unpaid Care* (en espagnol) <http://www.unfpa.org.pe/publicaciones/publicacionesperu/CUENTA%20SATELITE%20DEL%20TRABAJO%20NO%20REMUNERADO.pdf>
- 56 R. Antonopoulos et R. Hirway (eds) (2009), *Unpaid work and the economy: gender, time use and poverty* Palgrave Macmillan.
- 57 OIT (2015), *Rapport mondial sur les salaires 2014/15 : Salaires et inégalités de revenus*. Figures 29 et 32. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2014/lang--fr/index.htm>
- 58 D. Gardener et J. Burnley (2015), *Made in Myanmar: Entrenched Poverty or Decent Jobs for Garment Workers?* Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/made-myanmar>
- 59 OIT (2017), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017*. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2017/lang--fr/index.htm>
- 60 OIT (2017), *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_575479/lang--en/index.htm
- 61 OIT (2015), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 : Accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes*. http://www.ilo.org/global/research/global-reports/youth/2015/WCMS_412019/lang--fr/index.htm
- 62 Ibid.
- 63 The Economist (27 avril 2013), *Generation Jobless*. <https://www.economist.com/news/international/21576657-around-world-almost-300m-15-24-year-olds-are-not-working-what-has-caused>

- 64 OIT (20 novembre 2017), *Weak Recovery in Youth Labour Markets Demands a Sweeping Response*. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017
http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_597466/lang--fr/index.htm
- 65 OIT (2015), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015*
- 66 OIT (2017), *Global Estimates of Child Labour: Results and trends, 2012–2016*.
http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_575499/lang--en/index.htm
- 67 OIT (2017), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017*.
- 68 Un salaire décent est une rémunération suffisante pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs et à leurs familles de satisfaire à leurs besoins (denrées nutritives, eau potable, hébergement, vêtements, éducation, soin de santé, énergie, garde d'enfants et transport), tout en épargnant et en prévoyant des à-côtés. Il existe différentes méthodologies pour calculer le salaire décent, détaillées dans le document d'Oxfam Australie (2017), *A Sewing Kit for Living Wages*, téléchargeable depuis la page Resources, What She Makes :
<http://whatshemakes.oxfam.org.au/resources/>
- 69 R. Wilshaw, et al (2015), *In Work But Trapped in Poverty. A summary of five studies conducted by Oxfam, with updates on progress along the road to a living wage*. Oxfam.
<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/in-work-but-trapped-in-poverty-a-summary-of-five-studies-conducted-by-oxfam-wit-578815>.
- 70 OIT *Safety and health at work*. <http://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/lang--fr/index.htm>
- 71 D. Sarosi (2017), *Tourism's Dirty Secret: The exploitation of hotel housekeepers*.
- 72 Ibid.
- 73 Oxfam Amérique (2015), *Lives on the line*.
- 74 Ibid.
- 75 L. Mishel et M. Walters (2003), *How Unions help all Workers*. Economic Policy Institute.
http://www.epi.org/publication/briefingpapers_bp143/
- 76 FMI (2017), *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2017*.
<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2017/09/19/world-economic-outlook-october-2017>
- 77 Ibid.
- 78 CSI (2017), *Indice CSI 2017 des droits dans le monde : Montée de la violence et de la répression à l'encontre des travailleurs* Récupéré depuis le site <https://www.ituc-csi.org/indice-csi-2017-des-droits-dans-le>
- 79 Ibid.
- 80 D. Sarosi (2017), *Tourism's Dirty Secret: The exploitation of hotel housekeepers*. Oxfam Canada.
- 81 Pour plus d'informations sur le concept d'économie centrée sur l'humain, reportez-vous à D. Hardoon (2017), *Une économie au service des 99% : Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés*,
<https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>
- 82 C. Rosen et M. Quarrey (1987), *How Well is Employee Ownership Working?* *Harvard Business Review*. <https://hbr.org/1987/09/how-well-is-employee-ownership-working>
- 83 J. Martinez-Vazquez, B. Moreno-Dodson et V. Vulovic (2012), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a large panel of countries*. International Center for Public Policy, document de travail 12/25.
<https://scholarworks.gsu.edu/icepp/77/>, <https://doi.org/10.2139/ssrn.2188608>
- 84 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam.
- 85 L'indice de Palma divise le revenu des 10 % les plus riches de la population par le revenu des 40 % les plus pauvres. Oxfam recommande que les États visent un indice de Palma ne dépassant pas 1.
- 86 L'objectif numéro dix des Objectifs de développement durable est de réduire les inégalités entre les pays et au sein des pays. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>
- 87 Cela doit inclure des données sur l'impôt sur les revenus et la taxe foncière ; des données sur les marchés des biens immobiliers et de luxe ; des données sur les sociétés de gestion de fortune ; et des enquêtes salariales menées auprès des entreprises. Ces données doivent

- être ventilées en fonction du sexe, de l'âge, de la profession, de la région et, le cas échéant, de l'origine ethnique.
- 88 Nations unies (2011), *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*. Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf
- 89 Cela doit inclure tous les éléments de rémunération, y compris les avantages, les stock options, etc.
- 90 Conformément aux conventions de l'OIT 102 (http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C102) et 202 (http://www.ilo.org/secsoc/areas-of-work/legal-advice/WCMS_206135/lang--fr/index.htm)
- 91 Il conviendra alors d'envisager comment garantir que tous les pays puissent tenir leurs engagements pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), réduire leur dépendance vis-à-vis de la fiscalité régressive et renforcer efficacement leurs dépenses publiques, contribuant ainsi à combler le fossé des inégalités.
- 92 E. Sahan (2017), *Oxfam's Future of Business Initiative: Promoting equitable businesses and fourth sector development*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/oxfams-future-business-initiative>
- 93 Café Direct. <https://www.cafedirect.co.uk/about/>
- 94 Principes d'autonomisation des femmes <http://www.weprinciples.org/>
- 95 OIT *Conventions et recommandations*. <http://www.ilo.org/global/standards/introduction-to-international-labour-standards/conventions-and-recommendations/lang--fr/index.htm>
- 96 Pour plus de détails sur les calculs d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 97 Forbes (2017), *The World's Billionaires. 2017 Ranking*. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>. Récupéré le 7 septembre 2017 depuis le site
- 98 Ibid.
- 99 Source : estimations de l'OIT d'après des sources nationales officielles telles qu'enregistrées dans la base de données de l'OIT sur les salaires dans le monde. OIT (2016) *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : les inégalités salariales au travail*. http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_545416/lang--fr/index.htm
- 100 Source : estimations de l'OIT d'après des sources nationales officielles telles qu'enregistrées dans la base de données de l'OIT sur les salaires dans le monde. OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : Les inégalités salariales au travail*. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2016/lang--fr/index.htm>
- 101 Credit Suisse (2017), *Global Wealth Databook 2017*.
- 102 McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth*. <https://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>.
- 103 Credit Suisse (2017), *Global Wealth Databook 2017*.
- 104 Ibid.
- 105 E. Mayah, C. Mariotti, CE Mere et C. Okwudili Odo (2017), *Inequality in Nigeria: Exploring the drivers*.
- 106 L. Gibson et D. Widiastuti (2017), *Towards a more equal Indonesia*.
- 107 R. Neate (8 novembre 2017), *Bill Gates, Jeff Bezos and Warren Buffett are wealthier than poorest half of US*.
- 108 Oxfam Brésil, *Brazil: extreme inequality in numbers*.
- 109 Deux de ces études (celles de Brookings et de la base de données World Incomes Database) sont décrites dans le présent document.
- 110 M. Székely et M. Hilgert (2007), *What's Behind the Inequality We Measure? An Investigation Using Latin American Data*. *Oxford Development Studies*. 35:2, pp. 197–217. <https://doi.org/10.1080/13600810701427626>
- 111 L. Chandy et B. Seidel (2017), *How much do we really know about inequality within countries around the world? Adjusting Gini coefficients for missing top incomes*. Brookings. <https://www.brookings.edu/opinions/how-much-do-we-really-know-about-inequality-within-countries-around-the-world/>. Dernière visite le 7 septembre 2017.

- 112 Ces conclusions sont en phase avec d'autres études visant à corriger ce biais en s'appuyant sur les informations fiscales disponibles au Mexique dans J. Santaella, G. Leyva et A. Bustos (2017), *Animal Político*. Disponible en ligne sur : <http://www.nexos.com.mx/?p=33425>.
- 113 B. Milanovic (2017), *Figuring out various income inequalities: what can they tell us?* Global Inequality blog. <http://glineq.blogspot.mx/2017/10/figuring-out-various-income.html>.
- 114 Banque mondiale (2016), *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*. Washington, DC. Disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity> <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0958-3>
- 115 C. Lakner et B. Milanovic (2016), *Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession*. Washington, DC. *World Bank Economic Review*. 30 (2): 203-32. <https://doi.org/10.1093/wber/lhv039>
- 116 Voir par exemple : L. Kawa (27 juin 2016), *Get Ready to See This Globalization 'Elephant Chart' Over and Over Again*. Bloomberg Markets. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-06-27/get-ready-to-see-this-globalization-elephant-chart-over-and-over-again>
- 117 B. Milanovic (2016), *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*. Harvard University Press. Cambridge, MA. <https://doi.org/10.4159/9780674969797>
- 118 P. Segal et S. Anand (2014), *The Global Distribution of Income*. Dans : A. B. Atkinson et F. Bourguignon (eds) (2014), *Handbook of Income Distribution*. Amsterdam : Elsevier.
- 119 F. Alvaredo, et al. (2017), *World Wealth and Income Database*. Série. Dernière visite le 7 septembre 2017. <http://wid.world/fr/donnees/>.
- 120 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *The World Inequality Report 2018*.
- 121 A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*. <http://gabriel-zucman.eu/files/AJZ2017.pdf> <https://doi.org/10.3386/w23772>
- 122 R. Wilkinson et K. Pickett (2009), *The Spirit Level: Why Greater Equality Makes Societies Stronger*. Bloomsbury Press.
- 123 A. Berg et J. Ostry (2011), *Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?* <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>. Note de discussion du personnel du FMI SDN/11/08.
- 124 J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), *Redistribution, Inequality, and Growth*. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>. Note de discussion du personnel du FMI SDN/14/2.
- 125 F. Grigoli et A. Robles (2017), *Inequality Overhang*. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/03/28/Inequality-Overhang-44774>. Document de travail du FMI WP/17/76.
- 126 Ibid.
- 127 Calculs de l'auteur dans Stata d'après : F. Solt (2017), *Using the Standardized World Income Inequality Database*. University de l'Iowa, 2017. Le coefficient de Gini a été calculé avant et après impôts et transferts. D'après les informations les plus récentes de la base de données Standardized World Income Inequality Database (SWIID – version 6.1), 11 pays présentaient un coefficient de Gini inférieur à 0,27 en 2014 (l'année la plus récente qui incluait le plus grand éventail de pays, 93) : Biélorussie, Belgique, Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Slovaquie, Suède et Ukraine.
- 128 C. Doss, et al (2013), *Gender inequalities in ownership and control of land in Africa: Myths versus reality*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/127957>
- 129 J. Lewis (2015), *Another View of the Gender Earnings Gap*. US Census Bureau.
- 130 Banque mondiale (2016), *Women, Business and the Law 2016: Getting to Equal*. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/455971467992805787/Women-business-and-the-law-2016-getting-to-equal>
- 131 Ibid.
- 132 La bibliothèque de la Chambre des communes au Royaume-Uni a estimé en 2016 que d'après l'évolution des systèmes d'imposition et d'allocations depuis 2010, le poids de l'austérité a coûté aux femmes un total de 79 milliards de livres sterling depuis 2010, contre 13 milliards de livres sterling pour les hommes.

- 133 C. Gonzales, J-C Sonali, K. Kalpana, M. Newiak, et T. Zeinullayev (2015), *Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality*. Note de discussion du personnel du FMI SDN/15/20. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Catalyst-for-Change-Empowering-Women-and-Tackling-Income-Inequality-43346> <https://doi.org/10.5089/9781513533384.006>
- 134 Nations unies (16 octobre 2009), *Rising inequality, precarious jobs threaten progress in Eastern Europe and Central Asia – UN*. Centre d'actualités de l'ONU. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=55274-.Wfnu-lvWzIU>
- 135 National Institute for Statistics and Information (2016), *The Cost of Unpaid Care* (en espagnol) <http://www.unfpa.org.pe/publicaciones/publicacionesperu/CUENTA%20SATELITE%20DEL%20TRABAJO%20NO%20REMUNERADO.pdf>
- 136 R. Antonopoulos et R. Hirway (eds) (2009), *Unpaid work and the economy: gender, time use and poverty* Palgrave Macmillan
- 137 Une explication complète du sondage et de sa méthodologie est fournie dans la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 138 Les autres réponses proposées étaient la stagnation ou la réduction de l'impôt.
- 139 Christine Lagarde (2017), *Les fruits de la croissance : réformes économiques et réduction des inégalités*. Blog du FMI. 26 janvier 2017. Dernière visite le : 4 septembre 2017. <http://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/012617f.htm>
- 140 PNUD (2015), Objectifs de développement durable. Cibles de l'Objectif 10. Dernière visite le 4 septembre 2017. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-10-reduced-inequalities/targets.html>.
- 141 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam.
- 142 R. Teague Beckwith (8 juin 2016), *Read Donald Trump's Subdued Victory Speech After Winning New Jersey*. <http://time.com/4360872/donald-trump-new-jersey-victory-speech-transcript/>.
- 143 N. Burleigh (4 mai 2017), *Meet the billionaires who run Trump's Government*. *Newsweek*.
- 144 T. Lubhy (26 juin 2017), *Senate health care bill gives \$250,000 gift to the mega-rich*. CNN Money. <http://money.cnn.com/2017/06/26/news/economy/senate-health-care-bill-rich/index.html>.
- 145 Déclaration de son Excellence Muhammadu Buhari, président de la République fédérale du Nigeria. M. Buhari, New York : Nations unies (2017), débat général de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies.
- 146 E. Mayah, C. Mariotti, CE Mere et C. Okwudili Odo (2017), *Inequality in Nigeria: Exploring the drivers*.
- 147 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam.
- 148 Ibid, page 29.
- 149 Ibid.
- 150 Banque mondiale (2016), *Investing in the Education Market: Strengthening Private Schools for the Rural Poor*. Dernière visite le 4 septembre 2017. <http://www.worldbank.org/en/programs/sief-trust-fund/brief/investing-in-the-education-market-strengthening-private-schools-for-the-rural-poor>.
- 151 S. Jespersen (2016), *The IFC and Tax Havens: The Need to support more responsible corporate tax behaviour*. Oxfam International. Dernière visite le 10 novembre 2017. <https://www.oxfam.org/en/research/ifc-and-tax-havens>
- 152 Voir par exemple J. Ostry, et al. (2014), *Redistribution, Inequality and Growth*. Note de discussion du personnel du FMI ; ou F. Jaumotte et C. Osario Bultron (2015), *Power from The People*. FMI *Finances & Développement*. 52:1.
- 153 C. Mariotti, N. Galasso et N. Daar (2017), *Great Expectations: Is the IMF turning words into action on inequality?* Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/great-expectations-is-the-imf-turning-words-into-action-on-inequality-620349>
- 154 Civicus (2017), *State of Civil Society Report*. <http://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2017>

- 155 B. Milanovic (2017), *Figuring out various income inequalities: what can they tell us?* Global Inequality blog.
- 156 C. Lakner (2016), *Global Inequality: The Implications of Thomas Piketty's Capital in the 21st Century*. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/323831470153290439/Global-inequality-the-implications-of-Thomas-Piketys-capital-in-the-21st-century> . <https://doi.org/10.1596/1813-9450-7776>
- 157 B. Milanovic (2017), *Figuring out various income inequalities: what can they tell us?* Global Inequality blog.
- 158 FMI (2017), *Moniteur des finances publiques : Lutte contre les inégalités*.
<https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2017/10/05/fiscal-monitor-october-2017>
- 159 R. Fuentes-Nieva et N. Galasso (2014), *En finir avec les inégalités extrêmes : Confiscation politique et inégalités économiques*. Oxfam. <http://www.oxfam.org/fr/rapports/en-finir-avec-les-inegalites-extremes>
- 160 C. Lakner (2016), *Global Inequality: The Implications of Thomas Piketty's Capital in the 21st Century*.
- 161 Credit Suisse (2017), *Global Wealth Databook 2017*.
- 162 FMI (2017), *Moniteur des finances publiques : Lutte contre les inégalités*.
- 163 T. Piketty (2014), *Le capital au XXIe siècle*. Harvard University Press.
- 164 C. Lakner (2016), *Global Inequality: The Implications of Thomas Piketty's Capital in the 21st Century*.
- 165 Ibid.
- 166 Voir par exemple : F. Nelson (2017), *What Oxfam won't tell you about capitalism and poverty*. *The Spectator* Coffee House blog. <https://blogs.spectator.co.uk/2017/01/oxfam-wont-tell-capitalism-poverty/>.
- 167 Voir par exemple : B. Southwood (2017), *Oxfam is wrong to imply free markets make the rich richer at the poor's expense*. *City A.M.*
- 168 D. Hardoon et J. Slater (2015), *Inequality and the end of extreme poverty*.
- 169 PNUD (2016), *Progreso multidimensional: bienestar más allá del ingreso*.
<http://www.redetis.iipe.unesco.org/publicaciones/progreso-multidimensional-bienestar-mas-alla-del-ingreso/#.WigdkVVI-Uk>
- 170 J. Faieta (2017), *Who is Latin America and the Caribbean leaving behind?* Blog Our Perspectives, Programme des Nations unies pour le développement
<http://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2017/8/23/-A-qui-n-est-n-dejando-atr-s-America-Latina-y-el-Caribe-Jessica-Faieta.html>.
- 171 R. Kochhar (2015), *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*. Pew Research Center.
- 172 D. Gardener et J. Burnley (2015), *Made in Myanmar: Entrenched Poverty or Decent Jobs for Garment Workers?* Oxfam.
- 173 A. Wagstaff (2003), *Child health on a dollar a day: some tentative cross-country comparisons*. *Social Science and Medicine*. Vol. 57, numéro 9, novembre 2003. Pages 1529–1538. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953602005555>
[https://doi.org/10.1016/S0277-9536\(02\)00555-5](https://doi.org/10.1016/S0277-9536(02)00555-5)
- 174 Banque mondiale/OMS (2015), Chapitre 19 : *Health Care Payments and Poverty*. *Tracking Universal Healthcare*. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale.
<http://siteresources.worldbank.org/INTPAH/Resources/Publications/459843-1195594469249/HealthEquityCh19.pdf>
- 175 C. Hoy et E. Samman (2015), *What if growth had been as good for the poor as everyone else?* Overseas Development Institute Récupéré le 5 septembre 2017 depuis le site <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9655.pdf>.
- 176 F. Bourguignon (2004), *The Poverty-Growth-Inequality Triangle*. Banque mondiale.
http://siteresources.worldbank.org/INTPGI/Resources/342674-1206111890151/15185_ICRIER_paper-final.pdf.
- 177 F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2017), *The World Inequality Report 2018*.
- 178 D. Woodward (2015), *Incrementum ad Absurdum: Global Growth, Inequality and Poverty Eradication in a Carbon-Constrained World*. *World Social and Economic Review*.

- 179 M. Ravallion (2017), *Poverty Reduction Strategies*. New York : Discours d'ouverture devant la Commission du développement social, Nations unies, 2017.
- 180 Banque mondiale (2016), Note de couverture du rapport de la Commission sur la pauvreté dans le monde.
- 181 D. Jolliffe et E. Prydz (2016), *Estimating international poverty lines from comparable national thresholds*. *Journal of Economic Inequality* 14, pp. 185–198. <https://doi.org/10.1007/s10888-016-9327-5>
- 182 P. Edwards (2006), *The Ethical Poverty Line: A moral quantification of absolute poverty*. *Third World Quarterly*, 2006, Vol. 27. N° 2 (2006), pages 377–93.
- 183 J. Hickel (2017), *The Divide: A Brief Guide to Global Inequality and its Solutions*. William Heinemann. New Hampshire, États-Unis.
- 184 N. Bunker (2017), *Is declining competition causing low US business investment growth?* Washington Center for Economic Growth. <http://equitablegrowth.org/equitablog/value-added/is-declining-competition-causing-slow-u-s-business-investment-growth/>
- 185 D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth is Not Merited*. Oxfam.
- 186 Forbes The World's Billionaires. 2017 Ranking. [en ligne] 2017.
- 187 OCDE (2012), *OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico*. Publication de l'OCDE. <http://www.oecd.org/sti/ieconomy/oecdreviewoftelecommunicationpolicyandregulationinmexico.htm>
- 188 Grupo Carso. Divisiones Industriales. Dernière visite en novembre 2017. Disponible en ligne sur : http://www.carso.com.mx/ES/Paginas/grupo_carso.aspx.
- 189 Calculs réalisés par les auteur-e-s. L'ampleur de l'augmentation de son patrimoine provient de Forbes (2017), The World's Billionaires. 2017 Ranking. Dernière visite le 7 septembre 2017. <https://www.forbes.com/billionaires/list/>. Le taux de change était de 18,89 pesos par dollar, d'après un taux fixe mensuel moyen de janvier à novembre 2017 disponible sur la base de données de la Banque du Mexique (<http://www.banxico.org.mx/SieInternet/consultarDirectorioInternetAction.do?sector=6&accion=consultarCuadro&idCuadro=CF86&locale=es>). La valeur du salaire minimum provient de la Commission nationale sur le salaire minimum (<https://www.gob.mx/conasami/articulos/nuevo-salario-minimo-general-88-36-pesos-diaros?idiom=es>). (<https://www.gob.mx/conasami/articulos/nuevo-salario-minimo-general-88-36-pesos-diaros?idiom=es>).
- 190 *The Economist* (15 mars 2014), *Planet Plutocrat: The countries where politically-connected businessmen are most likely to prosper*. <https://www.economist.com/news/international/21599041-countries-where-politically-connected-businessmen-are-most-likely-prosper-planet>.
- 191 T. Piketty (2014), *Le capital au XXIe siècle*. Harvard University Press.
- 192 Ibid.
- 193 *Manager Magazin* (22 octobre 2017), *Eine Milliarde Euro Dividende für die Quandts*. <http://www.manager-magazin.de/finanzen/artikel/bmw-eine-milliarde-euro-fuer-stefan-quandt-und-susanne-klatten-a-1139896.html> (en allemand). Susanne Klatten possède une fortune estimée à environ 24 milliards d'euros et se classe n° 38 sur la liste Forbes : <https://www.forbes.com/profile/susanne-klatten/>. La fortune de Stefan Quandt est estimée à 20,4 milliards d'euros, ce qui le place au 47e rang : <https://www.forbes.com/profile/stefan-quandt/>.
- 194 Si les dynasties industrielles peuvent s'estomper grâce à la fiscalité, la philanthropie, des dépenses extravagantes et le partage des biens patrimoniaux entre frères et sœurs, il n'en reste pas moins qu'un tiers de la richesse extrême dans le monde est détenue par des héritières et des héritiers. Références pour les deux arguments : 1) R. Arnott, W. Bernstein et L. Wu (2015), *The Rich Get Poorer: The Myth of Dynastic Wealth*. *Cato Journal* Vol. 35 N° 3 ; et 2) D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth is Not Merited*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-wealth-not-merited>
- 195 PWC (2016), *Billionaires Insights 2016: Are billionaires feeling the pressure?*
- 196 C. Doss et al. (2013), *Gender inequalities in ownership and control of land in Africa: Myths versus reality*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- 197 Cette estimation se base sur une répartition de l'économie dans quatre catégories : industries exposées au pouvoir monopolistique, industries exposées à la connivence, industries concurrentielles et industries publiques. Rapporté à leur taille, les industries exposées au pouvoir monopolistique et à la connivence génèrent en effet un plus grand

- nombre de milliardaires partis de rien que les autres industries. En excluant les fortunes héritées et si les industries exposées au pouvoir monopolistique et à la connivence généraient des milliardaires au même rythme que les industries concurrentielles, la fortune des milliardaires dans le monde n'atteindrait qu'un tiers de son niveau actuel.
- 198 A. Krueger (2015), *The great utility of the Great Gatsby Curve*. Brookings Institute. <https://www.brookings.edu/blog/social-mobility-memos/2015/05/19/the-great-utility-of-the-great-gatsby-curve/>.
- 199 OCDE (2010), *A Family Affair: Intergenerational Social Mobility across OECD countries. Economic Policy Reforms: Going for Growth 2010*. Publication de l'OCDE, 2010, pp. 181–198.
- 200 Ibid.
- 201 R. Haskins, J. B. Isaacs, I. V. Sawhill (2008), *Getting Ahead or Losing Ground: Economic Mobility in America*. Brookings Institute. <https://www.brookings.edu/research/getting-ahead-or-losing-ground-economic-mobility-in-america/>
- 202 Banque mondiale (2017), *Fair Progress? Educational Mobility Around the Globe*. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale. [il s'agit d'un aperçu d'un ouvrage qui paraîtra en mars 2018.] <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28428>
- 203 D. Wearing (22 mai 2014), *Where's the Worst Place to be a Worker? Most of the World*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/may/22/worker-world-index-employment-rights-inequality>
- 204 OIT, *Working with the ILO – Decent Work and System Wide Coherence*. Récupéré depuis le site www.rconline.undg.org/wp-content/uploads/2011/11/RC_brochure_Final_WEB_Feb111.pdf
- 205 OIT (2015), *Rapport mondial sur les salaires 2014/15 : Salaires et inégalités de revenus*.
- 206 Par ailleurs, la Banque mondiale a récemment souligné le rôle important des salaires et des marchés du travail dans la réduction des inégalités et de la pauvreté. Banque mondiale (2016), *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*. Récupéré le 1er novembre 2017 depuis le site <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25078/9781464809583.pdf>
- 207 OIT (2015), *Rapport mondial sur les salaires 2014/15 : Salaires et inégalités de revenus*, (page 33).
- 208 Ibid (page 29).
- 209 Voir par exemple : Martin Wolf *Global elites must heed the warning of populist rage* <https://www.ft.com/content/54f0f5c6-4d05-11e6-88c5-db83e98a590a> [paywall]
- 210 N. Hanauer (juillet/août 2014), *The Pitchforks Are Coming... For Us Plutocrats*. *Politico Magazine*. Récupéré depuis le site <https://www.politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014>
- 211 Nestlé cuts Africa workforce as middle class growth disappoints <https://www.ft.com/content/de2aa98e-1360-11e5-ad26-00144feabdc0> [paywall]
- 212 The Economist (7 septembre 2013), *The origins of the financial: Crisis crash course*. Récupéré depuis le site <https://www.economist.com/news/schoolsbrief/21584534-effects-financial-crisis-are-still-being-felt-five-years-article>
- 213 Bien que l'analyse de la répartition fonctionnelle des revenus soit sujette à des problèmes de mesure, les différentes approches utilisées pour évaluer la part du travail démontrent que : « *au cours des dernières décennies, la part du travail a oscillé considérablement dans les pays, avec un déclin généralisé dans le temps, notamment dans les pays industrialisés* », dans M. Guerriero (2012), *The Labour Share of Income around the World. Evidence from a Panel Dataset*. Papier préparé dans le cadre de la 4e conférence internationale sur le développement économique du GREThA/GRES ayant pour thème « Inequalities and Development: new challenges, new measurements? » (Inégalités et développement: nouveaux défis, nouvelles mesures ?) Université de Bordeaux, France, 13-15 juin 2012, récupéré depuis le site <http://piketty.pse.ens.fr/files/Guerriero2012.pdf>
- 214 OIT (2017), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 : Protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de développement durable*. Récupéré le 29 novembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_605074/lang--fr/index.htm
- 215 Voir FMI (2015), Document politique, *Fiscal Policy and Long-Term Growth*. Récupéré le 10 novembre 2017 depuis le site <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2015/042015.pdf> ; et chapitre 3 dans FMI (2016), *Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop*

- faible depuis trop longtemps*. Récupéré depuis le site <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2016/01/pdf/sumf.pdf>
- 216 F. Jaumotte et C. Osorio Buitron (2015), *Inequality and Labour Market Institutions*. Note de discussion du FMI 15/14 (juillet 2015). Récupéré le 20 octobre 2017 depuis le site <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1514.pdf>
- 217 F. Jaumotte et C. Osorio Buitron (2015), *Inequality and Labour Market Institutions*, et L. Mishel et M. Walters (2003), *How Unions help all Workers*.
- 218 Depuis la première publication de cette étude de cas par Oxfam Australie, les marques H&M et Wesfarmers (dont Target Australia) ont réagi de manière constructive au rapport de campagne d'Oxfam Australie, accueillant favorablement le rapport et soulignant l'importance des négociations salariales collectives et la nécessité pour les marques de confection de faire preuve de bonnes pratiques commerciales. Oxfam continue d'appeler H&M, Target Australia et d'autres marques à prendre des engagements clairs et définis dans le temps pour garantir des salaires décents le long de leur chaîne d'approvisionnement.
- 219 S.N. Emran et J. Kyriacou (2017), *What She Makes, power and Prosperity in the Fashion industry*. Récupéré le 1er novembre 2017 depuis le site http://whatshemakes.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2017/10/Living-Wage-Media-Report_WEB.pdf
- 220 Gallup et OIT (2017), *Vers un meilleur avenir pour les femmes au travail : Ce qu'en pensent les femmes et les hommes*. Récupéré le 10 octobre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_607486.pdf
- 221 OIT (2016), *Les femmes au travail : Tendances 2016*. Récupéré le 15 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_483203.pdf
- 222 Forum économique mondial (2017), *The Global Gender Gap Report 2017*. Récupéré le 20 octobre 2017 depuis le site http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2017.pdf
- 223 R. Antonopoulos (2009), *The Unpaid Case Work-Paid Work Connection*. Policy Integration and Statistics Department, Working Paper No. 86. Récupéré le 12 octobre 2017 depuis le site <http://www.women.gov.za/images/ILOWorkingPaper86May2009wcms119142.pdf>
- 224 F. Rhodes (2016), *Les femmes et les 1 %*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/les-femmes-et-les-1> ; et F. Rhodes (2017), *Une économie au service des femmes*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-femmes>
- 225 Ibid.
- 226 P. Warr et J. Menon (2015), *Cambodia's Special Economic Zones*. ADB economics working paper series No. 459, October 2015. Récupéré le 12 novembre 2017 depuis le site <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/175236/ewp-459.pdf>. Cette expression a été utilisée pour la première fois par D. Elson et R. Pearson (1981). 'Nimble Fingers Make Cheap Workers': *An Analysis of Women's Employment in Third World Export Manufacturing*. *Feminist Review*, (7), 87–107. Récupéré le 27 septembre 2017 depuis le site https://www.researchgate.net/profile/Ruth_Pearson2/publication/270855620_%27Nimble_Fingers_Make_Cheap_Workers%27_An_Analysis_of_Women%27s_Employment_in_Third_World_Export_Manufacturing/links/5654385608aefe619b19bddf/Nimble-Fingers-Make-Cheap-Workers-An-Analysis-of-Womens-Employment-in-Third-World-Export-Manufacturing.pdf
- 227 G. N. Chaison et P. Andiappan (1989), *An Analysis of the Barriers to Women Becoming Local Union Officers*. *Journal of Labor Research*. June 1989, Volume 10, Issue 2, 149–162. <https://doi.org/10.1007/BF02685261>
- 228 Groupe de la Banque mondiale (2015), *Women, Business and the Law 2016: Getting to Equal*. Récupéré le 12 octobre 2017 depuis le site <http://wbl.worldbank.org/~media/WBG/WBL/Documents/Reports/2016/Women-Business-and-the-Law-2016.pdf> <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0677-3>
- 229 Voir par exemple D. Sands (2012), *The Impact of Austerity on Women*. Fawcett Society Briefing: March 2012. Récupéré le 15 octobre 2017 depuis le site <https://www.fawcettsociety.org.uk/Handlers/Download.ashx?IDMF=f61c3b7e-b0d9-4968-baf6-e3fa0ef7d17f>
- 230 F. Rhodes (2017), *Une économie au service des femmes*. Oxfam.
- 231 Oxfam Amérique (2015), *Lives on the Line: The Human Cost of Cheap Chicken*.
- 232 A. Castaneda et al. (2017), *Who are the Poor in the Developing World?* Document de travail de la Banque mondiale sur la recherche sur les politiques 7844. Récupéré le

- 25 septembre 2017 depuis le site
<http://documents.worldbank.org/curated/en/187011475416542282/pdf/WPS7844.pdf>
- 233 Baromètre du cacao 2015 (2015), Récupéré le 24 octobre 2017 depuis le site
http://www.cocoabarometer.org/International_files/Cocoa%20Barometer%202015%20xFrench.pdf
- 234 Fairtrade International (2013), *Powering up Smallholder Farmers to Make Food Fair*. page 25 Récupéré le 4 avril 2016 depuis le site
https://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/2009/news/2013-05-Fairtrade_Smallholder_Report_FairtradeInternational.pdf
- 235 Ibid.
- 236 FAO (2014), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014 : Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation*. Récupéré le 10 octobre 2017 depuis le site
<http://www.fao.org/3/a-i4040f.pdf>
- 237 Pew Research Center (8 juillet 2015), *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*. Récupéré depuis le site <http://www.pewglobal.org/2015/07/08/a-global-middle-class-is-more-promise-than-reality/>
- 238 OIT (2017), *Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2017* et OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : Les inégalités salariales au travail*.
- 239 OIT (2017), *Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2017*.
- 240 Ibid. Depuis 1999, la croissance de la productivité de la main-d'œuvre dans ce groupe de pays dépasse systématiquement la hausse des salaires. D'autres ont démontré une tendance similaire dans les pays en développement, révélant un phénomène global qui touche aussi bien les pays riches que les pays pauvres. Pour les années 1995–2014, l'OIT (2017) a étudié 133 pays et a conclu que « 91 ont connu un déclin, 32 une augmentation et 10 une stabilité de la part du travail ».
- 241 OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : Les inégalités salariales au travail*.
- 242 Economic Policy Institute (2015), *Collective Bargaining's Erosion Has Undercut Wage Growth and Fueled Inequality*. EPI Fact Sheet. Récupéré le 3 septembre 2017 depuis le site http://www.epi.org/files/2015/factsheet_80229.pdf
- 243 L. Alderman et S. Greenhouse (27 octobre 2014), *Living Wages, Rarity for U.S. Fast-Food Workers, Served Up in Denmark*. *The New York Times*. Récupéré le 8 septembre 2017 depuis le site http://www.nytimes.com/2014/10/28/business/international/living-wages-served-in-denmark-fast-food-restaurants.html?_r=2. Les chiffres sont indiqués en PPA.
- 244 Il existe différentes méthodologies pour calculer le salaire décent, comme détaillé dans Oxfam Australie (2017), *A Sewing Kit for Living Wages*.
- 245 Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (17 février 2015), *Guatemala New Low Minimum Wage "Setback on Sustainable Development" – UN Rights Experts*. Récupéré le 1er novembre 2017 depuis le site <http://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15575&LangID=e>
- 246 _ R. Wilshaw et al. (2015), *In Work But Trapped in Poverty. A Summary of Five Studies Conducted by Oxfam, with Updates on Progress Along the Road to A Living Wage*.
- 247 L'Asia Floor Wage Alliance propose « un salaire décent pour les ouvrières et les ouvriers du textile de toute l'Asie suffisant pour en vivre. D'après certains facteurs communs dont la taille du foyer à soutenir, les besoins nutritionnels de base d'une ouvrière ou d'un ouvrier et des personnes qui en dépendent ainsi que de leurs autres besoins base comme les soins de santé et l'éducation » (<https://cleanclothes.org/livingwage/what-is-the-asia-floor-wage>). Cette initiative a été critiquée car elle s'est faite sans consultation des syndicats et des organisations de travailleuses et de travailleurs. La CSI déploie d'autres initiatives similaires en faveur de salaires décents à travers le monde. Voir : <https://www.ituc-csi.org/wagescampaign>
- 248 Asia Floor Wage. *Living Wage versus Minimum Wage*. Récupéré depuis le site <http://asia.floorwage.org/living-wage-versus-minimum-wage>
- 249 F. Rhodes (2017), *Une économie au service des femmes*. Oxfam.
- 250 Informations recueillies par la CSI pour sa campagne en Amérique latine « *Cerrar la brecha – Salario digno* » d'après les statistiques sur les salaires minimum issues de sources nationales et de la CEPALC. Selon les dernières données disponibles (2014), au Guatemala et au Honduras, plus de la moitié de la main-d'œuvre occupant un emploi formel (salié-e-s) est encore pauvre (59 % et 54 %, respectivement). Voir *Salario Mínimo En Países*

- Seleccionados de América Latina*, récupéré depuis le site https://www.ituc-csi.org/IMG/zip/wage_floor_forum_panama.zip
- 251 Ibid.
- 252 Informations recueillies par la CSI pour sa campagne en Afrique, « 100% Africa – Dignity, Value, Wages ». Voir https://www.ituc-csi.org/IMG/zip/wage_floor_forum_africa.zip
- 253 Voir V. Ahiuma-Young (10 avril 2017), *N56,000 Minimum Wage Achievable – Wabba*. Récupéré le 15 novembre 2017 depuis le site <http://www.vanguardngr.com/2017/04/n56000-minimum-wage-achievable-wabba/>
- 254 Voir J. d'Amour Mbonyinshuti (1er mai 2017), *Rwanda: Labour Day – Fresh Push for Minimum Wage*. Récupéré le 15 novembre 2017 depuis le site <http://allafrica.com/stories/201705010030.html>
- 255 Oxfam Australie (2017), *A Sewing Kit for Living Wages*.
- 256 Oxfam Amérique (2015), *Lives on the Line: The Human Cost of Cheap Chicken*.
- 257 OIT, Figures and Statistics on Labour Inspection Systems. Récupéré depuis le site http://www.ilo.org/labadmin/info/WCMS_141079/lang--en/index.htm
- 258 Voir Banque mondiale (2015), *Working to End Poverty in Latin America and the Caribbean: Workers, Jobs, and Wages. Document de la Banque mondiale (juin 2015)*. Récupéré le 28 septembre 2017 depuis le site <http://documents.worldbank.org/curated/en/612441468196449946/pdf/97209-REVISED-WP-PUBLIC-Box394816B.pdf>
- 259 OIT (2012), *Le développement rural par le travail décent : Traiter l'informalité pour le développement rural*. Notes d'orientation rurale. Récupéré le 15 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_182738.pdf
- 260 D'après l'OIT, les travailleurs en situation d'emploi vulnérable se définissent comme « le total des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés. Ils sont moins susceptibles d'être en possession d'un contrat de travail formel et risquent donc davantage d'être privés de conditions de travail décentes, d'une sécurité sociale appropriée et de moyens de se "faire entendre" par le biais de syndicats et d'organisations similaires. L'emploi vulnérable se caractérise souvent par une rémunération insuffisante, une faible productivité, des conditions de travail difficiles et un manque de respect des droits fondamentaux au travail ». *Hausse de l'emploi vulnérable et de la pauvreté en 2009, Interview avec le chef de l'Unité des tendances de l'emploi du BIT*. Récupéré le 8 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_120472/lang--fr/index.htm
- 261 OIT (2013), *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture* (seconde édition). Récupéré le 2 novembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_234413.pdf
- 262 OIT (2013), *La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*. Conférence internationale du Travail, 103e session, 2014, Rapport V (1). Récupéré le 4 octobre 2017 depuis http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_218501.pdf
- 263 J. Jütting et J. de Laiglesia (2009), *L'emploi informel dans les pays en développement : Une normalité indépassable ?* Publication de l'OCDE, Paris. Récupéré le 11 septembre 2017 depuis le site <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059269-fr>
- 264 Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies pour l'autonomisation économique des femmes (2016), *Improving Pay and Working Conditions from the Perspective of the Informal Economy. A Policy Brief for the UN Secretary-General's High-Level Panel on Women's Economic Empowerment*. Récupéré le 26 septembre 2017 depuis le site <http://www.wiego.org/sites/default/files/resources/files/WIEGO-pay-working-conditions.pdf>
- 265 OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*. Récupéré le 25 septembre 2017 depuis le site <http://www.oecd.org/fr/social/tous-concernes-pourquoi-moins-d-inegalite-profite-a-tous-9789264235519-fr.htm>
- 266 When your boss is an algorithm <https://www.ft.com/content/88fdc58e-754f-11e6-b60a-de4532d5ea35> [paywall]
- 267 J. Benach. et al. (2014), *Precaious Employment: Understanding an Emerging Social Determinant of Health*. Annual Review of Public Health. 2014; 35, 229–53. <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-032013-182500>

- 268 L. Mishel et M. Walters (2003), *How Unions Help All Workers*. Economic Policy Institute Briefing Paper #143. Récupéré le 27 août 2017 depuis le site <http://www.epi.org/files/page/-/old/briefingpapers/143/bp143.pdf>
- 269 FMI (2017), *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2017 : Un nouvel élan ?* Récupéré le 26 octobre 2017 depuis le site <http://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2017/04/04/world-economic-outlook-april-2017>
- 270 Ibid.
- 271 CSI (2017), *Indice CSI 2017 des droits dans le monde : Montée de la violence et de la répression à l'encontre des travailleurs*. Récupéré depuis le site <https://www.ituc-csi.org/indice-csi-2017-des-droits-dans-le>
- 272 Oxfam Canada (2017), *Tourism's Dirty Secret: The Exploitation of Hotel Housekeepers*. Oxfam Canada.
- 273 OIT (2015), *Extending Labour Inspection to the Informal Economy: A Trainer's Handbook*. Récupéré le 9 octobre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---safework/documents/instructionalmaterial/wcms_422044.pdf
- 274 OIT (2013), *La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*.
- 275 Ceux-ci incluent la Self-Employed Women's Association en Inde et la Fédération Internationale des Travailleurs Domestiques.
- 276 OIT, Sécurité et santé au travail. Récupéré depuis le site <http://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/lang--fr/index.htm>
- 277 Oxfam Canada (2017), *Tourism's Dirty Secret: The Exploitation of Hotel Housekeepers*. Oxfam Canada.
- 278 Ibid.
- 279 D. Gardener et J. Burnley (2015), *Made in Myanmar. Entrenched Poverty or Decent Jobs for Garment Workers?* Document d'information d'Oxfam 209.
- 280 S.N. Emran et J. Kyriacou (2017), *What She Makes: Power and Prosperity in the Fashion industry*.
- 281 De nombreuses personnes en situation de travail forcé sont en servitude pour dettes : elles sont déclarées débitrices envers les personnes pour lesquelles elles travaillent, reçoivent un salaire trop faible pour rembourser la dette et se retrouvent ainsi prises au piège. Selon l'OIT, cela concerne plus de 70 % des adultes en situation de travail forcé dans l'agriculture, le travail domestique ou l'industrie manufacturière. Par ailleurs, 24 % des victimes sont incapables de quitter leur travail car leurs salaires sont retenus ; la menace de violence pèse sur 17 % ; 16 % ont réellement subi des actes violents ; et 12 % ont subi des menaces à l'encontre de membres de leur famille. Voir OIT (2017), *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. Récupéré le 25 octobre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_575479.pdf
- 282 OIT (2017), *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*.
- 283 OIT (2015), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015*.
- 284 Ibid.
- 285 Y. Cho et D. Newhouse (2011), *How Did the Great Recession Affect Different Types of Workers? Evidence from 17 Middle-Income Countries*. IZA Discussion Paper N° 5681.
- 286 OCDE (2014), *Inequality Update. Rising Inequality: Youth and Poor Fall Further Behind*. Insights from the OECD Income Distribution Database, June 2014. Récupéré le 3 novembre 2017 depuis le site <https://www.oecd.org/social/OECD2014-Income-Inequality-Update.pdf>
- 287 OIT (2015), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 Accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes*.
- 288 *The Economist* (27 avril 2013), *Generation Jobless*.
- 289 OIT (20 novembre 2017), *La timide reprise des marchés du travail des jeunes exige une réponse radicale*. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017
- 290 « Selon les normes internationales, le travail des enfants fait référence à des travaux dangereux, exigeant un trop grand nombre d'heures ou réalisés par des enfants trop jeunes. » Voir Alliance 8.7 : <http://www.alliance87.org/2017ge/childlabour>

- 291 OIT (2017), *Global Estimates of Child Labour: Results and trends, 2012–2016*.
- 292 OIT (2013), *Les travailleurs domestiques dans le monde : statistiques mondiales et régionales et étendue de la protection juridique*. Récupéré le 12 octobre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_173363.pdf ; et OIT (2013), *Éliminer le travail des enfants dans le travail domestique et protéger les jeunes travailleurs contre les conditions de travail abusives*. Récupéré le 12 octobre 2017 depuis le site <http://www.ilo.org/ipeinfo/product/download.do?type=document&id=21537>
- 293 OIT (5 septembre 2013), *Convention 189. Entrée en vigueur d'un traité sur les travailleurs domestiques qui fera date*. Récupéré depuis le site http://www.ilo.org/global/standards/information-resources-and-publications/news/WCMS_221018/lang--fr/index.htm
- 294 C189 – Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (Entrée en vigueur : 05 sept. 2013). Récupéré le 30 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C189
- 295 « Domestic work cannot be the only destiny » : entretien avec Creuza Oliveira, présidente de la Fédération nationale des travailleurs domestiques (FENATRAD) du Brésil (26 septembre 2016). Récupéré depuis le site <https://views-voices.oxfam.org.uk/gender/2016/09/domestic-work-cannot-be-the-only-destiny-interview-with-fenatrad/>
- 296 N. Bloom (2017), *Corporations in the Age of Inequality*. *Harvard Business Review*. Récupéré le 2 novembre 2017 depuis le site <https://hbr.org/cover-story/2017/03/corporations-in-the-age-of-inequality>
- 297 *The Economist* (15 septembre 2008), *Core competence*. Récupéré le 2 novembre 2017 depuis le site <http://www.economist.com/node/12231124>
- 298 A. Dube et E. Kaplan (2010), *Does Out Sourcing Reduce Wages in the Low-Wage Service Occupations? Evidence from Janitors and Guards*. *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 63, N° 2 (janvier 2010). Récupéré depuis le site <http://econweb.umd.edu/~kaplan/empiricaloutsourcing.pdf> <https://doi.org/10.1177/001979391006300206>
- 299 N. Irwin (3 septembre 2017), *To Understand Rising Inequality, Consider the Janitors at Two Top Companies, Then and Now*. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2017/09/03/upshot/to-understand-rising-inequality-consider-the-janitors-at-two-top-companies-then-and-now.html>
- 300 R. B. Davies et K. C. Vadlamannati (2013), *A Race to The Bottom in Labour Standards? An Empirical Investigation*. *Journal of Development Economics*. (103) 1–14.
- 301 CSI (2016), *Frontlines Report 2016 – Scandal: Inside the Global Supply Chains of 50 Top Companies*. Récupéré le 28 août 2017 depuis le site https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/pdffrontlines_scandal_en-2.pdf
- 302 Voir OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : Les inégalités salariales au travail* ; et Figure D dans J. Bivens et L. Mishel (2015), *Understanding the Historic Divergence Between Productivity and a Typical Worker's pay. Why It Matters and Why It's Real*. Economic Policy Institute, 2 septembre 2015.
- 303 FMI (2017), *Chapitre 3 : Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu dans Perspectives de l'économie mondiale, avril 2017 : Un nouvel élan ?* Récupéré le 24 août 2017 depuis le site <http://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2017/04/04/world-economic-outlook-april-2017#>
- 304 OCDE (2012), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012*. Récupéré depuis le site http://www.oecd-ilibrary.org/fr/employment/perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde-2012_empl_outlook-2012-fr
- 305 OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17 : Les inégalités salariales au travail*.
- 306 Ibid.
- 307 High Pay Centre (2014), *FTSE 100 bosses now paid an average 130 times as much as their employees*. Récupéré depuis le site <http://highpaycentre.org/blog/ftse-100-bosses-now-paid-an-average-143-times-as-much-as-their-employees>
- 308 Oxfam Intermón. (2017). *Diferencias Abismales. El Papel de las Empresas del IBEX-35 en la Desigualdad*. Informe 43 (Noviembre 2017). Récupéré le 29 novembre 2017 depuis

<https://oxfamintermon.s3.amazonaws.com/sites/default/files/documentos/files/informe-diferencias-abismales.pdf>

- 309 En prenant en compte un échantillon de professions fortement rémunérées en Europe, « [m]algré une représentation à peu près égale des hommes et des femmes au sein du salariat (52 pour cent d'hommes et 48 pour cent de femmes), la proportion d'hommes appartenant à la catégorie des directeurs généraux et des dirigeants de grandes sociétés et de PME est de 16,2 pour cent, c'est-à-dire deux fois celle des femmes, qui est de 8 pour cent. », voir OIT (2017), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17* (page 89). Analysant les écarts de rémunération entre les PDG des entreprises du FTSE 100 en 2016, l'enquête de CIPD/High Pay Centre conclut : « alors que les femmes occupent environ 6 % des postes de PDG du FTSE 100, elles ne touchent que 4 % de la rémunération totale ». Voir le Graphique 8 dans *Executive pay. Review of FTSE 100 Executive Pay Packages*, récupéré depuis le site http://highpaycentre.org/files/2016_CEO_pay_in_the_FTSE100_report_%28WEB%29_%281%29.pdf
- 310 Calculs d'Oxfam. Pour plus de détails, reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 311 Pour plus de détails sur l'enquête d'Oxfam, reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 312 M. Kramer (8 novembre 2012), *What's Wrong with Maximising Shareholder Value? The Guardian*. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/blog/maximising-shareholder-value-irony>
- 313 Executive Remuneration Working Group Final Report (juillet 2016). Récupéré le 2 octobre 2017 depuis le site https://www.theinvestmentassociation.org/assets/components/ima_filesecurity/secure.php?f=press/2016/ERWG%20Final%20Report%20July%202016.pdf
- 314 D. Cable et F. Vermeulen (2016), *Stop Paying Executives for Performance*. Harvard Business Review. Récupéré le 25 octobre 2017 depuis le site <https://hbr.org/2016/02/stop-paying-executives-for-performance>
- 315 Calculs d'Oxfam. Pour plus de détails, reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>.
- 316 Pour le calcul des 12 %, reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>. Chiffres de la hausse des salaires issus de OIT (2016), *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*.
- 317 _ Selon M. T. Owyang et H. G. Shell (2016) : « la corrélation entre le prix des actions et les inégalités de revenus résulte du fait que les gains boursiers ont tendance à bénéficier au sommet de la pyramide de répartition des revenus, qui a un meilleur accès et une plus forte participation dans ces actifs sur les marchés ». Dans *Taking Stock: Income Inequality and the Stock Market*, Federal Reserve Bank of St. Louis. Economic Synopses, n° 7. Récupéré depuis le site <https://files.stlouisfed.org/files/htdocs/publications/economic-synopses/2016-04-29/taking-stock-income-inequality-and-the-stock-market.pdf>
- 318 M. Bruenig (2017), *Massive Rise of Top Incomes is Mostly Driven by Capital*. People's Policy Project. Récupéré depuis le site <http://peoplespolicyproject.org/2017/08/09/massive-rise-of-top-incomes-is-mostly-driven-by-capital/> d'après T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (à paraître en 2018), *Distributional National Accounts: Methods and Estimates for the United States Quarterly Journal of Economics*, <http://gabriel-zucman.eu/files/PSZ2018QJE.pdf>
- 319 Wolff, 2012 - THE ASSET PRICE MELTDOWN AND THE WEALTH OF THE MIDDLE CLASS <http://www.offnews.info/downloads/w18559.pdf> Cité dans *The World's Dumbest Idea*, James Montier (2014) <https://www.gmo.com/docs/default-source/research-and-commentary/strategies/asset-allocation/the-world%27s-dumbest-idea.pdf>
- 320 E. Ruel et R. Hauser (2013), *Explaining the Gender Wealth Gap*. *Demography*. 50(4) ; et C. D. Deere, D. Carmen et C.R. Doss (2006), *Gender and the distribution of wealth in developing countries*. Document de recherche, UNU-WIDER, Université des Nations unies (UNU), n° 2006/115, ISBN 9291908991.
- 321 J. Williamson, C. Driver et P. Kenway (eds.) (2014), *Beyond Shareholder Value: The reasons and choices for corporate governance reform*. Londres : TUC. Récupéré le

- 23 août 2017 depuis le site http://www.npi.org.uk/files/3814/0482/3043/Beyond_Shareholder_Value_FINAL.pdf
- 322 BBC (16 février 2015), *Global dividend income hits new record of \$1.167 trillion*. Récupéré depuis le site www.bbc.co.uk/news/business-31485930
- 323 Andy Haldane, économiste en chef de la Banque d'Angleterre, a déclaré en 2015 que « l'une des principales raisons de la faible croissance mondiale est que les entreprises n'investissent pas suffisamment... Les bénéfices engrangés par les entreprises ne sont pas vraiment utilisés pour financer l'investissement, mais servent à financer les distributions de dividendes aux actionnaires ou le rachat de leurs parts... C'est comme s'ils se mangeaient eux-mêmes ». Voir l'entretien de la BBC – Newsnight 24 juillet 2015 [contenu vidéo]. Récupéré depuis le site https://www.youtube.com/watch?time_continue=2&v=rx2xXbLn15w. En 2014 Larry Fink, PDG de Blackrock (le plus grand gestionnaire d'actifs au monde), déclarait : « Trop d'entreprises réduisent les dépenses en capital et augmentent même leur dette pour doper les dividendes et augmenter leurs rachats d'actions ». (<https://www.ft.com/content/16e71bdc-4f16-11e4-9c88-00144feab7de>).
- 324 *Cinco Días* (2 novembre 2017), *Amancio Ortega ingresa 628 millones más por dividendo de Inditex*.
- 325 Le rapport révèle qu'Inditex, la société mère de Zara, a échappé à au moins 585 millions d'euros d'impôts sur la période 2011–2014 en recourant à des techniques d'évasion fiscale agressives, principalement au Pays-Bas, en Irlande et en Suisse. Voir [https://www.greens-efa.eu/legacy/fileadmin/dam/Documents/Studies/Taxation/TAX_SHOPPING - Greens-EFA report on Inditex - 08_12_2016.pdf](https://www.greens-efa.eu/legacy/fileadmin/dam/Documents/Studies/Taxation/TAX_SHOPPING_-_Greens-EFA_report_on_Inditex_-_08_12_2016.pdf)
- 326 H&M apparaît régulièrement parmi les sociétés de confection les plus progressistes face au problème des salaires de misère dans sa chaîne d'approvisionnement. En novembre 2013, elle a publié une feuille de route sur les salaires décents (Living Wage Roadmap) qui fait référence dans l'industrie. Elle compte parmi les signataires de la nouvelle initiative ACT (2015) avec l'IndustriALL Global Union, qui vise à promouvoir les négociations collectives sectorielles dans les pays à bas revenus pour la confection et a d'abord été déployée au Cambodge.
- 327 Calcul d'après S&P Capital IQ et Financial Times Markets Data.
- 328 Ibid. Reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 329 D. Gardener et J. Burnley (2015), *Made in Myanmar: Entrenched Poverty or Decent Jobs for Garment Workers?* Oxfam.
- 330 Calculs d'Oxfam. Pour plus de détails, reportez-vous à la note méthodologique : <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396>
- 331 FMI (2013), *Fiscal Monitor: Taxing Times (octobre 2013)*. Récupéré le 2 novembre 2017 depuis le site www.imf.org/external/pubs/ft/fm/2013/02/pdf/fm1302.pdf
- 332 M. Devereux et al. (2016), *G20 Corporation Tax Ranking*. Oxford University Centre for Business Taxation. Oxford. Voir aussi E. Berkhout (2016), *La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*. Rapports sur les politiques d'Oxfam. Récupéré le 22 août 2017 depuis le site <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-race-to-bottom-corporate-tax-121216-fr.pdf>
- 333 F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez (2013), *The Top 1 Percent in International and Historical Perspective*. Journal of Economic Perspectives, 27(3): 3–20. <https://doi.org/10.3386/w19075>
- 334 M. Lawson et M. Martin (2017), *Commitment to Reducing Inequality Index*. Development Finance International et Oxfam.
- 335 CNUCED (2015), *Rapport sur l'investissement dans le monde. Réformer la gouvernance de l'investissement international*. Récupéré le 22 août 2017 depuis le site http://unctad.org/en/PublicationChapters/wir2015ch0_KeyMessage_en.pdf
- 336 A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), *Tax Evasion and Inequality*. Version du 6 octobre 2017. <https://doi.org/10.3386/w23772>
- 337 Voir C. Mariotti et al. (2017), *Great Expectations: Is the IMF Turning Words into Action on Inequality?* Document d'information d'Oxfam (octobre 2017) et R. G. Blanton, S. Lindsey Blanton et D. Peksen (2015), *The Impact of IMF and World Bank Programs on Labor Rights, Political Research Quarterly* Vol. 68, n° 2 (JUIN 2015), 324-36.

- 338 OIT et OCDE (2015), *The labour share in G20 economies. Report prepared for the G20 Employment working group Antalya, Turkey, 26-27 February 2015*. Récupéré le 23 août 2017 depuis le site <https://www.oecd.org/g20/topics/employment-and-social-policy/The-Labour-Share-in-G20-Economies.pdf> ; OIT (2012), *Rapport mondial sur les salaires 2012/13 : Salaires et croissance équitable* ; ILO. (2014), *Rapport mondial sur les salaires 2014/15 : Salaires et inégalités de revenus*.
- 339 « Nos résultats suggèrent que l'affaiblissement des syndicats a contribué à l'augmentation des parts de revenus des personnes les mieux rémunérées et à une moindre redistribution, et que l'érosion des salaires minimum a considérablement augmenté les inégalités globales » dans F. Jaumotte et C. Osorio-Buitron (2015), *Inequality and Labour Market Institutions*. Note de discussion du FMI 15/14. Récupéré le mercredi 23 août 2017 depuis le site <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1514.pdf>
- 340 OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*. Récupéré le 2 septembre 2017 depuis le site <http://www.oecd.org/fr/social/tous-concernes-pourquoi-moins-d-inegalite-profite-a-tous-9789264235519-fr.htm>
- 341 R. B. Davies et K. Chaitanya Vadlamannati (2013), *Race to the Bottom in Labour Standards? An Empirical Investigation*.
- 342 D. Rodrik (2017), *Growth Without Industrialization?* Project Syndicate. <https://www.project-syndicate.org/commentary/poor-economies-growing-without-industrializing-by-dani-rodrik-2017-10>
- 343 Malgré le fait que les recherches dans les nouvelles technologies bénéficient souvent d'un financement public. Voir par exemple M. Mazzucato (2013), *The Entrepreneurial State*. Anthem Press.
- 344 A. Atkinson (2016), *Inequality: What Is to Be Done?* Harvard University Press et K. J. Delaney (17 février 2017) *The Robot That Takes Your Job Should Pay Taxes, Says Bill Gates*. Quartz. Récupéré le 30 octobre 2017 depuis le site <https://qz.com/911968/bill-gates-the-robot-that-takes-your-job-should-pay-taxes/>
- 345 S. Seguino (2000), *Gender Inequality and Economic Growth: A Cross-Country Analysis*. World Development Vol. 28, n° 7. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00018-8](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00018-8)
- 346 M. Kramer (8 novembre 2012), *What's Wrong with Maximising Shareholder Value?*
- 347 OCDE (2015), *How to Restore a Healthy Financial Sector That Supports Long-Lasting, Inclusive Growth?* Note de politique n° 27 du Département des affaires économiques de l'OCDE (juin 2015). Récupéré le 28 octobre 2017 depuis le site <https://www.oecd.org/eco/How-to-restore-a-healthy-financial-sector-that-supports-long-lasting-inclusive-growth.pdf> et D. Hardoon and K. Shigiya (2017), *Financing Inequality. Paper written at the request of the Financial Conduct Authority for use at its Future of Horizons Conference on 7 April 2017*. Récupéré le 19 octobre 2017 depuis le site <https://fca.org.uk/publication/research/financing-inequality.pdf>
- 348 G. Zucman. (2015). *The Hidden Wealth of Nations* ; CNUCED (2015), *Rapport sur l'investissement dans le monde* http://unctad.org/en/PublicationChapters/wir2015ch0_KeyMessage_en.pdf
- 349 Le déficit total de financement domestique annuel pour une éducation universelle élémentaire, primaire et secondaire dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est de 39 milliards de dollars. Voir UNESCO (2015), *Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030*. Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous. Document de référence 18, mise à jour de juillet 2015. <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002321/232197F.pdf>. Selon les données de l'UNESCO, 264 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Cela comprend des enfants âgés de 6 à 17 ans. Voir Unesco, *Enfants et jeunes non scolarisés*. Données pour les Objectifs de développement durable. <http://uis.unesco.org/fr/topic/enfants-et-jeunes-non-scolarises>
- 350 M. Devereux et al. (2016), *G20 Corporation Tax Ranking*. Oxford University Centre for Business Taxation. Oxford. Voir aussi E. Berkhout (2016), *La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*.
- 351 FMI (2013), *Taxing Times Fiscal Monitor*.
- 352 McKinsey Global Institute (2015), *The New Global Competition for Corporate Profits*. Récupéré le 23 octobre 2017 depuis le site <https://www.mckinsey.com/business-functions/strategy-and-corporate-finance/our-insights/the-new-global-competition-for-corporate-profits>
- 353 Le rapport entre pouvoir monopolistique et inégalités est établi de longue date. J. Baker et S. Salop (2015), *Antitrust, Competition Policy and Inequality*. The Georgetown Law Journal Vol 104:1 et T. Begazo et S. Nyman (2016), *Competition and Poverty: How Competition*

- Affects the Distribution of Welfare*. ViewPoint, Public Policy for the Private Sector, Banque mondiale. Récupéré le 17 octobre 2017 depuis le site <http://documents.worldbank.org/curated/en/662481468180536669/pdf/104736-REPF-Competition-and-Poverty.pdf>
- 354 J. Hacker (2011), *The institutional foundations of middle-class democracy*. Policy Network Essays. Récupéré le 29 septembre 2017 depuis le site http://www.policy-network.net/publications_download.aspx?ID=7438
- 355 M. Arretche (2015), « Trajetórias Da Desigualdade: Como O Brasil Mudou Nos Últimos Cinquenta Anos ». Centro de Estudos da Metrópole – CEM. Editora Unesp. São Paulo.
- 356 S. Ben Naceur et R. Zhang (2016), *Financial Development, Inequality and Poverty: Some International Evidence*. Document de travail du FMI WP/16/32. Récupéré le 23 septembre 2017 depuis le site <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp1632.pdf> et R. Sahay et al (2015), *Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets*. Note de discussion du personnel du FMI SDN/15/08. Récupéré le 23 septembre 2017 depuis le site <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1508.pdf>
- 357 C. Johnston (28 octobre 2016), *Uber Drivers Win Key Employment Case*. BBC. Récupéré le 23 septembre 2017 depuis le site <http://www.bbc.co.uk/news/business-37802386>
- 358 F. Jaumotte et C. Osorio Buitron (2015), *Inequality and Labor Market Institutions*. Note de discussion du personnel du FMI SDN/15/14.
- 359 Il s'agit là d'une revendication phare du forum du L20 (Labour 20) qui s'est tenu sous la présidence allemande du G20 à Bad Neuenahr du 18 au 19 mai 2017. Voir la déclaration du L20 lors de la réunion des ministres de l'emploi et du travail du G20 à Bad Neuenahr (Allemagne) les 18 et 19 mai 2017 : https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/2017_l20_statement_lemm_en.pdf
- 360 Pour plus d'informations sur cette tendance, voir D. Hardoon (2017), *Une économie au service des 99%*. Document d'information d'Oxfam (janvier 2017). Récupéré le 6 septembre 2017 depuis le site https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-economy-for-99-percent-160117-fr.pdf
- 361 C. Rosen et M. Quarrey (1987), *How Well is Employee Ownership Working?* Harvard Business Review.
- 362 M. Bruenig (2017), *Nordic Socialism Is Realer Than You Think*. Récupéré le 26 octobre 2017 depuis le site <http://mattbruenig.com/2017/07/28/nordic-socialism-is-realer-than-you-think/>
- 363 P. Kennedy (2017), *No More Market Failure: The Economic Case for Nationalisation*. Open Democracy UK. Récupéré le 24 août 2017 depuis le site <https://www.opendemocracy.net/uk/peter-kennedy/no-more-market-failure-economic-case-for-nationalisation>
- 364 J. Martinez-Vazquez et B. Moreno-Dodson (2014), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries*. Université d'État de Géorgie. Publications du Département des affaires économiques ; N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health: Evidence from Thirteen Developing Countries in the Commitment to Equity Project*. Documents de travail de l'institut CEQ. Université Tulane ; et OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous* ; et voir par exemple F. Jaumotte et C. Osorio Bultron (2015), *Power from The People*. FMI *Finances & Développement*. 52:1. Récupéré depuis le site <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2015/03/jaumotte.htm>
- 365 J. Martinez-Vazquez, B. Moreno-Dodson et V. Vulovic (2012), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a large panel of countries*. International Center for Public Policy, document de travail 12/25. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2188608>
- 366 Voir OCDE (2015), *Tous concernés*. Op. cit. et N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health*. Op. cit.
- 367 Entre 2000 et 2007. G. Verbist, M. F. Förster et M. Vaalavuo (2012), *The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources: Review of New Results and Methods*. Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 130. Publication de l'OCDE.
- 368 N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health*. Op. cit.

- 369 E. Seery (2014), *Au service de la majorité : Des services publics pour combattre les inégalités*. Document d'information d'Oxfam (182, avril 2014). Récupéré le 23 août 2017 depuis le site https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp182-public-services-fight-inequality-030414-fr_0.pdf
- 370 B. Emmett (2006), *Dans l'intérêt du public : santé, éducation eau et assainissement pour tous*. Rapport de campagne Oxfam. Récupéré le 6 septembre 2017 depuis le site <https://oxfamilibrary.openrepository.com/oxfam/bitstream/10546/112528/2/cr-in-public-interest-health-education-water-010906-fr.pdf>
- 371 Global Campaign for Education (2016), *Private Profit, Public Loss: Why the Push for Low-Fee Private Schools Is Throwing Quality Education Off Track*. Rapport. Récupéré le 1er novembre 2017 depuis le site http://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/GCE_Private_Profit_Public_Loss_2016_En.pdf
- 372 Les données incluent tous les programmes intégrant une forme quelconque de contribution (p. ex. retraites ou programmes d'assurance) et les programmes non contributifs, comportant neuf catégories : maladie, chômage, vieillesse, blessure professionnelle, famille, maternité, handicap et prestations de survivants ; à cela s'ajoutent d'autres programmes d'assistance et d'aide au revenu, dont les transferts monétaires conditionnels, proposés aux personnes pauvres et non inclus dans les catégories ci-dessus.
- Voir I. Ortiz (2015), *La protection sociale pour tous va changer la vie des gens d'ici à 2030*. Genève : Organisation internationale du travail. Récupéré le 2 septembre 2017 depuis le site http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_405779/lang--fr/index.htm
- 373 L'initiative pour un socle de protection sociale (SPF) est menée par l'OIT et une coalition d'autres agences des Nations unies et partenaires du développement promouvant un accès universel aux services et transferts sociaux essentiels. OIT (2017), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 : Protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de développement durable* (OIT : Genève).
- 374 M. Lawson et M. Martin (2017), *The Commitment to Reducing Inequality Index*.
- 375 D. Jacobs (2017), *The Case for a Billionaire Tax*. Oxfam. Récupéré le 2 septembre 2017 depuis le site https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/dp-case-for-billionaire-tax-100117-en.pdf
- 376 L'indice de Palma divise le revenu des 10 % les plus riches de la population par le revenu des 40 % les plus pauvres. Oxfam recommande que les États visent un indice de Palma ne dépassant pas 1.
- 377 L'objectif numéro dix des Objectifs de développement durable est de réduire les inégalités entre les pays et au sein des pays. <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/>
- 378 Cela doit inclure des données sur l'impôt sur les revenus et la taxe foncière ; des données sur les marchés des biens immobiliers et de luxe ; des données sur les sociétés de gestion de fortune ; et des enquêtes salariales menées auprès des entreprises. Ces données doivent être ventilées en fonction du sexe, de l'âge, de la profession, de la région et, le cas échéant, de l'origine ethnique.
- 379 http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf
- 380 La rémunération doit inclure tous les avantages ainsi que le salaire de base, y compris les stock options.
- 381 Conformément aux conventions de l'OIT 102 (http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C102) et 202 (http://www.ilo.org/secsoc/areas-of-work/legal-advice/WCMS_206135/lang--fr/index.htm)
- 382 Il conviendra alors d'envisager comment garantir que tous les pays puissent tenir leurs engagements pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), réduire leur dépendance vis-à-vis de la fiscalité régressive et renforcer efficacement leurs dépenses publiques, contribuant ainsi à combler le fossé des inégalités.
- 383 E. Sahan (2017), Oxfam's Future of Business Initiative : *Promoting equitable businesses and fourth sector development*.
- 384 Café Direct. <https://www.cafedirect.co.uk/about/>
- 385 Principes d'autonomisation des femmes. <http://www.weprinciples.org/http://www.weprinciples.org/>
- 386 OIT *Conventions et recommandations*. <http://www.ilo.org/global/standards/introduction-to-international-labour-standards/conventions-and-recommendations/lang--fr/index.htm>

